

Ville de



Montpellier

Secrétariat général

Service de l'Assemblée

Registre des délibérations - décisions

**Conseil municipal
Lundi 06 février 2012
TOME 1**

SOMMAIRE

TOME I / V

**Convocation, émargement et Compte rendu et ordre du jour du Conseil Municipal du
03/10/201124**

Délibérations et annexes25 à 200

TOME II / V

Délibération et annexes201 à 400

TOME III / V

Délibération et annexes401 à 600

TOME IV / V

Synthèse des décisions, décisions et annexes.....601 à 709

Décisions et Annexes709 à 800

TOME V / V

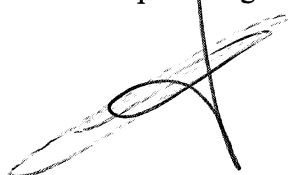
Décisions et Annexes801 à 967

Le présent registre contenant 200 pages a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 30/10/2012

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a vertical line and a horizontal stroke, all enclosed within a large, loopy oval shape.

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) Collègue,

Je vous invite à assister à la séance publique du Conseil Municipal, qui se réunira dans la salle du Conseil municipal du nouvel Hôtel de Ville, le **lundi 6 février 2012 à 18h00**.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

Les projets de délibérations et les pièces annexes sont mis à disposition des élus, pour consultation, au Service de l'Assemblée du Secrétariat Général, les 02 et 03 février 2012.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veuillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Madame Le Maire,



Hélène MANDROUX

PJ :

- Procès-verbal de la séance du 16 décembre 2011.
- Synthèses des affaires du 6 février 2012.



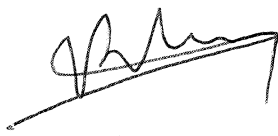
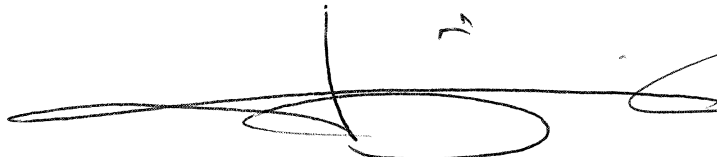
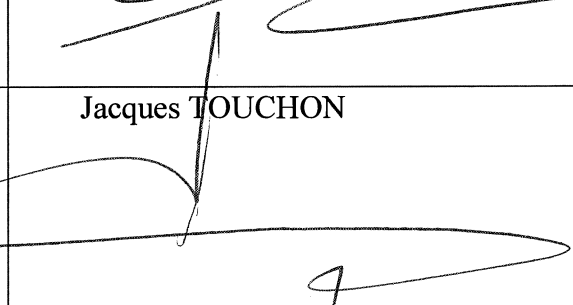
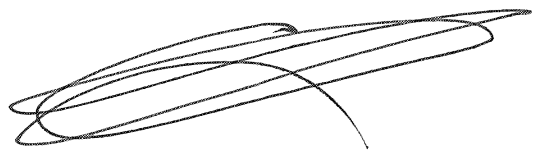
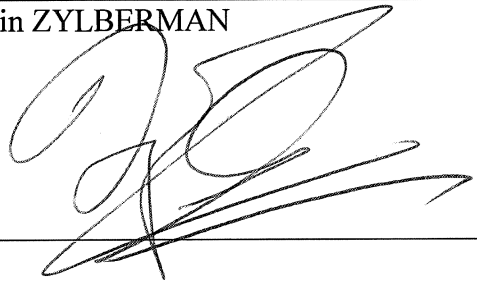
LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

SEANCE PUBLIQUE du ~~04 février 2012~~
06 février 2012

| | |
|--|--|
| Brahim ABBOU  | Frédéric ARAGON  |
| Michel ASLANIAN  | Marie-Josée AUGÉ-CAUMON  |
| Eva BECCARIA  | Annie BENEZECH  |
| Amina BENOUGHAR-JAFFIOL  | Nicole BIGAS  |
| Stéphanie BLANPIED  | Sophie BONIFACE-PASCAL  |
| Christian BOUILLE  | Agnès BOYER  |
| Nancy CANAUD  | Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM  |
| Marlène CASTRE  | Josette CLAVERIE  |

| | |
|--|---|
| <p>Magalie COUVERT</p>  | <p>Perla DANAN</p>  |
| <p>Michaël DELAFOSSE</p>  | <p>Gabrielle DELONCLE</p> <p>Absente</p> |
| <p>Fanny DOMBRE-COSTE</p>  | <p>Jacques DOMERGUE</p>  |
| <p>Marc DUFOUR</p> <p>Procurateur</p> | <p>Christian DUMONT</p>  |
| <p>Sarah EL ATMANI</p>  | <p>Laure FARGIER</p>  |
| <p>Serge FLEURENCE</p>  | <p>Christiane FOURTEAU</p>  |
| <p>Anne-Rose LE VAN</p> <p>AR LV</p>  | <p>Jean-Louis GELY</p>  |
| <p>Arnaud JULIEN</p>  | <p>Catherine LABROUSSE</p>  |

| | |
|--|---|
| <p>Audrey De LA GRANGE</p> <p></p> | <p>Gérard LANNELONGUE</p> <p></p> |
| <p>Max LEVITA</p> <p></p> | <p>Richard MAILHE</p> <p></p> |
| <p>Mustapha MAJDOUL</p> <p></p> | <p>Hélène MANDROUX</p> <p></p> |
| <p>Hervé MARTIN</p> <p></p> | <p>Jacques MARTIN</p> <p>Procurateur</p> |
| <p>Stéphane MELLA</p> <p></p> | <p>Nadia MIRAoui</p> <p></p> |
| <p>Christophe MORALES</p> <p></p> | <p>Nicole MOSCHETTI-STAMM</p> <p></p> |
| <p>Michel PASSET</p> <p></p> | <p>Martine PETITOUT</p> <p>Absente</p> |
| <p>Louis POUGET</p> <p></p> | <p>Françoise PRUNIER</p> <p></p> |

| | |
|--|--|
| <p>Hélène QVISTGAARD</p>  | <p>Jean-Louis ROUMEGAS</p>  |
| <p>Philippe SAUREL</p>  | <p>Régine SOUCHE</p>  |
| <p>Robert SUBRA</p>  | <p>Cédric SUDRES</p>  |
| <p>Philippe THINES</p>  | <p>Jacques TOUCHON</p>  |
| <p>Claudine TROADEC-ROBERT</p>  | <p>Frédéric TSITSONIS</p>  |
| <p>Patrick VIGNAL</p>  | <p>Francis VIGUIE</p>  |
| <p>Alain ZYLBERMAN</p>  | |
| | |

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance publique du lundi 06 février 2012
Salle du Conseil municipal

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

M^{me} le Maire

Adoption de l'ordre du jour
Pour : 53
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

M^{me} le Maire

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent
Pour : 53
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Perla DANAN

- 1 Proposition de jumelage de la Ville de Montpellier avec la Ville de Bethleem (Cisjordanie, Palestine)
Pour : 53
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

M. ASLANIAN et Mme BONIFACE-PASCAL rentrent en séance.

M. JULIEN sort de séance et donne procuration à Mme AUGÉ-CAUMON.

Philippe
THINES

- 2 Bail emphytéotique administratif entre la Ville et l'association Mosquée Averroès de Montpellier - Locaux situés 300, rue Emile Picard - Accord de principe

Pour : 47
Contre : 6
Abstention : 2
Adopté à la majorité des suffrages exprimés.

Philippe
THINES

- 3 Bail emphytéotique administratif entre la Ville et l'association pour la connaissance du culte musulman en Languedoc-Roussillon - Locaux situés 272, rue Paul Bringuier - Accord de principe.
Pour : 47
Contre : 6
Abstention : 2
Adopté à la majorité des suffrages exprimés.

Jean-Louis
GELY

- Mmes BENEZECH, BECCARIA, PRUNIER, MM. ARAGON, DUMONT sortent de séance.
4 Réalisation de l'école primaire Chengdu- quartier Port Marianne - Attribution du marché de conception/réalisation
Pour : 50
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Serge
FLEURENCE

- Mmes BENEZECH, BECCARIA, PRUNIER, MM. ARAGON, DUMONT, TOUCHON entrent en séance.
Mme BONIFACE-PASCAL sort de séance.
5 Aire piétonne Secteur rue de la Merci - Avenue du Courreau - Cours Gambetta - Rue du Faubourg de la Saunerie - Boulevard du Jeu de Paume - Boulevard Ledru Rollin : Bilan de la concertation
Pour : 55
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Patrick
VIGNAL

- Mme BONIFACE-PASCAL entre en séance.
Mme MIRAOUÏ sort de séance.
6 COMPLEXE SPORTIF DE GRAMMONT - QUARTIER PORT MARIANNE Création de deux terrains de Football et annexes Permis de Construire
Pour : 55
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Régine
SOUCHE

- Mmes BLANPIED, BOYER, M. VIGNAL sortent de séance.
7 Mise en place du Procès-Verbal Electronique
Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Régine
SOUCHE

- 8 Gestion du Stationnement Payant sur Voirie Autorisation de signer l'Avenant n° 4
Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Mmes COUVERT (donne procuration à Mme QVISTGAARD), DELAGRANGE (procuration à M. FLEURENCE), FARGIER (procuration à M. GELY), MM. ASLANIAN, ARAGON, MORALES, DOMERGUE (donne procuration à M. DUMONT) sortent de séance.

| | | |
|------------------------|----|---|
| Régine SOUCHE | 9 | <p>Mme BOYER entre en séance.</p> <p>Convention de coordination entre les services de sécurité de l'Etat et la ville de Montpellier Convention de partenariat relative à la vidéoprotection urbaine entre la Direction Départementale de la Sécurité Publique et la ville de Montpellier</p> <p>Pour : 40 Contre : 5 Abstention : 3</p> <p>Adopté à la majorité des suffrages exprimés.</p> |
| Régine SOUCHE | 10 | <p>Extension du Réseau de Vidéoprotection Urbaine Autorisation à signer les Marchés</p> <p>Pour : 40 Contre : 5 Abstention : 3</p> <p>Adopté à la majorité des suffrages exprimés.</p> |
| Michaël DELAFOSSE | 11 | <p>Mme MIRAOU, MM. ASLANIAN, ARAGON entrent en séance. Mmes BECCARIA (donne procuration à M. DELAFOSSE), CLAVERIE (procuration à Mme MIRAOU) sortent de séance.</p> <p>Ecole d'Application de l'Infanterie Plan Local de Redynamisation-Approbation</p> <p>Pour : 51 Contre : /</p> <p>Adopté à l'unanimité.</p> |
| Michaël DELAFOSSE | 12 | <p>EcoCité « De Montpellier à la Mer » Programme d'investissement d'avenir « Ville de demain » Convention locale Caisse des dépôts et consignations / Maîtres d'ouvrage Autorisation de signature</p> <p>Pour : 51 Contre : /</p> <p>Adopté à l'unanimité.</p> |
| Christiane FOURTEAU | 13 | <p>Actions solidaires</p> <p>Attribution de subvention complémentaire à diverses associations œuvrant dans le champ de l'aide alimentaire Exercice 2012</p> <p>Pour : 51 Contre : /</p> <p>Adopté à l'unanimité.</p> |
| Philippe THINES | 14 | <p>Qualité de l'espace public</p> <p>Aménagement du Carrefour Avenue de Vannières (RD65)- Rue du Pas du Loup Convention Conseil Général/ Ville Transfert de maîtrise d'ouvrage Autorisation de signature</p> <p>Pour : 51 Contre : /</p> <p>Adopté à l'unanimité.</p> |
| Philippe THINES | 15 | <p>Mme DOMBRE-COSTE sort de séance.</p> <p>Approbation du plan de gestion Lez / Mosson et affluents actualisé et complété à l'échelle communale Approbation du dossier réglementaire relatif à la déclaration d'intérêt général Demande d'ouverture d'enquête publique</p> <p>Pour : 50 Contre : /</p> <p>Adopté à l'unanimité.</p> |
| Philippe | 16 | <p>Délégation de Service Public Parkings Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs et Arc de</p> |

| | | |
|--------------------|----|---|
| THINES | | Triomphe Délibération de principe Pour : 48 Contre : 2 Adopté à la majorité des suffrages exprimés. |
| Philippe THINES | 17 | Aménagement du Boulevard du Jeu de Paume Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage Autorisation de signature Pour : 50 Contre : / Adopté à l'unanimité. |
| | | Mme AUGÉ-CAUMON sort de séance (donne procuration à M. JULIEN). |
| Régine SOUCHE | 18 | Tranquillité publique Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Désignations des représentants de la Ville Ont été élus : <ul style="list-style-type: none"> - Régine SOUCHE - Michel PASSET - Marc DUFOUR - Perla DANAN - Jacques MARTIN - Patrick VIGNAL - Fanny DOMBRE-COSTE - Frédéric TSITSONIS - Marlène CASTRE - Eva BECCARIA - Annie BENEZECH - Magalie COUVERT - Hélène QVISTGAARD Pour : 49 Contre : / Adopté à l'unanimité. |
| Philippe SAUREL | 19 | Culture et patrimoine Centre d'Art Contemporain la Panacée Demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Pour : 49 Contre : / Adopté à l'unanimité. |
| Philippe SAUREL | 20 | Conventions et attributions de subventions au Fonds d'Aide à la Création Musicale Exercice 2012 Pour : 49 Contre : / Adopté à l'unanimité. |
| Philippe SAUREL | 21 | Convention de partenariat et attribution de subventions à l'association La Vista-Théâtre de la Méditerranée Exercice 2012 Pour : 49 Contre : / Adopté à l'unanimité. |
| Philippe | 22 | Convention de partenariat et attributions de subventions avec l'association |

| | | |
|----------------------|----|---|
| SAUREL | | Compagnie Adesso e Sempre Exercice 2012 Pour : 49 Contre : / Adopté à l'unanimité. |
| Philippe SAUREL | 23 | M. VIGUIE sort de séance. Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Music Events Exercice 2012 Pour : 48 Contre : / Adopté à l'unanimité. |
| Philippe SAUREL | 24 | Convention de partenariat et attributions de subventions à l'association Maison de la Poésie. Exercice 2012 Pour : 48 Contre : / Adopté à l'unanimité. |
| Philippe SAUREL | 25 | Convention de partenariat et attribution de subventions à l'association Coeur de Livres Exercice 2012 Pour : 48 Contre : / Adopté à l'unanimité. |
| Philippe SAUREL | 26 | Convention de partenariat Architecture et Cinéma Entre l'État-Préfecture de Région Languedoc-Roussillon – Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc Roussillon, L'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier, La Maison de l'Architecture Languedoc-Roussillon, La Ville de Montpellier Pour : 48 Contre : / Adopté à l'unanimité. |
| Philippe SAUREL | 27 | Tournage de la série télévisée Lignes de Vie Convention de partenariat avec Télé Images Productions Pour : 48 Contre : / Adopté à l'unanimité. |
| Philippe SAUREL | 28 | Remplacement des menuiseries extérieures Galerie Saint Ravy Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux Demande de subventions Pour : 48 Contre : / Adopté à l'unanimité. |
| Christian BOUILLE | 29 | Rénovation urbaine QUARTIER MOSSON (Paillade - Hauts de Massane) Projet de Rénovation Urbaine Avenant technique n°6 Approbation Pour : 48 Contre : / Adopté à l'unanimité. |
| Christian BOUILLE | 30 | MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions Pour : 48 Contre : / |

Adopté à l'unanimité.

Petite enfance

- Françoise PRUNIER **31** Subvention de la Ville de Montpellier pour le projet expérimental de l'association Adages Espaces Famille "Educ'Adom"
Pour : 48
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

MM. VIGNAL, MORALES, VIGUIE entrent en séance.

Sports et Cohésion sociale

- Patrick VIGNAL **32** GYMNASSE MARIANNE - QUARTIER PORT MARIANNE Demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

- Patrick VIGNAL **33** Fourniture, pose et réparation des équipements sportifs dans les écoles et sites sportifs Attribution d'un marché de travaux à procédure adaptée
Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

- Patrick VIGNAL **34** Mise en conformité et sécurité des mâts d'éclairage des équipements sportifs Attribution d'un marché de travaux par procédure adaptée
Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

- Patrick VIGNAL **35** Adoption de l'avenant à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier (G.I.P.-D.S.U.A Montpellier)
Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Maisons pour Tous et Vie associative

- Sophie BONIFACE-PASCAL **36** Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville
Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

- Sophie BONIFACE-PASCAL **37** Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit
Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Economie des ressources et du patrimoine

- Frédéric TSITSONIS **38** 1 route de Lavérune Convention d'occupation du Domaine Public Ville de Montpellier/ACM Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Frédéric
TSITSONIS

- 39 Mmes BENEZECH, SOUCHE sortent de séance.
Convention d'occupation du domaine privé de la Ville Ville de Montpellier / Les
Rencontres du Court
Pour : 49
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Frédéric
TSITSONIS

- 40 Mme BLANPIED entre en séance.
Maison des Syndicats 474 allée de Montmorency Convention de mise à
disposition Ville de Montpellier /Chambre Syndicale Nationale des Forces de Vente
CSN 34 - Groupe de l' Hérault Avenant n° 1 - modification d'intitulé
Pour : 50
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Frédéric
TSITSONIS

- 41 Passerelle du Corum
Transfert à la Communauté d'Agglomération de Montpellier
Pour : 50
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Michaël
DELAFOSSE

- Urbanisme, aménagement durable et NTIC**
42 ZAC du Coteau Choix d'un urbaniste Organisation d'un concours Election des
membres du jury
Ont été élus :
Titulaires :
- Hélène QVISTGAARD
- Michel PASSET
- Agnès BOYER
- Frédéric TSITSONIS
Suppléants :
- Nadia MIRAoui
- Hervé MARTIN
- Sarah EL ATMANI
- Michel ASLANIAN

Pour : 50
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Michaël
DELAFOSSE

- Mmes BENEZECH, SOUCHE entrent en séance.
Mme BOYER, M. TSITSONIS sortent de séance.
43 Création du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) Ilot Saint Lazare
Pour : 50
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Michaël
DELAFOSSE

- 44 Modification du Programme d'Aménagement d'Ensemble (P.A.E.) Mas de Calenda
Pour : 50
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

| | | | | |
|----------------------|-----------|--|--|--------------------|
| Michaël DELAFOSSE | 45 | M. THINES sort de séance. ZAC Port Marianne - Consuls de Mer modalités d'association du public Pour : 49 Contre : / Adopté à l'unanimité. | Modification de périmètre | Objectifs et |
| Michaël DELAFOSSE | 46 | Mme BIGAS sort de séance. ZAC Nouveau Saint Roch Reconstitution des équipements (bâtiments et stationnements) de la SNCF Convention de financement Avenant n°1 Pour : 48 Contre : / Adopté à l'unanimité. | | |
| Michaël DELAFOSSE | 47 | MONTPELLIER GRAND COEUR de subventions Pour : 48 Contre : / Adopté à l'unanimité. | Ravalement obligatoire des façades | Attribution |
| Michaël DELAFOSSE | 48 | Convention de servitude de passage d'un réseau ERDF Avenue de Heidelberg parcelles cadastrées LR 61 et LR 54 Pour : 48 Contre : / Adopté à l'unanimité. | | |
| Michaël DELAFOSSE | 49 | Les Jardins d'Anne - lot 67 Vente à M. Claude MIAILHES Pour : 48 Contre : / Adopté à l'unanimité. | | |
| Michaël DELAFOSSE | 50 | Foncier Ensemble immobilier Du Guesclin publics Pour : 48 Contre : / Adopté à l'unanimité. | Instauration de servitudes de passages | |
| Michaël DELAFOSSE | 51 | Mme DOMBRE-COSTE entre en séance. Foncier Acquisition emprise Voirie Pour : 49 Contre : / Adopté à l'unanimité. | rue Castel Ronceray | Hérault Habitat |
| Michaël DELAFOSSE | 52 | MM. TSITSONIS, THINES entrent en séance. Berges du Lez - risque naturel majeur des dispositions de la loi "Barnier" Pour : 51 Contre : / Adopté à l'unanimité. | Acquisition de propriétés bâties dans le cadre | rue Courte Oreille |
| Michaël DELAFOSSE | 53 | Convention de servitude de passage d'un réseau G.R.D.F. cadastrée KV 330 | rue Paul Rimbaud | Parcelle |

Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

- Michaël
DELAFOSSÉ
- 54 Foncier Domaine Public Fluvial Régional convention de superposition d'affectations Ville / Région L.R.
Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Réussite éducative

- Jean-Louis
GELY
- 55 Construction de l'école primaire Ludwig Van Beethoven – Quartier croix d'Argent – Attribution du marché de travaux
Pour : 51
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Mme BOYER entre en séance.
Mme MIRAOU (avec la procuration de Mme CLAVERIE), M. LANNELONGUE sortent de séance.

- Jean-Louis
GELY
- 56 CARTE SCOLAIRE : Evolution à la rentrée 2012
Pour : 49
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

- Jean-Louis
GELY
- 57 Fixation de l'Indemnité Représentative de logement des Instituteurs (IRL) Année 2011
Pour : 49
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

M. LANNELONGUE entre en séance.
MM. SUDRES, DELAFOSSÉ (avec la procuration de Mme BECCARIA) sortent de séance.

- Jean-Louis
GELY
- 58 Cuisine Centrale des Restaurants Scolaires. Mission d'Assistance Technique, Juridique et Financière à la Personne Publique. Autorisation de signer les marchés.
Pour : 47
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Mmes BIGAS, MIRAOU (avec la procuration de Mme CLAVERIE), MM. DELAFOSSÉ (avec la procuration de Mme BECCARIA), SUDRES entrent en séance.

- Jean-Louis
GELY
- 59 Ecoles privées sous contrat d'association. Participations de la Ville année 2012
Pour : 50
Contre : 2
Abstention : 1
Adopté à la majorité des suffrages exprimés.

Prévention, environnement, santé

M. H. MARTIN sort de séance.

- Jacques
TOUCHON
- 60 Engagement de Durban pour les villes et la biodiversité - Autorisation de signature
Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

| | | |
|-----------------|----|---|
| Jacques TOUCHON | 61 | M. H. MARTIN entre en séance. M. MAJDOUL sort de séance. Avis sur les schémas du Plan Stratégique Régional de Santé de l'Agence Régionale de Santé Languedoc-Roussillon Pour : 52 Contre : / Adopté à l'unanimité. |
| | | Ressources humaines |
| Serge FLEURENCE | 62 | Mme BLANPIED sort de séance. Salles municipales mises à disposition à titre gratuit aux partis politiques et/ou aux candidats des élections présidentielles et législatives 2012 Pour : 51 Contre : / Adopté à l'unanimité. |
| Serge FLEURENCE | 63 | AFFAIRE RETIREE |
| Serge FLEURENCE | 64 | Modifications au tableau de l'effectif Pour : 51 Contre : / Adopté à l'unanimité. |
| Serge FLEURENCE | 65 | Logements de fonction pour nécessité absolue de service et utilité de service Pour : 51 Contre : / Adopté à l'unanimité. |
| Serge FLEURENCE | 66 | Mme BLANPIED entre en séance. Adaptation du régime indemnitaire à la mise en place de l'entretien professionnel Pour : 50 Contre : / Adopté à l'unanimité. |
| Serge FLEURENCE | 67 | Commission Sociale du Personnel créée par Délibération du 13 décembre 2010 Modification des financières de fonctionnement de la Commission Pour : 52 Contre : / Adopté à l'unanimité. |
| Serge FLEURENCE | 68 | Mise en œuvre d'une convention CIFRE à la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique Pour : 52 Contre : / Adopté à l'unanimité. |
| Serge FLEURENCE | 69 | AFFAIRE RETIREE |
| | | Affaires juridiques, finances communales, marchés publics |
| Max LEVITA | 70 | MARCHES PUBLICS - Modification du règlement intérieur de passation des marchés |

à procédure adaptée - Modification de la délégation consentie à Madame le Maire
 Pour : 52
 Contre : /
 Adopté à l'unanimité.

Max LEVITA **71** MARCHES PUBLICS - Adoption du règlement intérieur de passation des marchés publics à procédure adaptée en raison de leur objet (article 30 du Code de Marchés publics) de la Ville de Montpellier
 Pour : 52
 Contre : /
 Adopté à l'unanimité.

Max LEVITA **72** Report d'affectation de subventions votées en 2011
 Pour : 52
 Contre : /
 Adopté à l'unanimité.

Max LEVITA **73** Attributions de subventions- Exercice 2012
 Pour : 52
 Contre : /
 Adopté à l'unanimité.

Max LEVITA **74** Transfert d'activités de la société EURAMED à la société ARTERRIS ESPACES VERTS – Autorisation de signer le marché
 Pour : 52
 Contre : /
 Adopté à l'unanimité.

Max LEVITA **75** Achat d'outillages à main divers, d'outillage électroportatif, de consommables d'atelier et de chantier et d'équipements de protection individuelle Autorisation de signer les marchés
 Pour : 52
 Contre : /
 Adopté à l'unanimité.

Max LEVITA **76** Achat de matériel d'éclairage public Lanternes de type RAGNI Autorisation de signer le marché
 Pour : 52
 Contre : /
 Adopté à l'unanimité.

Max LEVITA **77** Achat, livraison et installation de 4 fours mixtes à gaz pour le service des restaurants scolaires Autorisation de signer le marché
 Pour : 52
 Contre : /
 Adopté à l'unanimité.

Max LEVITA **78** Achat de vêtements et d'équipements pour la police municipale et les agents de la sûreté urbaine Groupement de commandes entre la Ville de MONTPELLIER, les Communes de VILLENEUVE-LES MAGUELONE, PIGNAN, JACOU, LAVERUNE et PEROLS Autorisation de signer les marchés
 Pour : 52
 Contre : /
 Adopté à l'unanimité.

- Max LEVITA 79 Cotisations à des organismes nationaux
- Max LEVITA 80 Commission d'évaluation des transferts de charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : adoption du rapport définitif pour l'exercice 2011
Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.
- Jean-Louis GELY 81 **Désignation de représentants dans les instances de la Ville**
Ecoles maternelles et élémentaires- Désignation des représentants de la Ville dans les conseils d'école
- Ont été élus :**
- Quartier Hôpitaux-Facultés :**
Ecole maternelle Charlie Chaplin : Philippe THINES
Ecole élémentaire Rabelais : Hélène QVISTGAARD
- Quartier Montpellier Centre :**
Ecole élémentaire Condorcet : Fanny DOMBRE-COSTE
Ecole élémentaire Jean Moulin : Fanny DOMBRE-COSTE
Ecole élémentaire Léon Gambetta : Magalie COUVERT
Ecole élémentaire Sévigné : Magalie COUVERT
Ecole élémentaire Auguste Comte : Sarah EL ATMANI
Ecole élémentaire Jules Simon : Hervé MARTIN
Ecole maternelle Pierre-Claris de Florian : Hervé MARTIN
Ecole maternelle Chaptal : Audrey DE LA GRANGE
Ecole maternelle Jean-Jacques Rousseau : Sophie BONIFACE-PASCAL
Ecole élémentaire Jean Mermoz : Hélène QVISTGAARD
- Quartier Port Marianne :**
Ecole élémentaire Blaise Pascal : Frédéric TSITSONIS
Ecole maternelle Sarah Bernhardt : Frédéric TSITSONIS
Ecole maternelle Louise Michel : Frédéric TSITSONIS
- Quartier Croix d'Argent :**
Ecole maternelle Robert Surcouf : Marlène CASTRE
Ecole élémentaire Voltaire : Catherine LABROUSSE
Ecole maternelle Olympe de Gouges : Christophe MORALES
Ecole primaire Victor Schoelcher : Claudine TROADEC-ROBERT
- Quartier Près d'Arènes :**
Ecole maternelle Anne Frank : Annie BENEZECH
- Quartier Mosson :**
Ecole maternelle Jacques Prévert : Brahim ABBOU
Ecole élémentaire Léo Malet : Régine SOUCHE
Ecole maternelle Marie-Pape-Carpantier : Régine SOUCHE
Ecole maternelle Madeleine Renaud : Françoise PRUNIER
Ecole élémentaire Simon Bolivar : Françoise PRUNIER
Ecole maternelle Pablo Neruda : Françoise PRUNIER
- Quartier Cévennes :**
Ecole maternelle Maria Callas : Agnès BOYER
Ecole maternelle Johann Wolfgang Von Goethe : Agnès BOYER
Ecole maternelle Geneviève Bon : Jacques MARTIN
Ecole élémentaire Julie Daubié : Jacques MARTIN
Ecole maternelle Madeleine Brès : Jacques MARTIN
Ecole élémentaire Joseph Delteil : Jacques MARTIN
Ecole maternelle Jules Michelet : Jacques MARTIN
- Pour : 52
Contre : /
Adopté à l'unanimité.

Max LEVITA

- 82** Voeu contre l'interprétation des textes de lois issue de la circulaire Guéant Bertrand du 31 mai 2011, concernant les étudiants et chercheurs étrangers au sein des établissements et organismes français.
Pour : 47
Contre : /
Abstention : 5
Adopté à la majorité des suffrages exprimés.

Mme le Maire

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 23H25.

Madame Le Maire,

Hélène MANDROUX

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte rendu du Conseil Municipal est affiché en mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.

Secrétariat Général

Secrétariat de l'Assemblée

Ordre du jour du Conseil municipal

Séance Publique du lundi 6 février 2012 à 18h

- | | | |
|--------------------------------|----|---|
| M^{me} le Maire | | Adoption de l'ordre du jour |
| M^{me} le Maire | | Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent |
| Perla DANAN | 1 | Proposition de jumelage de la Ville de Montpellier avec la Ville de Bethleem (Cisjordanie, Palestine) |
| Philippe THINES | 2 | Bail emphytéotique administratif entre la Ville et l'association Mosquée Averroès de Montpellier - Locaux situés 300, rue Emile Picard - Accord de principe |
| Philippe THINES | 3 | Bail emphytéotique administratif entre la Ville et l'association pour la connaissance du culte musulman en Languedoc-Roussillon - Locaux situés 272, rue Paul Bringuier - Accord de principe |
| Jean-Louis GELY | 4 | Réalisation de l'école primaire Chengdu- quartier Port Marianne - Attribution du marché de conception/réalisation |
| Serge FLEURENCE | 5 | Aire piétonne Secteur rue de la Merci - Avenue du Courreau - Cours Gambetta - Rue du Faubourg de la Saunerie - Boulevard du Jeu de Paume - Boulevard Ledru Rollin : Bilan de la concertation |
| Patrick VIGNAL | 6 | COMPLEXE SPORTIF DE GRAMMONT - QUARTIER PORT MARIANNE Création de deux terrains de Football et annexes Permis de Construire |
| Régine SOUCHE | 7 | Mise en place du Procès-Verbal Electronique |
| Régine SOUCHE | 8 | Gestion du Stationnement Payant sur Voirie Autorisation de signer l'Avenant n° 4 |
| Régine SOUCHE | 9 | Convention de coordination entre les services de sécurité de l'Etat et la ville de Montpellier Convention de partenariat relative à la vidéoprotection urbaine entre la Direction Départementale de la Sécurité Publique et la ville de Montpellier |
| Régine SOUCHE | 10 | Extension du Réseau de Vidéoprotection Urbaine Autorisation à signer les Marchés |
| Michaël DELAFOSSE | 11 | Ecole d'Application de l'Infanterie Plan Local de Redynamisation-Approbation |

| | | |
|-----------------------------------|----|---|
| Michaël DELAFOSSÉ | 12 | EcoCité « De Montpellier à la Mer » Programme d'investissement d'avenir « Ville de demain » Convention locale Caisse des dépôts et consignations / Maîtres d'ouvrage Autorisation de signature |
| Actions solidaires | | |
| Christiane FOURTEAU | 13 | Attribution de subvention complémentaire à diverses associations œuvrant dans le champ de l'aide alimentaire Exercice 2012 |
| Qualité de l'espace public | | |
| Philippe THINES | 14 | Aménagement du Carrefour Avenue de Vannières (RD65)- Rue du Pas du Loup Convention Conseil Général/ Ville Transfert de maîtrise d'ouvrage Autorisation de signature |
| Philippe THINES | 15 | Approbation du plan de gestion Lez / Mosson et affluents actualisé et complété à l'échelle communale Approbation du dossier réglementaire relatif à la déclaration d'intérêt général Demande d'ouverture d'enquête publique |
| Philippe THINES | 16 | Délégation de Service Public Parkings Foch-Préfecture/ Marché aux Fleurs et Arc de Triomphe Délibération de principe |
| Philippe THINES | 17 | Aménagement du Boulevard du Jeu de Paume Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage Autorisation de signature |
| Tranquillité publique | | |
| Régine SOUCHE | 18 | Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Désignations des représentants de la Ville |
| Culture et patrimoine | | |
| Philippe SAUREL | 19 | Centre d'Art Contemporain la Panacée Demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier |
| Philippe SAUREL | 20 | Conventions et attributions de subventions au Fonds d'Aide à la Création Musicale Exercice 2012 |
| Philippe SAUREL | 21 | Convention de partenariat et attribution de subventions à l'association La Vista-Théâtre de la Méditerranée Exercice 2012 |
| Philippe SAUREL | 22 | Convention de partenariat et attributions de subventions avec l'association Compagnie Adesso e Sempre Exercice 2012 |
| Philippe SAUREL | 23 | Convention de partenariat et attribution d'une subvention à l'association Music Events Exercice 2012 |
| Philippe SAUREL | 24 | Convention de partenariat et attributions de subventions à l'association Maison de la Poésie. Exercice 2012 |
| Philippe SAUREL | 25 | Convention de partenariat et attribution de subventions à l'association Coeur de Livres Exercice 2012 |
| Philippe SAUREL | 26 | Convention de partenariat Architecture et Cinéma Entre l'État-Préfecture de Région Languedoc-Roussillon – Direction Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc Roussillon, L'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier, La Maison de l'Architecture Languedoc-Roussillon, La Ville de Montpellier |

| | | |
|---|----|---|
| Philippe SAUREL | 27 | Tournage de la série télévisée Lignes de Vie Convention de partenariat avec Télé Images Productions |
| Philippe SAUREL | 28 | Remplacement des menuiseries extérieures Galerie Saint Ravy Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux Demande de subventions |
| Rénovation urbaine | | |
| Christian BOUILLE | 29 | QUARTIER MOSSON (Paillade - Hauts de Massane) Projet de Rénovation Urbaine Avenant technique n°6 Approbation |
| Christian BOUILLE | 30 | MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions |
| Petite enfance | | |
| Françoise PRUNIER | 31 | Subvention de la Ville de Montpellier pour le projet expérimental de l'association Adages Espaces Famille "Educ'Adom" |
| Sports et Cohésion sociale | | |
| Patrick VIGNAL | 32 | GYMNASE MARIANNE - QUARTIER PORT MARIANNE Demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier |
| Patrick VIGNAL | 33 | Fourniture, pose et réparation des équipements sportifs dans les écoles et sites sportifs Attribution d'un marché de travaux à procédure adaptée |
| Patrick VIGNAL | 34 | Mise en conformité et sécurité des mâts d'éclairage des équipements sportifs Attribution d'un marché de travaux par procédure adaptée |
| Patrick VIGNAL | 35 | Adoption de l'avenant à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public pour le développement social et urbain de l'Agglomération de Montpellier (G.I.P.-D.S.U.A Montpellier) |
| Maisons pour Tous et Vie associative | | |
| Sophie BONIFACE-PASCAL | 36 | Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville |
| Sophie BONIFACE-PASCAL | 37 | Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit |
| Economie des ressources et du patrimoine | | |
| Frédéric TSITSONIS | 38 | 1 route de Lavérune Convention d'occupation du Domaine Public Ville de Montpellier/ACM Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier |
| Frédéric TSITSONIS | 39 | Convention d'occupation du domaine privé de la Ville Ville de Montpellier / Les Rencontres du Court |
| Frédéric TSITSONIS | 40 | Maison des Syndicats 474 allée de Montmorency Convention de mise à disposition Ville de Montpellier /Chambre Syndicale Nationale des Forces de Vente CSN 34 - Groupe de l' Hérault Avenant n° 1 - modification d'intitulé |
| Frédéric TSITSONIS | 41 | Passerelle du Corum Transfert à la Communauté d'Agglomération de Montpellier |

Urbanisme, aménagement durable et NTIC

- | | | |
|-------------------------------|-----------|---|
| Michaël DELAFOSSE | 42 | ZAC du Coteau Choix d'un urbaniste Organisation d'un concours Election des membres du jury |
| Michaël DELAFOSSE | 43 | Création du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) Ilot Saint Lazare |
| Michaël DELAFOSSE | 44 | Modification du Programme d'Aménagement d'Ensemble (P.A.E.) Mas de Calenda |
| Michaël DELAFOSSE | 45 | ZAC Port Marianne - Consuls de Mer Modification de périmètre Objectifs et modalités d'association du public |
| Michaël DELAFOSSE | 46 | ZAC Nouveau Saint Roch Reconstitution des équipements (bâtiments et stationnements) de la SNCF Convention de financement Avenant n°1 |
| Michaël DELAFOSSE | 47 | MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions |
| Michaël DELAFOSSE | 48 | Convention de servitude de passage d'un réseau ERDF Avenue de Heidelberg parcelles cadastrées LR 61 et LR 54 |
| Michaël DELAFOSSE | 49 | Les Jardins d'Anne - lot 67 Vente à M. Claude MIALHES |
| Michaël DELAFOSSE | 50 | Foncier Ensemble immobilier Du Guesclin Instauration de servitudes de passages publics |
| Michaël DELAFOSSE | 51 | Foncier Acquisition emprise Voirie rue Castel Ronceray Hérault Habitat |
| Michaël DELAFOSSE | 52 | Berges du Lez - risque naturel majeur Acquisition de propriétés bâties dans le cadre des dispositions de la loi "Barnier" rue Courte Oreille |
| Michaël DELAFOSSE | 53 | Convention de servitude de passage d'un réseau G.R.D.F. rue Paul Rimbaud Parcelle cadastrée KV 330 |
| Michaël DELAFOSSE | 54 | Foncier Domaine Public Fluvial Régional convention de superposition d'affectations Ville / Région L.R. |
| Réussite éducative | | |
| Jean-Louis GELY | 55 | Construction de l'école primaire Ludwig Van Beethoven – Quartier croix d'Argent – Attribution du marché de travaux |
| Jean-Louis GELY | 56 | CARTE SCOLAIRE : Evolution à la rentrée 2012 |
| Jean-Louis GELY | 57 | Fixation de l'Indemnité Représentative de logement des Instituteurs (IRL) Année 2011 |
| Jean-Louis GELY | 58 | Cuisine Centrale des Restaurants Scolaires. Mission d'Assistance Technique, Juridique et Financière à la Personne Publique. Autorisation de signer les marchés. |

| | | |
|--|----|---|
| Jean-Louis GELY | 59 | Ecoles privées sous contrat d'association. Participations de la Ville année 2012 |
| Prévention, environnement, santé | | |
| Jacques TOUCHON | 60 | Engagement de Durban pour les villes et la biodiversité - Autorisation de signature |
| Jacques TOUCHON | 61 | Avis sur les schémas du Plan Stratégique Régional de Santé de l'Agence Régionale de Santé Languedoc-Roussillon |
| Ressources humaines | | |
| Serge FLEURENCE | 62 | Salles municipales mises à disposition à titre gratuit aux partis politiques et/ou aux candidats des élections présidentielles et législatives 2012 |
| Serge FLEURENCE | 63 | AFFAIRE RETIREE |
| Serge FLEURENCE | 64 | Modifications au tableau de l'effectif |
| Serge FLEURENCE | 65 | Logements de fonction pour nécessité absolue de service et utilité de service |
| Serge FLEURENCE | 66 | Adaptation du régime indemnitaire à la mise en place de l'entretien professionnel |
| Serge FLEURENCE | 67 | Commission Sociale du Personnel créée par Délibération du 13 décembre 2010 Modification des financières de fonctionnement de la Commission |
| Serge FLEURENCE | 68 | Mise en œuvre d'une convention CIFRE à la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique |
| Serge FLEURENCE | 69 | Mise en œuvre d'une convention CIFRE à la Direction des Relations internationales |
| Affaires juridiques, finances communales, marchés publics | | |
| Max LEVITA | 70 | MARCHES PUBLICS - Modification du règlement intérieur de passation des marchés à procédure adaptée - Modification de la délégation consentie à Madame le Maire |
| Max LEVITA | 71 | MARCHES PUBLICS - Adoption du règlement intérieur de passation des marchés publics à procédure adaptée en raison de leur objet (article 30 du Code de Marchés publics) de la Ville de Montpellier |
| Max LEVITA | 72 | Report d'affectation de subventions votées en 2011 |
| Max LEVITA | 73 | Attributions de subventions- Exercice 2012 |
| Max LEVITA | 74 | Transfert d'activités de la société EURAMED à la société ARTERRIS ESPACES VERTS – Autorisation de signer le marché |
| Max LEVITA | 75 | Achat d'outillages à main divers, d'outillage électroportatif, de consommables d'atelier et de chantier et d'équipements de protection individuelle Autorisation de signer les marchés |

| | | |
|-----------------|----|--|
| Max LEVITA | 76 | Achat de matériel d'éclairage public Lanternes de type RAGNI Autorisation de signer le marché |
| Max LEVITA | 77 | Achat, livraison et installation de 4 fours mixtes à gaz pour le service des restaurants scolaires Autorisation de signer le marché |
| Max LEVITA | 78 | Achat de vêtements et d'équipements pour la police municipale et les agents de la sûreté urbaine Groupement de commandes entre la Ville de MONTPELLIER, les Communes de VILLENEUVE-LES MAGUELONE, PIGNAN, JACOU, LAVERUNE et PEROLS Autorisation de signer les marchés |
| Max LEVITA | 79 | Cotisations à des organismes nationaux |
| Max LEVITA | 80 | Commission d'évaluation des transferts de charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : adoption du rapport définitif pour l'exercice 2011 |
| | | Désignation de représentants dans les instances de la Ville |
| Jean-Louis GELY | 81 | Ecoles maternelles et élémentaires- Désignation des représentants de la Ville dans les conseils d'école |
| Mme le Maire | | Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal |

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Proposition de jumelage de la Ville de Montpellier avec la Ville de Bethleem (Cisjordanie, Palestine)

Madame Perla DANAN rapporte :

La Ville de Montpellier est née de la rencontre de médecins juifs, chrétiens et musulmans. Elle a su, de par son histoire, maintenir une tradition de dialogue, tolérance et d'accueil à travers sa diversité culturelle.

Elle a donc, très tôt, développé une politique de coopération décentralisée, notamment par la conclusion de sept accords de jumelages à travers le monde, par la signature d'accords d'amitié et en adhérant à des réseaux internationaux.

Ces engagements se traduisent par des échanges concrets d'expériences, de techniciens, de citoyens, dans les domaines de la culture, l'éducation, l'environnement, l'économie, l'urbanisme.....

De par sa situation géographique et son histoire, la Ville de Montpellier a toujours eu une large ouverture sur l'espace méditerranéen. Ainsi grâce à ses jumelages avec les villes de Fès (Maroc), Barcelone (Espagne), Tlemcen (Algérie) et Tibériade (Israël), elle a su s'impliquer dans la coopération euro-méditerranéenne.

Mme le Maire accompagnée d'une délégation d'élus et d'administratifs de la Ville a, lors des Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne, qui s'est tenu en Israël, du 24 au 28 octobre 2011, répondu favorablement à une invitation de M. Victor BATARSEH, Maire de la Ville de Bethléem. Cette entrevue s'est imposée naturellement du fait de la similitude dans l'histoire des deux villes et des symboles dont elles sont porteuses.

En vertu de ces paramètres, de la notoriété et des intérêts communs des deux villes, le Maire de Bethléem a souhaité aller au-delà des simples liens d'amitiés en proposant un jumelage. Ce dernier a été approuvé par le Conseil Municipal de Bethléem dans sa délibération 366 de sa session du mois de novembre 2011.

La Ville de Montpellier est convaincue qu'en se jumelant avec une ville palestinienne, elle pourra favoriser, à son niveau, le dialogue, le développement de projets à travers ces relations triangulaires France-Israël-Palestine, et ainsi contribuer à l'avènement de la paix.

Mme le Maire a annoncé lors du Conseil Municipal du 16 décembre dernier, sa volonté de jumeler Montpellier avec Bethléem avec pour objectif, de développer des échanges en matière de santé, (faculté de médecine et hôpital), de biodiversité, de sport et de culture.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué aux Relations Internationales à adopter le principe d'un jumelage avec la Ville de Bethléem et à prendre tous les actes relatifs à cette opération.
- D'autoriser le déplacement de Mme le Maire à Bethléem pour une durée de 3 jours entre le 20 et le 26 février 2012, pour signer la convention de jumelage.
- D'autoriser Madame le Maire à désigner les membres de la délégation qu'elle conduira.
- D'imputer les dépenses inhérentes à cette opération sur le budget des Relations internationales (chapitre 920)

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 07/02/2012

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Bail emphytéotique administratif entre la Ville et "l'association Mosquée Averroès de Montpellier" - Locaux situés 300, rue Emile Picard Accord de principe

Monsieur Philippe THINES rapporte:

La Ville est propriétaire des parcelles bâties TT 8 et TT 75 située 300, rue Emile Picard. Sur une partie de ces parcelles représentant une surface de 2217 m², est édifié un bâtiment d'une superficie d'environ 1078 m² ainsi qu'un logement de gardien de 132 m².

Depuis le 2 juillet 2004, ce bien est mis, par convention d'occupation précaire, à la disposition de « l'Association des Franco-Marocains » nouvellement dénommée « Association Mosquée Averroès de Montpellier » depuis la modification des statuts en date du 10 octobre 2011.

Cette association devenue désormais exclusivement culturelle sollicite la Ville pour bénéficier des dispositions propres au bail emphytéotique à vocation culturelle en substitution de la convention d'occupation précaire précitée.

Il vous est proposé de répondre favorablement à cette sollicitation conforme aux dispositions des articles L 1311-2 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales qui permettent à une collectivité territoriale de mettre à disposition par bail emphytéotique administratif un bien en vue de son affectation à usage d'édifice du culte ouvert au public.

La rédaction de ce bail sera confiée à un notaire en respectant les principes suivants examinés en lien avec l'association Mosquée Averroès de Montpellier :

- longue durée : 30 à 99 ans
- réalisation par le preneur d'un programme de travaux d'investissement important permettant d'améliorer le fond donné à bail, sachant que la collectivité récupérera gratuitement en fin de bail la propriété de l'ensemble des constructions régulièrement entretenues par le preneur
- principe en contrepartie de la fixation d'une redevance modique conformément aux principes attachés au régime des baux emphytéotiques

- le preneur ne pourra modifier la destination des lieux loués qui est un édifice destiné exclusivement à l'exercice du culte musulman.

Le projet de bail rédigé selon ces principes et accepté par l'association Mosquée Averroès de Montpellier vous sera soumis pour approbation lors de la séance du prochain conseil municipal le 26 mars prochain.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe de la signature par la Ville d'un bail emphytéotique administratif à vocation culturelle au bénéfice de « l'Association Mosquée Averroès de Montpellier » pour l'occupation d'une partie des parcelles cadastrées TT 8 et TT 75 représentant une superficie de 2217 m² situées 300, rue Emile Picard,
- de demander à Maître André Bonnary, notaire à Montpellier, de rédiger le bail emphytéotique administratif à vocation culturelle, établi selon les principes ci-avant proposés,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Bail emphytéotique administratif entre la Ville et "l'association pour la connaissance du culte musulman en Languedoc-Roussillon" - Locaux situés 272, rue Paul Bringuier Accord de principe

Monsieur Philippe THINES rapporte

Par acte notarié du 22 décembre 1995, la Ville a acquis la parcelle bâtie cadastrée KV 73 située 272, rue Paul Bringuier devenue parcelle KV 341 (4260 m²) après division pour cession partielle dans le cadre des acquisitions liées à la ligne 3 du tramway. Sur la parcelle KV 341, est édifié un bâtiment d'une superficie d'environ 1221 m², ainsi qu'une loge de gardien d'une superficie de 22,5 m². Depuis le 22 mai 1997, ce bien est mis, par convention d'occupation précaire, à la disposition de « l'Association pour la connaissance de la culture arabe du Languedoc-Roussillon » nouvellement dénommée « Association pour la connaissance du culte musulman en Languedoc-Roussillon » depuis la modification des statuts en date du 14 août 2011.

Cette association devenue désormais exclusivement culturelle sollicite la Ville pour bénéficier des dispositions propres au bail emphytéotique à vocation culturelle en substitution de la convention d'occupation précaire précitée.

Il vous est proposé de répondre favorablement à cette sollicitation conforme aux dispositions des articles L1311-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui permettent à une collectivité territoriale de mettre à disposition par bail emphytéotique administratif un bien en vue de son affectation à usage d'édifice du culte ouvert au public.

La rédaction de ce bail sera confiée à un notaire en respectant les principes suivants examinés en lien avec l'« Association pour la connaissance du culte musulman en Languedoc-Roussillon » :

- longue durée : 30 à 99 ans
- réalisation par le preneur d'un programme de travaux d'investissement important permettant d'améliorer le fond donné à bail, sachant que la collectivité récupérera gratuitement en fin de bail la propriété de l'ensemble des constructions régulièrement entretenues par le preneur

- principe en contrepartie de la fixation d'une redevance modique conformément aux principes attachés au régime des baux emphytéotiques
- le preneur ne pourra modifier la destination des lieux loués qui est un édifice destiné exclusivement à l'exercice du culte musulman.

Le projet de bail rédigé selon ces principes et accepté par l'Association pour la connaissance du culte musulman en Languedoc-Roussillon » vous sera soumis pour approbation lors de la séance du prochain conseil municipal le 26 mars prochain.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe de la signature par la Ville du bail emphytéotique administratif à vocation culturelle au bénéfice de « l'Association pour la connaissance du culte musulman en Languedoc-Roussillon » pour l'occupation de la parcelle cadastrée KV 341 représentant une superficie de 4260 m² située 272 rue Paul Bringuier, .
- de demander à Maître André Bonnary, notaire à Montpellier, de rédiger le bail emphytéotique administratif à vocation culturelle, établi selon les principes ci-avant-proposés,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

REALISATION DE L'ECOLE PRIMAIRE CHENGDU - QUARTIER PORT MARIANNE - Attribution du marché de conception/réalisation

Monsieur Jean-Louis GELY rapporte:

L'évolution démographique du quartier Port Marianne justifie la construction d'une nouvelle école primaire.

Cette école, conçue pour l'enseignement maternel et élémentaire, se caractérise par sa forte ambition énergétique avec une production électrique d'origine renouvelable supérieure à 20% de sa consommation. Elle comprendra 10 classes, des locaux annexes et des locaux périscolaires tels que restaurants, garderie, centre de loisirs sans hébergement.

Le montant de cette opération est estimé à 8 000 000 €. Ce montant est inscrit au budget investissement de la Ville : programme 2010AP9 – opération 09D05967 – fonction 90213 – nature 2313

Pour réaliser ce projet, la délibération n°2011/98 du Conseil Municipal du 28 mars 2011 a approuvé le lancement d'un appel d'offre de marché conception/réalisation.

Les critères de jugement des offres pour le choix des entreprises étaient les suivants :

1) Comptant pour 75% de la note, la valeur technique décomposée comme suit :

- efficacité et qualité de la réponse performantielle énergétique par rapport aux objectifs fixés : 30%
- qualité d'usage architecturale extérieure et intérieure : 20%
- qualité d'usage et d'organisation des espaces : 15%
- répartition en fonction des missions, des coûts d'étude et travaux entre les membres du groupement : 10%

2) Prix des prestations 25 %.

Lors de la commission d'appel d'offre du 17 Janvier 2012, le groupement GFC construction/Agence Coste/Etamine/BétoIngénierie a été retenu pour son offre économiquement la plus avantageuse d'un montant de 6 240 000,00€ HT, soit 7 463 040,00€ TTC.

Après étude et avis favorable de la commission d'appel d'offre en date du 17 janvier 2012, il est proposé au Conseil Municipal :

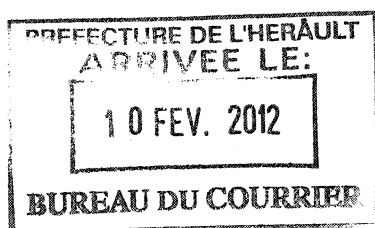
- d'approuver l'opération et la procédure suivie
- de passer un marché de conception/réalisation avec l'entreprise retenue
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer le marché correspondant et tous les documents relatifs à cette affaire.
- de demander les subventions les plus larges possibles.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012



Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOUI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Aire piétonne

**Secteur rue de la Merci - Avenue du Courreau - Cours Gambetta - Rue du
Faubourg de la Saunerie - Boulevard du Jeu de Paume - Boulevard Ledru
Rollin**

BILAN DE LA CONCERTATION

Monsieur Serge FLEURENCE rapporte:

Lors du Conseil Municipal du 3 octobre 2011, vous avez délibéré favorablement sur le lancement de la concertation préalable à la création d'une aire piétonne sur le secteur considéré.

Une réunion publique s'est tenue le 14 décembre 2011 et a rassemblé environ cent personnes.

Dans le même temps un registre était mis à disposition du public du 05 au 23 décembre 2011, permettant à chaque administré d'exprimer son opinion sur le sujet. Vingt huit personnes nous ont fait part de leurs avis sur les dispositions envisagées : soixante six observations ont été inscrites, dont 52 se rapportant directement au projet de piétonisation du secteur concerné.

Sans ignorer les rares arguments des opposants au projet, on constate qu'il se dégage un consensus général pour la piétonisation de ce secteur.

Un certain nombre de remarques ou interventions de résidents appellent des améliorations sur les modalités de fonctionnement proposées.

Les réponses suivantes peuvent être apportées :

- ajout d'une sortie sur la rue du Général Chanzy ;
- adaptation des sens de circulation initialement proposés ;
- dépose d'obstacles et de mobiliers urbains, campagne de réparations ponctuelles de la voirie.

Pour des raisons de sécurité aux traversées des lignes de tramway et pour ne pas perturber leur fonctionnement, les accès à l'aire piétonne et la circulation de transit doivent être maîtrisés 24 h / 24, ce qui interdit l'accès libre à tous véhicules entre 4h00 et 9 h00 (mesure déjà adoptée sur l'aire piétonne Saunerie). La percolation de la

circulation de transit depuis les aires piétonnes existantes oblige à adopter les mêmes modalités de fonctionnement pour l'ensemble des aires piétonnes de la Ville.

En compensation, l'accès des résidents sans garage sera autorisé 2 fois par jour dans les aires piétonnes au lieu d'une seule fois comme actuellement.

Ces dispositions seront mises en œuvre par voie d'arrêté municipal.

En application de l'article L300-2 du code de l'urbanisme, il est demandé au Conseil Municipal :

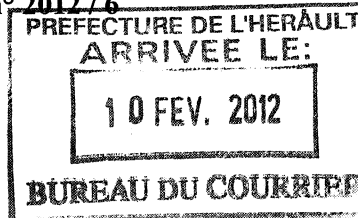
- D'approuver le bilan de la concertation ;
- D'approuver les améliorations proposées ;
- D'adopter le périmètre de l'aire piétonne telle que définie dans la Délibération du 3 octobre 2011 ;
- D'approuver les nouvelles propositions de fonctionnement ;
- D'autoriser la diffusion publique du compte rendu de la réunion publique du 14 décembre 2011 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012



Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

COMPLEXE SPORTIF DE GRAMMONT - QUARTIER PORT MARIANNE

Création de deux terrains de Football et annexes Permis de Construire

Monsieur Patrick VIGNAL rapporte:

La Ville de Montpellier, partenaire historique du Montpellier Hérault Sport Club (MHSC), met à disposition du Club des infrastructures sur le pôle sportif de Grammont.

Afin de pérenniser et permettre le développement au plus haut niveau du Club, la Ville a souhaité répondre favorablement à l'offre d'acquisition par ce dernier de différents équipements du domaine de Grammont.

Cette cession portera sur les équipements suivants :

- Huit terrains de football (ainsi que les vestiaires attenants), dont cinq étaient déjà mis à disposition exclusive du Club en contrepartie d'une redevance ;
- Des locaux techniques dans lesquels sont entreposés les matériels agricoles et les locaux du personnel ;
- Les locaux mis à disposition du Centre de Formation et ceux occupés par l'école de journalisme.

Par cette acquisition, le M.H.S.C. pourra ainsi procéder aux aménagements nécessaires au développement d'un club de haut niveau.

En parallèle, dans le cadre de sa politique en faveur du sport pour tous au plus près des acteurs du monde amateur et des quartiers, la Ville de Montpellier envisage de développer et d'aménager des équipements sur site mais aussi de proximité, avec un haut niveau de qualité.

Ce programme, qui sera défini en lien avec les acteurs concernés, en particulier les clubs de football et les associations de quartiers, permettra de conforter les pratiques amateurs et le développement des associations sportives montpelliéraines.

Dans un premier temps, deux terrains de football en synthétique de dernière génération seront réalisés, avec toutes les annexes nécessaires et notamment les vestiaires, entre les terrains de football 9, 10 et 11 de Grammont et le Zénith. Ces terrains, éclairés, permettront d'optimiser les conditions d'utilisation par les associations sportives et de répondre également aux obligations d'homologation des terrains par la Fédération Française de Football.

L'enceinte sportive sera clôturée et les espaces seront traités pour améliorer la sécurité du site. La dimension environnementale de ce projet sera largement atteinte dans la mesure où les arrosages seront définitivement supprimés et les contraintes d'entretien réduites.

Le coût total de cette première opération, sur Grammont, est estimé à 4 500 000 €. Suivront, après concertation des associations, d'autres équipements de proximité en Ville.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- de décider la création de deux terrains de football à Grammont, dans une démarche de reconstitution de l'offre sportive aux clubs amateurs ;
- de dire que le financement de cette opération est inscrit au budget de la ville chapitre 904 ;
- de lancer les appels d'offres nécessaires à la réalisation des travaux ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à déposer et signer les demandes de permis de construire et plus généralement tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

Direction de la
Réglementation et de la
Tranquillité Publique
Ressources Communes

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 7

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Mise en place du Procès Verbal Electronique

Madame Régine SOUCHE rapporte:

Le système de verbalisation électronique a été rendu possible par l'arrêté ministériel du 14 avril 2009, qui a autorisé la mise en œuvre de traitements automatisés dans les communes ayant pour objet la recherche et la constatation des infractions pénales par leurs fonctionnaires et agents habilités. Cet arrêté a ensuite été complété par l'arrêté du 20 mai 2009, modifiant l'arrêté du 13 octobre 2004, qui porte la création du système de contrôle automatisé.

La Ville de Montpellier souhaite poursuivre son effort de rationalisation de l'activité de ses services en adoptant ce système de verbalisation électronique, avec les avantages suivants :

- La dématérialisation des données permet d'éviter les erreurs de transcription,
- Les procédures sont sécurisées et apportent plus de rapidité,
- L'envoi de l'avis de contravention (ACO) et le traitement centralisé des paiements sont effectués par le Centre National de Traitement (C.N.T.) de Rennes,
- La réception et l'enregistrement des contestations sont effectués par le C.N.T.

L'amélioration de la qualité du service rendu aux usagers étant une priorité pour la Ville, le système de verbalisation électronique présente toutes les garanties de fiabilité nécessaire, notamment par sa mise en œuvre dans les services de l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention ci-jointe entre la Ville et l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (A.N.T.A.I) représentée par Monsieur le Préfet de l'Hérault.

- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'adjointe déléguée à signer ladite convention ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.
- De solliciter les subventions les plus larges possibles auprès de l'A.N.T.A.I., nécessaires à la réalisation de cette opération. Les recettes en résultant seront imputées au budget 2012, Chapitre 901 (dotations et participations de l'Etat).
- De lancer la procédure de marché public pour l'achat du matériel nécessaire à la mise en place du dispositif.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012





ANTAI
AGENCE NATIONALE
DE TRAITEMENT AUTOMATISÉ
DES INFRACTIONS



CONVENTION

Relative à la mise en œuvre du processus de la verbalisation électronique sur le territoire de la commune de Montpellier.

En vertu du décret N° 2011-348 du 29 mars 2011 portant création de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions, celle-ci est chargée de la mise en œuvre de la verbalisation électronique et du traitement des messages d'infraction adressés par les collectivités territoriales.

Les parties à la convention

- Le Préfet du département de l'Hérault qui agit au nom et pour le compte de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions ;
- Le Maire de la commune de Montpellier, Madame Hélène Mandroux ;

Article I : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la mise en œuvre du processus de verbalisation électronique sur le territoire de la commune de Montpellier

Article II : Engagements de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions

L'Agence nationale de traitement automatisé des infractions s'engage à titre gracieux à :

- fournir, par l'intermédiaire du Préfet et à la demande de la collectivité, le logiciel PVe ainsi que l'application de gestion centrale (AGC) en mode web ;
- fournir, par l'intermédiaire du Préfet et à la demande de la collectivité, l'application de création de signature électronique,
- fournir les modèles d'avis d'information,
- traiter les messages d'infraction reçus par voie électronique au Centre national de traitement (CNT) de Rennes ; éditer les avis de contravention (ACO) et tous les documents afférents, les affranchir et procéder à leur expédition ;
- recevoir et traiter les courriers en retour des contrevenants ;
- transmettre ces courriers à l'OMP compétent et, le cas échéant, au juge de proximité ;
- archiver les documents relatifs aux avis de contravention ;
- le cas échéant, l'ANTS fournit les cartes à puces pour les agents verbalisateurs.

Par ailleurs, l'Agence effectuera le versement de la subvention prévue à l'article 3 de la LFR 2010 (fonds d'aide aux collectivités locales) après validation des messages d'infraction reçus des terminaux de la collectivité au CNT et réception d'une copie des factures des matériels acquis par la collectivité.

Article III : Engagements du Préfet

Le Préfet de département s'engage à :

- transmettre à la collectivité les « notes techniques de l'ANTAI » relatives à la verbalisation électronique prévues pour la mise en œuvre de la verbalisation électronique (éléments fournis par l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions) ;
- fournir, sur la demande de la commune, le logiciel PVe ;
- fournir à la commune les modèles d'avis d'information ;
- informer l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions de la démarche de la collectivité locale en vue d'adopter le PVe ;

- 7
- informer l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions du nombre de terminaux acquis par la commune et lui transmettre la copie des factures correspondantes.

Article IV : Engagements du maire

Le Maire s'engage à :

- assurer la formation des agents verbalisateurs ainsi que leur enrôlement au sens de la sécurité des systèmes d'information ;
- acquérir les appareils nécessaires à la mise en œuvre de la verbalisation électronique, y compris leur maintenance, l'assistance technique et les avis d'information ;
- acquérir, le cas échéant, auprès d'un prestataire une application permettant d'assurer le transfert des messages d'infraction au CNT ;
- transmettre au Préfet de département une copie de la facture correspondant à l'acquisition des terminaux ;
- garantir que le système mis en œuvre dans la commune ne porte pas atteinte à l'intégrité et la sécurité du CNT.

Fait à le

Le Préfet

le Maire

Direction de la
Réglementation et de la
Tranquillité Publique
Ressources Communes

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 8

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Gestion du Stationnement Payant sur Voirie Autorisation de signer l'Avenant n° 4

Madame Régine SOUCHE rapporte:

Par délibération en date du 4 février 2008, le Conseil Municipal a confié à TAM (Transports de l'Agglomération de Montpellier) la gestion du stationnement payant sur voirie. Ce marché référencé 7F341141 a été conclu pour une durée de quatre ans allant du 1^{er} mars 2008 au 29 février 2012.

Afin de réduire le coût des enquêtes prévues au marché, une adaptation de leurs modalités d'exécution, objet de l'avenant n° 1 a été acceptée par délibération en date du 24 juillet 2008 portant le montant total du marché à 3 280 838,00 euros H.T.

Le transfert de la délivrance des macarons de stationnement des résidents de la zone verte à TAM, objet de l'avenant n° 2 a été accepté par délibération en date du 9 février 2009 portant le montant total du marché à 3 382 838,00 euros H.T.

La mise en place de parcmètres individuels avec rechargement par internet destinés aux usagers désignés par arrêté municipal ainsi que la création d'un logiciel de gestion spécifique à la gestion administrative de ces dispositifs, objet de l'avenant n° 3 a été accepté par délibération en date du 27 juillet 2009 portant le montant total du marché à 3 407 754,00 euros H.T.

Les modalités de renouvellement du marché de gestion du stationnement payant en procédure européenne nécessitent notamment une prolongation de délai pour la remise des offres afin de répondre aux questionnements des différents candidats.

De ce fait il est demandé de prolonger le marché n° 7F341141 en cours, attribué à la T.A.M (transports de l'agglomération de Montpellier) pour une période de trois mois supplémentaires.

Ainsi le marché conclu depuis le 26 février 2008 se terminera le 31 mai 2012 et le montant estimé total de cet avenant n° 4 est fixé à 250 531,67 Euros H.T.

Le montant total du marché est donc porté à 3 658 285,67 euros H.T en lieu et place de 3 407 754,00 euros H.T. La plus-value de cet avenant n° 4 s'élève à 7,37 % du marché initial.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser l'avenant n° 4 au marché 7F341141 relatif au stationnement payant sur voirie avec T.A.M (Transports de l'Agglomération de Montpellier) conformément à l'avis favorable de la commission d'appel d'offres du 17 janvier 2012.
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'adjointe déléguée à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

M

Montpellier Mairie de Montpellier

Le 05 janvier 2011

Maire d'ouvrage : Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique

Service : Surveillance Voie Publique et Environnement Urbain

RAPPORT D'AVENANT n° 4

MARCHE DE GESTION DU STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE

OBJET DU MARCHE : Gestion du stationnement payant sur voirie – Marché référencé n° 7F341141 conclu par délibération n° 2009/401 en date du 4 février 2008 pour une durée de quatre ans du 1^{er} mars 2008 au 29 février 2012.

Collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél : 04 67 34 70 00

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

T.A.M (Transports de l'Agglomération de Montpellier) – 34075 Montpellier Cedex 3

1 - Renseignements concernant le Marché

N° du marché : 7F341141

Notifié le: 26 février 2008

Montant initial du marché :

Montant H.T. retenu (Tranche ferme + tranche conditionnelle) : 3 400 838,00 Euros.

Montant T.T.C : 4 067 402,25 Euros.

Rappel des différents avenants :

Avenant n° 1 – Exécution des enquêtes

Montant de l'avenant n° 1 : - 120 000,00 Euros H.T. (moins value : - 3,53 %)

Avenant n° 2 – Délivrance des macarons des résidents de la zone verte

Montant de l'avenant n° 2 : 102 000,00 Euros H.T. (plus value : + 3,11 %)

Avenant n° 3 – Délivrance de parcmètres individuels et création d'un logiciel de gestion

Montant de l'avenant n° 3 : 24 916,00 Euros H.T. (plus value : + 0,74 %)

Montant du marché suite aux trois avenants : 3 407 754,00 Euros H.T.

2 - Objet de l'Avenant n° 4

Le présent avenant a pour objet de prolonger la durée du marché pour le motif suivant :

Les modalités de renouvellement du marché de gestion du stationnement payant en procédure européenne nécessitent notamment une prolongation de délai pour la remise des offres afin de répondre aux questionnements des différents candidats.

De ce fait il est demandé de prolonger le marché n° 7F341141 en cours, attribué à la T.A.M (transports de l'agglomération de Montpellier) pour une période de trois mois supplémentaires.

Ainsi le marché conclu depuis le 26 février 2008 se terminera le 31 mai 2011.

Le montant estimé total de l'avenant en plus value au marché est fixé à 250 531,67 Euros H.T.

soit en toutes lettres : **Deux cent cinquante mille cinq cent trente et un euros et soixante sept centimes H.T.**

Le montant total du marché est donc porté à 3 658 285,67 Euros H.T.

La plus-value de cet avenant n° 4 s'élève à 7,37 % du marché initial.

Il est demandé à la Commission d'Appel d'Offres d'émettre un avis favorable à la passation de cet avenant.

Le Maître d'Ouvrage :

Le Directeur de Réglementation et de la Tranquillité Publique

Jean-Pierre VIALAY



ANNEXE AVENANT n° 4 : Détail du montant estimé des prestations

Tous les prix sont révisés et actualisés au 1^{er} janvier 2012

| Postes | Libellé | Quantités | Prix à l'unité en € H.T. | Total sur 1 mois En € H.T. | Total sur 3 mois En € H.T. |
|--|------------------------|-----------|-----------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| 1 ^{er} poste mensuel | Horodateurs STELIO | 419 | 121,79 | 51 030,01 | 153 090,03 |
| 2 ^{ème} poste mensuel | Horodateurs DG4 | 310 | 76,81 | 23 811,10 | 71 433,30 |
| Distribution en Mars – Avril et Mai | Macarons Zone Verte | 1 116 | 5,34 | | 5 959,44 |
| Distribution en Mars – Avril et Mai | P.I.A.F | 5 | 14,78 | | 73,90 |
| Signalétique au sol | Places G.I.G | 25 | 21,00 | | 525,00 |
| | Places livraisons | 25 | 58,00 | | 1 450,00 |
| | Mots payants | 1 000 | 18,00 | | 18 000,00 |
| MONTANT TOTAL DE L'AVENANT n° 4 | | | | | 250 531,67 |

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAUI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Convention de coordination entre les services de sécurité de l'Etat et la ville de Montpellier

Convention de partenariat relative à la vidéoprotection urbaine entre la Direction Départementale de la Sécurité Publique et la ville de Montpellier

Madame Régine SOUCHE rapporte:

Conformément aux dispositions de la loi n° 99291 du 15 avril 1999, et au décret n° 2000-275 du 24 mars 2000, une convention de coordination entre les services de sécurité de l'Etat et les collectivités locales doit être établie lorsque ces dernières disposent d'un effectif de policier supérieur à 5 agents.

La police municipale et les forces de sécurité de l'Etat ont vocation, dans le respect de leurs compétences propres, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune. En aucun cas, il ne peut être confié à la police municipale des missions de maintien de l'ordre.

Une première convention, conformément aux dispositions de l'article L. 2212-6 du code général des collectivités territoriales, a été signée entre la Ville de Montpellier et l'Etat en date du 13 mai 2005.

Cette nouvelle convention, ci-jointe, précise la nature et les lieux des interventions des agents de police municipale. Elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles des forces de sécurité de l'Etat.

Au regard des évolutions récentes de la Police Municipale, de la réorganisation des services composant la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique et concourant à la sécurité, il apparaît aujourd'hui nécessaire de refondre la convention communale type de coordination entre police municipale et force de sécurité de l'Etat, en l'adaptant aux nouveaux enjeux liés à la gestion de la sécurité et tranquillité publique au sein du territoire communal montpellierain, dans le respect des compétences de chacun.

Pour application de la nouvelle convention, un renforcement est porté sur les modalités opérationnelles de gestion de l'information réciproque des parties, les missions coordonnées entre les services de la

Direction de la Règlementation et de la Tranquillité Publique et ceux des forces de l'Etat, l'accès aux images du Centre de Vidéosurveillance Urbaine. Elle propose en outre une coordination systématique à l'occasion des grandes festivités qui rythment la vie de notre cité.

La convention insiste également sur la nécessité des bilans et sur la mise en place d'une démarche d'évaluation en continu des engagements formalisés au sein du document cadre.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de coordination entre les services de sécurité de l'Etat représentés par Monsieur le Prefet du département de l'Hérault et Madame le Maire précisant la nature, les lieux et les modalités des interventions des agents de la police municipale ;
- d'approuver la convention de partenariat en annexe relative à la vidéoprotection urbaine entre la police nationale, représenté par Monsieur le Contrôleur général, Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et la ville de Montpellier ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint au Maire délégué, à signer lesdites conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012

02

Convention de Coordination

Entre

Monsieur le Préfet du département de l'Hérault

Et

Madame le Maire de la Ville de Montpellier

2012 – 2015

SOMMAIRE

- **PRÉAMBULE**

- **Titre 1 : Coordination des Services - Nature et lieux des Interventions**

- Article 1 : Adaptation des moyens aux situations locales
- Article 2 : Missions de surveillance générale
- Article 3 : Surveillance des foires et marchés
- Article 4 : Surveillance de fêtes, cérémonies et manifestations
- Article 5 : Surveillance de matchs de football et de rugby
- Article 6 : Missions relatives au Code de la Route
- Article 7 : Sécurité dans les transports en commun
- Article 8 : Animaux errants et chiens dangereux
- Article 9 : Police de l'environnement urbain
- Article 10 : Gestion des événements liés à la sécurité civile
- Article 11 : Gestion des relations avec le Centre Superviseur Urbain

- **Titre 2 : Coopération Opérationnelle renforcée**

- Article 1 : Coordination générale
- Article 2 : Coordination opérationnelle
- Article 3 : Moyens de communication

- **Titre 3 : Dispositions diverses**

- Article 1 : Suivi d'activité
- Article 2 : Modification des conditions d'exercices des missions
- Article 3 : Formation des Policiers Municipaux
- Article 4 : Suivi et évaluation de la convention
- Article 5 : Durée de la convention

Annexes :

- 1) Convention de partenariat relative à la vidéo protection urbaine
- 2) Organisation de la Circonscription de Sécurité Publique de Montpellier
- 3) Organisation des Services de la Direction de la Réglementation et Tranquillité Publique.

- Vu la Loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment ses Art. 10 et 10-1
- Vu la Loi 99-291 du 15 avril 1999 relative aux Polices Municipales
- Vu la Loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relatif à la prévention de la délinquance
- Vu la Loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure
- Vu le décret n°96-926 du 17 octobre 1996 modifié relatif à la vidéosurveillance pris pour application des Art. 10 et 10-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité
- Vu le décret 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions type de coordination en matière de police municipale
- Vu le décret n° 2000-276 du 24 mars 2000 fixant les modalités d'application de l'Art. L. 412-51 du code des communes et relatif à l'armement des agents de police municipale
- Vu le décret du 1^{er} août 2003 portant code de déontologie des agents de Police Municipale
- Vu le décret n° 2007-1126 du 23 juillet 2007 relatif au conseil local et au conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance et au plan de prévention de la délinquance dans le département.
- Vu le décret n°2009-86 du 22 janvier 2009 modifiant le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 relatif à la vidéosurveillance
- Vu la circulaire du Ministère de l'Intérieur du 11 août 2004 concernant la simplification de la procédure de modification des conventions de coordination des polices municipales avec les forces de sécurité de l'Etat
- Vu les articles L 2212-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales
- Vu l'article 21 du Code de Procédure Pénale
- Vu l'article L130-4 du Code de la Route

PRÉAMBULE

Le maire de Montpellier souhaite, à travers la présente convention, renforcer le rôle de la police de proximité, par le biais de la police municipale. Celle-ci a pour objectif premier l'application des pouvoirs de police du maire, dans les domaines de la sûreté, de la sécurité, de la salubrité, et de la tranquillité publique dans une logique de complémentarité de la police nationale.

La présente convention de coordination se substitue à la convention signée entre les services de la Circonscription de Sécurité Publique de Montpellier et la Police Municipale de Montpellier le 13 mai 2005.

La police municipale et les forces de sécurité de l'Etat ont vocation, dans le respect de leurs compétences propres, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune.

La présente convention, établie conformément aux dispositions de l'article L.2212.6 du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n° 2012-2 du 2 janvier 2012, précise la nature et les lieux des interventions des agents de Police Municipale. Elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles des forces de sécurité publique de Montpellier.

Pour l'application de la présente convention, la ville de Montpellier étant placée sous le régime de la Police d'Etat, le responsable des forces de sécurité de l'Etat est le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Commissaire central, chef de la circonscription de sécurité publique de Montpellier.

Le responsable de la Police Municipale est le Maire de Montpellier, en vertu des pouvoirs de police qui lui sont conférés par les textes en vigueur.

Le Directeur de la Réglementation et de la Tranquillité Publique de la ville de Montpellier, le chef de service de la Police municipale, le chef de service du Service de Surveillance de la Voie Publique et de l'Environnement Urbain de la ville de Montpellier (SPVEU), le Centre de Supervision Urbaine (CSU) ainsi que la cellule de gestion des risques majeurs sont chargés de le représenter au quotidien et de fixer les modalités fonctionnelles et opérationnelles d'exécution du service.

Entre Mr le Préfet de la région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault et Madame le Maire de Montpellier agissant en vertu d'une délibération du 6 Février 2012.

Après avis de Mr le procureur de la république, près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier

Il est donc convenu ce qui suit :

Titre 1 – Coordination des Services – Nature des Lieux des interventions

Article 1 – Adaptation des moyens aux situations locales

Dans le cadre de l'actualisation du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, un diagnostic est élaboré sur la commune de Montpellier et a été porté à la connaissance, entre autres, des forces de sécurité de l'Etat et de la Police Municipale.

Celui-ci permet d'identifier des périodes critiques en termes de délinquance générale tout comme en délinquance de proximité et de cibler des lieux criminogènes sur l'ensemble du territoire de la commune.

Les parties s'engagent donc à répondre aux constats issus des travaux du CLSPD par une organisation appropriée des moyens et une organisation optimale des effectifs.

L'installation de l'Observatoire Local de la Tranquillité Publique (OLTP) est l'occasion de partager un diagnostic permanent, à partir d'une approche regroupant les acteurs locaux et les principaux services concourant à la gestion des territoires.

Il est rappelé qu'en aucun cas, il ne peut être confié de mission de maintien de l'ordre public de la police municipale.

Article 2 – Missions de surveillance générale

Sous réserve et sans préjudice des prérogatives des forces de sécurité de l'Etat, la Police Municipale assure principalement :

- des missions de police de proximité axées sur le contact avec la population, la connaissance des quartiers et l'application de la réglementation
- une surveillance générale des voies publiques, des voies privées ouvertes au public et des lieux ouverts au public
- une surveillance aux abords des établissements scolaires principalement des écoles maternelles et/ou primaires
- une surveillance des services de transport publics de personnes, aux ruptures de charge (bus, tramway...)
- la protection et la surveillance des bâtiments communaux
- le contrôle de l'occupation du domaine public

La Police Nationale assure :

- la surveillance générale de la commune.
- la surveillance de l'ensemble des quartiers de la commune, en y assurant la sécurité et la tranquillité publique conformément aux textes en vigueur.
- les opérations et interventions visant à rétablir l'ordre public.
- une surveillance aux abords des établissements scolaires du secondaire.
- l'assistance et le soutien à la Police Municipale et au Service de Surveillance de la Voie Publique et de l'Environnement Urbain, notamment en cas de constat d'événements particuliers, lors d'interventions sensibles ou en réaction à des actes visant à porter atteinte à l'intégrité physique des fonctionnaires territoriaux.

Article 3 – Surveillance des foires et marchés

La Police Municipale assure la surveillance des foires et des marchés, en particulier :

- Mardi matin : Marché Mosson
- Vendredi matin : Marché Mosson
- Samedi matin : Marché Mosson
- Dimanche : Marché aux Puces de 05h00 à 15h00

La Police Nationale mènera éventuellement des actions concertées de contrôle sur les conditions d'exercice des commerçants ou forains. De plus, elle assurera le renfort ou la protection des effectifs de la Police Municipale en cas d'événements graves ou particuliers.

Article 4 – Surveillance des fêtes, cérémonies et manifestations

Sans préjudice des prérogatives des forces de sécurité de l'Etat, la Police Municipale assure, soit seule, soit en collaboration avec la Police Nationale ou le cas échéant avec celui du SVPEU en fonction de l'importance de l'événement, la surveillance des cérémonies, fêtes et réjouissances, organisées par la commune notamment :

- les cérémonies de commémorations historiques.
- les spectacles et les feux d'artifices du 14 juillet.
- les défilés et parades organisés par les écoles, les services de la ville ou les associations.
- Les divers événements, les brocantes, les fêtes de quartiers organisés par les services de la ville, les écoles, les associations.

La surveillance des autres manifestations, notamment des manifestations sportives, récréatives, culturelles et sociales, nécessitant ou non un service d'ordre à la charge de l'organisateur, est assurée, soit par la Police Nationale, soit par la Police Municipale et le SVPEU, soit conjointement, dans des conditions définies préalablement en commun par le

commissaire en charge des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la Police Municipale (FISE, Fêtes des fanfares...).

Pour chacune de ces manifestations, les missions respectives de la Police Nationale, de la Police Municipale et du SVPEU seront définies au cours de réunions préalables.

Une attention particulière est dévolue aux manifestations autorisées ou spontanées demandant la mise en place d'un service d'ordre adapté : (Liste non exhaustive)

- Carnaval des Gueux
- Saint Patrick
- Fise
- Fête des Fanfares
- Fête de la musique
- ZAT
- Ricard Live
- Apéros Réseaux sociaux
- 14 juillet
- Saint-Sylvestre

Article 5 – Surveillance des matchs de football et rugby

Les manifestations de déroulant sur la voie publique, doivent préalablement bénéficier d'une autorisation d'occupation du domaine public, délivrée par la collectivité.

L'autorisation ne peut être accordée et ne devient définitive que sur présentation d'une police d'assurances souscrite par l'organisateur auprès d'une ou plusieurs sociétés, agréées par le ministre chargé de l'économie et des finances, et garantissant, en cas d'accident, d'incendie ou d'explosion, survenus au cours de l'épreuve ou de ses essais.

1- Organisation et dispositif de circulation lors des matchs de foot au Stade de la Mosson

Pour chacune de ces manifestations, les missions respectives seront définies au cours de réunions préalables, organisées en Préfecture, entre le responsable de la Police Nationale, de la Police Municipale et du SVPEU et les représentants du MHSC en Préfecture.

Consignes générales

Les effectifs mis en place auront pour missions générales :

- D'assurer avant et après le match : la circulation, les déviations et coupures de circulation.
- De faire respecter les interdictions de stationner sur les carrefours stratégiques.
- De renseigner immédiatement le Centre Opérationnel de Commandement de tout événement ou fait intéressant le service.
- Les agents de surveillance de la voie publique assureront la réception, le placement et l'encaissement du stationnement des véhicules sur le parking Mosson (puce).
- Un agent de surveillance de la voie publique sera accompagné d'un agent PM pour le transfert de la recette du parking.

Commandement

Le service sera placé sous l'autorité du responsable de la Police Municipale ou du responsable de la Permanence.

Un opérateur PM assurera la liaison radio au PC sécurité du stade.

Une prise de contact est toujours effective avec le responsable de la circulation Police Nationale.

2 - Organisation et dispositif de circulation lors des matchs de rugby au stade Yves du Manoir

Consignes générales

Les effectifs mis en place auront pour missions générales :

- D'assurer avant et après le match : la circulation, les déviations et coupures de circulation.
- De filtrer le passage de riverains autorisés
- De faire respecter les interdictions de stationner sur les carrefours stratégiques.
- De renseigner le Centre Opérationnel de Commandement de tout événement ou fait intéressant le service.
- De faire respecter les interdictions de stationner sur les axes stratégiques.

Commandement

Le service sera placé sous l'autorité du responsable de la Police Municipale ou du responsable de la Permanence.

Article 6 – Missions relatives au Code de la Route

1- Lutte contre l'insécurité routière

La Police Municipale peut assurer des contrôles de vitesse ou toute action de sécurité routière relevant de ses compétences. Conformément au décret 2000-277 du 24 mars 2000, les agents de la Police Municipale constatent par procès verbaux les infractions au Code de la Route relevant de leurs compétences.

Les actions de lutte contre l'insécurité routière sont menées de façon concertée entre la Police Nationale et la Police Municipale, afin de favoriser leur synergie et leur complémentarité. La Police Municipale participe à la mise en cohérence des actions menées dans le cadre du Plan Départemental d'Action sur la Sécurité Routière.

La DRTP en lien avec la Direction du Génie Urbain de la ville de Montpellier a mis en place une commission dédiée à la sécurité routière dont les vocations sont les suivantes :

- observation de l'accidentologie
- conduite des opérations d'aménagement sur les sites repérés les plus accidentogènes
- conduite des opérations de prévention
- améliorer la communication

Cette commission en lien avec le CAPCOR se propose de décliner à l'échelle communale les orientations arrêtées dans le cadre du Plan Départemental d'Action sur la Sécurité Routière (PDASR).

2- Les contrôles d'alcoolémie

La Police Municipale et la Police Nationale effectuent de manière complémentaire et coordonnées, des contrôles d'alcoolémie, selon les modalités suivantes :

- **Mensuellement**, une opération d'envergure peut être organisée entre les deux services. Elle se déroule de nuit.
- **Plusieurs fois par mois**, Police Nationale et Police Municipale effectuent des contrôles dans les endroits les plus accidentogènes de Montpellier
- Des contrôles coordonnés peuvent être également organisés lors de grands rassemblements festifs

3- Surveillance du stationnement et fourrière municipale

La Police Municipale assure la surveillance de la circulation et en collaboration avec le SVPEU celle du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement de la commune.

Elle surveille les opérations d'enlèvement des véhicules, et notamment les mises en fourrière, effectuées en application de l'article L. 325-2 du code de la route, conformément au décret n° 2005-1148 du 6 septembre 2005 relatif à la mise en fourrière des véhicules. sous l'autorité de l'officier de police judiciaire compétent, ou, en application du deuxième alinéa de ce dernier article, par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale.

A l'occasion de la présente convention, la fourrière municipale de Montpellier est réorganisée dans le cadre d'une nouvelle délégation de service public et installée pour les 6 années à venir au **1945 avenue de Toulouse** à Montpellier.

Article 7 – Sécurité dans les transports en commun

La sécurité au sein du réseau de transport en commun développé sur le territoire de la ville de Montpellier fait l'objet d'un accompagnement par l'Unité de Transport de Commun de la Police Nationale de manière embarquée.

La Police Municipale intervient en appui à l'occasion de contrôle renforcé au sein des ruptures de charge. Elle n'intervient en aucun cas au sein des rames.

La coordination des opérations de sécurisation s'organise par le biais de réunion bi mensuelle sous l'égide de la DDSP pour l'ensemble du réseau l'agglomération.

Article 8 – Animaux errants et chiens dangereux

Au même titre que la Police Nationale, les agents de la Police Municipale peuvent constater et verbaliser les infractions aux dispositions réglementaires sur les animaux dangereux et errants (respect des obligations fixées par le code rural, « déclaration », permis de détention provisoire et définitif à jour, port de la muselière,...)

La Police Municipale contrôle la régularité de la situation des animaux sur la voie publique notamment les chiens dangereux de première et deuxième catégorie. Le SVPEU assure le suivi de ces chiens sur le territoire communal dans le cadre de la réglementation et des pouvoirs de police dévolus aux Maires.

La Police Municipale ou la Police Nationale sollicite le SVPEU qui par l'intermédiaire de son Unité de Capture, assure sur la voie publique la capture des chiens présentant un danger sur le territoire de la commune.

Ces agents assurent la capture des chats griffeurs ou errants et, contribuent en collaboration avec les services vétérinaires et les différentes associations à la stérilisation et la régulation de ceux-ci. Ils traitent aussi l'animal en ville en général.

Cette unité intervient sur demande de la police nationale, de la police municipale et du SVPEU.

Article 9 – Police de l'environnement

Sans préjudice des prérogatives des forces de sécurité de l'Etat, la Police Municipale assure des missions de contrôle et d'intervention dans les domaines suivants :

- Nuisances sonores
- Pollutions diverses
- Dépôts sauvages
- Incinération de végétaux coupés ou sur pied

Des actions communes de lutte contre les atteintes à l'environnement pourront être menées dans les conditions définies préalablement en commun par les services de l'Etat concernés, le responsable de la Police Municipale et le responsable opérationnel du SVPEU.

Article 10 – Gestion des événements liés à la sécurité civile

La ville de Montpellier peut être soumise à des événements de sécurité civile d'origine naturelle, technologique, sanitaire, sociale, ou encore terroriste. En vertu du CGCT elle doit prendre toutes les mesures nécessaires pour y faire face.

La ville a mis en place une organisation communale de réponse à un événement de sécurité civile avec l'élaboration en 2007 d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS). La Ville a mis en place un PC Crise, qui peut être activé lors du déclenchement du Plan Communal de Sauvegarde ou de tout autre événement nécessitant l'ouverture de cet équipement.

Le Directeur des Opérations de Secours (Maire) peut, lors de l'ouverture du PC crise, solliciter la présence d'un représentant de la Police nationale. Parallèlement, la Ville met à disposition du Centre Opérationnel Départemental (Préfecture) un représentant de la collectivité.

La cellule Prévention et Gestion des Risques assure les missions suivantes :

- Gestion, activation et animation du PC Crise ;
- Analyse de tout phénomène à risques (aléas climatiques, risques sanitaires, accidents industriels, transport de manière dangereuse...) et élaboration de procédures pour répondre le mieux à une éventuelle crise
- Gestion, avec l'ensemble des intervenants et partenaires, avant pendant et après des conséquences d'un événement de sécurité civile survenant sur le territoire communal
- Préparation et organisation d'exercices de simulation en partenariat avec la Préfecture suivant le type d'événements

Lors de l'ouverture du PC Crise, la Ville sollicite les Polices Municipale et Nationale pour faire face à l'événement. Concernant un phénomène hydrométéorologique important (inondation, neige, verglas...) nécessitant la fermeture de voies ou/et de carrefours, la PM et la PN sont chargées de leur surveillance jusqu'à réouverture. La surveillance des points bas connus lors d'inondations fait l'objet d'une répartition entre la PM et la PN, suivant une procédure établie à cet effet.

Article 11 – Gestion des relations avec le Centre Superviseur Urbain

Conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité n°95-73 du 21 janvier 1995, le dispositif de vidéoprotection de la Ville de Montpellier, autorisé par l'arrêté préfectoral n° 2000-I-1298 du 10/05/2000, et renouvelé par l'arrêté préfectoral n° 2011-01-653 du 24/03/2011, comprend aujourd'hui un parc de 126 caméras mobiles réparties dans différents secteurs de la Ville.

Dans le cadre du CLSPD, un comité de pilotage de développement de la vidéo a été institué, afin d'étendre la technologie à partir de diagnostic de sécurité partagé entre les services de sécurité publique et la ville de Montpellier.

Par ailleurs, un collège d'éthique indépendant aura pour vocation de suivre le fonctionnement du dispositif de vidéoprotection.

L'exploitation des caméras de vidéoprotection urbaine demeure la prérogative de la collectivité territoriale.

Les enregistrements des images sont uniquement réalisés par le Centre de Supervision Urbaine.

Les officiers de police judiciaire de la police nationale peuvent demander à tout moment, par réquisitions écrites, des enregistrements issus des caméras de surveillance. Ces demandes doivent être visées préalablement par le responsable du CSU ou un superviseur. Une liste des personnels de police, habilités par le Préfet, sera tenue à jour au fil des évolutions de ces services. Des échanges réguliers par le biais du CIC auront lieu, entre les services.

Un renvoi d'images vers le CIC est en place depuis 2001, de façon permanente. Les images sont affichées soit ponctuellement sur choix d'un opérateur du CSU, soit sur demande expresse formulée par téléphone d'un opérateur du CIC, soit exceptionnellement, de façon durable, en raison du contexte local. En temps réel, le COC (Centre Opérationnel de Commandement de la PM) doit être informé régulièrement des opérations pouvant impacter la sécurité des agents placés sur le terrain.

Une convention spécifique annexée à la présente convention précise les modalités de fonctionnement du Centre de Surveillance Urbaine de la Ville de Montpellier

On

Titre 2– Coopération Opérationnelle renforcée

Article 1 – Coordination générale

1. Rencontres fonctionnelles

Sans préjudice d'une rencontre exceptionnelle en cas de problème grave ou urgent sur la commune, trois types de rencontres sont institués pour échanger toutes informations utiles, relatives à l'ordre et la sécurité dans la commune :

- La séance plénière du CLSPD
- Les rencontres trimestrielles du CLSPD, dans le cadre du comité restreint
- La rencontre mensuelle entre le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, l'Adjointe au Maire de Montpellier et le Directeur de la Réglementation et de la Tranquillité Publique de la ville de Montpellier.

En outre, des rencontres peuvent être instituées en tant que de besoin, entre le Préfet ou son représentant, Madame le Maire de Montpellier ou son représentant, le Directeur Général de la Ville ou son représentant, et le Directeur de la Réglementation et Tranquillité Publique

2. Rencontres opérationnelles

En complément des rencontres fonctionnelles sus visées, le chef de la Police Municipale et le chef du Service de Sécurité de Proximité (SSP) de la Police Nationale, se rencontreront de façon hebdomadaire en vue de l'organisation matérielle des missions prévues dans la présente convention.

Des contacts, autant que de besoin, seront régulièrement établis entre le Directeur Départemental de la Sécurité Publique ou son représentant et le Directeur de la Réglementation et de la Tranquillité Publique.

Des contacts quotidiens, entre le Centre Opérationnel de Commandement de la Police Municipale et le Centre d'Information et de Commandement de la DDSP, seront établis afin de transmettre toute information utile à la bonne exécution des missions dont celles pouvant se dérouler en période nocturne.

Sous pilotage du CLSPD, en cas de besoin, des cellules de veille pourront être installées auprès des secteurs ou des équipements présentant momentanément des troubles à l'ordre public.

Article 2 – Coordination opérationnelle

1. Echanges d'informations

Deux appels téléphoniques (12h et 18h30) entre les deux postes de commandement sont mis en place quotidiennement, pour échanger toute information utile à l'action des services et à la sécurité des effectifs engagés sur la voie publique.

Le commissaire en charge des forces de sécurité de l'Etat et le responsable de la Police Municipale s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par leurs agents respectifs, pour organiser la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

La police municipale transmet par voie électronique toutes les informations nécessaires aux forces de sécurité de l'Etat sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions (RJPM). La Police Nationale transmet par voie électronique au Maire, par le biais du COC de la PM, tous les faits marquants (infractions, délits et crimes) se déroulant sur le territoire communal (synthèse journalière).

Un échange d'information hebdomadaire est mis en place, par voie électronique, entre le CIC et COC concernant les événements majeurs intéressants le territoire communal.

Parallèlement une convention entre la ville de Montpellier et la DDSP 34 fixe les modalités, la périodicité et les limites de transmission par la Police Nationale des données statistiques de la délinquance issues du Système de Traitement des Infractions Constatées (STIC).

Le commissaire en charge des forces de sécurité de l'Etat est informé de toute action exceptionnelle et programmée, que le Maire décide d'engager dans le cadre de ses pouvoirs de police et notamment en matière de circulation, de stationnement, de salubrité et d'occupation du domaine public.

Le commissaire en charge des forces de sécurité de l'Etat informe le Maire et la Police Municipale de toute action engagée par ses services ou de tout fait porté à sa connaissance pouvant avoir un impact sur les modalités d'exercice des missions de la Police Municipale, et notamment sur la sécurité des effectifs engagés sur la voie publique.

Le commissaire en charge des forces de sécurité de l'Etat, ainsi que le Directeur de la Réglementation et de la Tranquillité Publique, s'informent mutuellement des évolutions d'organisation de services impactant les dispositions de la présente convention.

2. Dispositions relatives aux missions de voie publique

Pour pouvoir exercer les missions prévues par l'article 21-2 du Code Pénal, en application de l'article 78-6 du Code de Procédure Pénale et par l'article L.234-4 du Code de la Route, les agents de Police Municipale, par l'intermédiaire du COC, doivent pouvoir joindre à tout moment un officier de police judiciaire territorialement compétent.

Les forces de Police Nationale et de Police Municipale adaptent leurs moyens sur le terrain en fonction de l'activité délictuelle constatée et des diverses manifestations prévues. Chaque semaine, dans le cadre de réunions hebdomadaires, les responsables de ces unités établissent le planning d'action adapté aux situations.

Les policiers municipaux rendent compte immédiatement à l'officier de police judiciaire de permanence à l'hôtel de Police de Montpellier de tout crime, délit ou contravention particulière dont ils ont connaissance. Ils en informent dans les plus brefs délais le Maire.

En cas d'interpellation de l'auteur présumé d'une infraction, les policiers municipaux contactent immédiatement l'officier de police judiciaire de permanence au commissariat de sécurité publique de Montpellier. Ils se présenteront au service de commandement du SSP qui décidera de l'orientation de l'affaire en fonction des prérogatives des différents services d'investigation.

Les agents de la Police Municipale sont habilités à relever l'identité des contrevenants pour dresser les procès-verbaux concernant les contraventions aux arrêtés du Maire, ainsi que les infractions au Code de la Route que les lois et règlements les autorisent à verbaliser, ou les infractions qu'ils peuvent constater en vertu d'une disposition expresse. Si le contrevenant refuse ou se trouve dans l'impossibilité de justifier son identité, les policiers en rendent compte immédiatement à l'officier de police judiciaire du Quart ou de permanence à l'hôtel de Police, lequel peut leur demander de lui présenter sur le champ le contrevenant. A défaut de cet ordre, le contrevenant ne peut être retenu.

Les agents de la Police Municipale adressent sans délai leurs rapports et procès-verbaux au Procureur de la République par l'intermédiaire des officiers de police judiciaire du commissariat de sécurité publique de Montpellier. Ils en adressent une copie au Maire de la même façon.

Les forces de sécurité de l'Etat et de la Police Municipale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés, susceptibles d'être identifiés sur le territoire de la commune. En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la Police Municipale en informe sans délai les forces de sécurité de l'Etat. L'officier de commandement à l'hôtel de Police de Montpellier donne toutes les instructions utiles à cet effet.

Article 3 – Moyens de communication

Les communications entre la Police Municipale et les forces de sécurité de l'Etat pour l'accomplissement de leurs missions respectives se font par une ligne téléphonique réservée.

Par ailleurs, il est proposé la mise à disposition d'un agent de la police municipale au sein de la Salle d'Information et de Commandement de la Police Nationale afin de consolider les échanges d'information entre les deux points de commandement.

Enfin, en cas de crise, ou d'évènement majeur intéressant le territoire communal un poste de commandement commun pourra être envisagé. Dans ce cadre la mise à disposition d'un de réseau de radio permettra d'échanger des informations opérationnelles en dehors des canaux traditionnellement réservés.

Titre 3– Dispositions diverses

Article 1 – Suivi d’activité

Le Centre Opérationnel de Commandement de la ville de Montpellier a la charge de mettre en œuvre un rapport journalier des faits marquants survenus sur la commune, à destination du Maire, reprenant les informations de différents partenaires locaux.

Pour ce faire, le commissaire en charge des forces de sécurité de l’Etat transmet quotidiennement, chaque matin, l’état des faits marquants de l’activité de la Police Nationale. Le Centre Opérationnel de Commandement de la ville de Montpellier est chargé d’assurer la transmission des documents concernés au cabinet du Maire.

Article 2 – Modification des conditions d’exercice des missions

Toute modification des conditions d’exercice des missions prévues par la présente convention doit faire l’objet d’une concertation entre les signataires dans le délai nécessaire à l’adaptation des dispositifs de chacun des deux services.

Article 3 – Formation des policiers municipaux

La formation continue obligatoire des agents de la filière de la Police Municipale est organisée et assurée par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale, conformément aux textes en vigueur.

Une attestation de formation continue obligatoire sera transmise au Maire et au Préfet à l’issue de chaque période de formation.

Des actions de formation pourront être organisées conjointement (accueil de stagiaire au Commissariat, formations spécifiques, etc...)

Article 4 – Suivi et évaluation de la convention

Sur proposition du commissaire en charge des forces de sécurité de l’Etat et du directeur de la Réglementation et de la Tranquillité Publique de la Ville de Montpellier, il est procédé à l’évaluation de la présente convention à Monsieur le Préfet et à Madame le Maire...

Cette évaluation fera l’objet d’une communication en CLSPD restreint et plénier.

La démarche d'évaluation en continu sera proposée en lien avec l'inspection générale de l'administration.

Celle-ci a pour vocation générale l'amélioration de la politique publique de prévention et de sécurité contractuelle mise en œuvre au sein du territoire communal.

En outre, elle permettra l'adaptation conjointe des réponses publiques aux évolutions identifiées et partagées par les partenaires du CLSPD.

De manière complémentaire, un bilan devra être communiqué au Maire, au Préfet et au Procureur de la République, et fera l'objet d'une présentation, dans le cadre du CLSPD plénier.

Article 5 – Durée de la convention

La présente convention, éditée en deux exemplaires originaux, est conclue pour une durée de 3 ans, renouvelable ensuite d'année en année par tacite reconduction.

Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties.

Toute modification apportée à la présente convention après concertation fera l'objet d'avenants.

Fait à Montpellier, le

Le Maire de Montpellier

Le Préfet de la région Languedoc-Roussillon
Préfet de l'Hérault

Mme Hélène MANDROUX

Mr Claude BALAND

ANNEXES



**CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE
LA VILLE DE MONTPELLIER
ET LA
DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE LA SECURITE PUBLIQUE
RELATIVE
A LA
VIDEOPROTECTION
URBAINE**

9

ENTRE

La Direction Générale de la Police Nationale,
Représentée par le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault,
Commissaire Central de Montpellier, Monsieur Marcel AUTHIER,

D'UNE PART

ET

La ville de MONTPELLIER,
Représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX, agissant par délégation et en
vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 22/04/2004,

D'AUTRE PART,

LES SOUSSIGNES ONT CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objectifs de la Convention

Dans le cadre de sa politique de sécurisation, pour des motifs liés à la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol, à la régulation du trafic routier, à la constatation des infractions aux règles de la circulation et à la protection des bâtiments et installations publics et de leurs abords, la ville de Montpellier a mis en place un système de vidéoprotection urbaine, conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité n° 95-73 du 21 janvier 1995.

Ce dispositif, autorisé par l'arrêté préfectoral n° 2000-I-1298 du 10/05/2000, et renouvelé par l'arrêté préfectoral n° 2011-01-653 du 24/03/2011, comprend aujourd'hui un parc de 126 caméras réparties dans différents secteurs de la Ville.

La présente convention a pour objet de définir les conditions du partenariat entre la Direction Départementale de la Sécurité Publique et la ville de Montpellier pour l'exploitation du dispositif de vidéoprotection et en particulier les modalités de transmission et de mise à disposition des forces de sécurité intérieure, police ou gendarmerie nationales, par le Centre Superviseur Urbain de Montpellier (CSU), des informations traitées par le réseau de vidéoprotection urbaine implanté dans la commune de Montpellier.

Article 2 : Lieux d'implantation des caméras.

Les lieux d'implantation des caméras sont décidés en concertation entre les représentants de la collectivité territoriale et les différents services concernés dont la direction départementale de la sécurité publique de Montpellier, en fonction notamment des statistiques de la délinquance.

Un comité de pilotage spécifique au développement de la vidéosurveillance est constitué afin de valider les choix d'implantation.

Toute décision ultérieure d'implantation de nouvelles caméras devra suivre la même procédure de concertation.

Les sites d'implantation des caméras et les zones surveillées sont listés en annexe.

Article 3 : Exploitation d'un Centre de Supervision Urbaine (CSU).

La collectivité territoriale a créé un Centre de Supervision Urbaine (CSU) qui a, seul, vocation à surveiller en permanence les écrans du système de vidéosurveillance. C'est au sein du C.S.U uniquement que pourront s'effectuer les enregistrements des images obtenues.

Le CSU est géré uniquement par du personnel municipal et/ou des policiers municipaux. La manipulation des caméras de vidéoprotection urbaine reste de la responsabilité des opérateurs de la collectivité territoriale.

Le Directeur départemental de la sécurité publique ou ses représentants disposent d'un accès permanent au CSU, dans le cadre des textes en vigueur.

Comme l'arrêté préfectoral l'a prescrit, le responsable du CSU est rendu destinataire de la liste nominative tenue à jour des agents de la police nationale dûment habilités qui sont autorisés à accéder aux images et aux enregistrements.

Si ces membres des forces de sécurité intérieure doivent accéder à ce site pour visualiser des images préenregistrées (sur réquisition judiciaire) ou en direct, ils doivent en aviser préalablement l'autorité municipale. Il en va de même pour y recueillir un enregistrement à des fins d'exploitation judiciaire, pour la gestion d'un événement d'ordre public ou dans le cadre de la police administrative.

Toute demande d'enregistrement ou de copie d'images pour les services de police doit faire l'objet d'une réquisition judiciaire adressée au Maire. Un registre informatique répertorie le jour, l'heure, les noms, qualité et services des membres des forces de sécurité intérieure et des personnes autorisées, qui demandent un accès aux images et aux enregistrements, les caméras et les tranches horaires visionnées, ainsi que la mention éventuelle d'une réquisition judiciaire et d'une copie des images.

Un dispositif automatique d'écrasement des enregistrements à l'issue du délai autorisé, de 8 jours, est installé au CSU.

La liste des sites d'implantation des caméras et des zones surveillées est annexée à la présente convention. Toute modification est portée à la connaissance de la DDSP.

Article 4 : Relations opérationnelles entre le CSU et la Police Nationale.

Des échanges réguliers auront lieu entre le responsable du CSU et le représentant de la sécurité publique, l' élu local chargé de la sécurité, et le(s) chef(s) de la police municipale le cas échéant.

Il s'agit notamment de s'assurer que les lieux et périodes surveillés en direct par le personnel du CSU correspondent à la cartographie de la délinquance établie et aux informations fournies régulièrement par le commissariat. Des recherches particulières d'individus suspects pourront également être prévues.

Les numéros des lignes téléphoniques directes du CSU, du Centre Opérationnel de Commandement de la Police Municipale et du Centre d'Information et de Commandement de la DDSP sont échangés réciproquement. L'usage du 17 Police Secours devra être privilégié sur le signalement d'évènement urgent.

Article 5 : Mise en place d'un renvoi d'image vers le commissariat.

Le renvoi d'images vers le centre d'information et de commandement de la DDSP est activé en permanence ou sur demande du représentant de la sécurité publique.

Le service de police, responsable de la gestion de ses interventions, tient compte des informations fournies par le CSU pour juger de ses priorités d'action.

Aucune prise de contrôle des caméras par du personnel de la Police Nationale n'est prévue. Seul le personnel du CSU peut manipuler et piloter ces dernières. Aucun enregistrement des images obtenues ne peut s'effectuer au sein de la DDSP.

Le service de sécurité publique se réserve le droit de refuser des modifications dans l'installation d'un dispositif complémentaire incompatible avec des systèmes existants et agréés par les services techniques du ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, ou d'un système susceptible d'entraîner de fortes contraintes immobilières ou techniques.

Article 6 : Entretien et remplacement du matériel fourni.

La ville de Montpellier a mis à la disposition de la DDSP, en 2008, pour le renvoi de 5 images simultanées, un récepteur optique 8 voies, de marque NKF. Ceci en remplacement du matériel précédemment fourni ou installé depuis janvier 2002. Le matériel fourni ne peut être utilisé à d'autres fins que celles concourant à la réalisation de l'objet de la présente convention.

Le reste du matériel en place au centre d'information et de commandement de la DDSP appartient à celui-ci et en a la charge (moniteurs, dispositif de vidéo projection, ... ainsi que la liaison fibre optique permettant la connexion depuis le CSU). La location de cette ligne sera à la charge de l'Etat.

Les opérations de maintenance seront effectuées par du personnel mandaté par la collectivité, après en avoir avisé au préalable le service de police. Elles devront être compatibles avec l'activité policière, et les règles de sécurité mises en place pour l'accueil des tiers accédant au service.

Article 7 : Lieu d'implantation du matériel au commissariat.

Le service de police détermine les lieux d'implantation du matériel et des écrans de visualisation en tenant compte des principes de confidentialité et de respect de la vie privée. Le réseau de vidéoprotection est indépendant de ceux qui sont en œuvre au sein du service de police ou de gendarmerie.

Seul le personnel habilité par le chef de service peut avoir accès aux images obtenues par le renvoi.

Article 8 : Obligations de la Police Nationale.

La Police Nationale n'assurera en aucune manière la surveillance permanente des écrans de surveillance.

Cette convention n'implique aucune automaticité d'intervention ni de résultat de la part de la Police Nationale.

Les effectifs du commissariat seront libres d'apprécier la suite à donner aux faits observés par les caméras.

Des indicateurs permettant d'évaluer l'efficacité du système de vidéoprotection dans ses diverses intentions sont mis en place. Il s'agit des statistiques de la délinquance, des délais d'intervention dans le cas où celle-ci s'avère nécessaire, mais aussi d'une analyse du sentiment d'insécurité, des plaintes des usagers, de la fluidité de la circulation routière, de l'efficacité des services d'entretien, etc...

Article 9 : Durée de la convention.

La présente convention est conclue pour une durée similaire à la convention de coordination dont elle fait partie.

Fait en deux exemplaires à, le .../.../...

Le Directeur Départemental
de la Sécurité Publique

Le Maire de Montpellier

Annexes de cette convention Vidéo :

- 1) Liste des caméras
- 2) Fiche d'intervention
- 3) Demande de visionnage d'images
- 4) Demande de mission
- 5) Accréditation temporaire d'accès
- 6) Fiche de confidentialité

**** Emplacements des CAMÉRAS "Ville de MONTPELLIER" ****

| Caméra: | GPS: | Lieu: | Situation: |
|---------|---------------------|--------------------------------------|---|
| C01.00 | 43.610717,3.876979 | Martyrs de le Résistance (Place des) | |
| C02.00 | 43.610104,3.877159 | | (angle Rue de la Loge "sur façade Virgin") |
| C03.00 | 43.608265,3.879418 | Comédie (Place de la) | (arrêt Ligne 1) |
| C04.00 | 43.609194,3.881021 | | (Pavillon de l'Hôtel de Ville) |
| C05.00 | 43.604824,3.880566 | Gibert (Place Auguste) | (au dessus de la Gare) |
| C06.00 | 43.604875,3.880204 | Ferry (Rue Jules) | (angle Rue de la République "face à la Gare") |
| C07.00 | 43.604367,3.877998 | Grand Saint Jean (Rue du) | (face Gare routière) |
| C08.00 | 43.607081,3.880726 | Verdun (Rue de) | (angle Rue Clos René) |
| C09.00 | 43.606112,3.877202 | Observatoire (Boulevard de) | (angle Rue Anatole France) |
| C10.00 | 43.608557, 3.872938 | Jeu de Paume (Boulevard du) | |
| C11.00 | 43.610415,3.871597 | Giral (Place) | (Jardin du Peyrou) |
| C12.00 | 43.608338,3.886204 | Bec (Place Paul) | |
| C13.00 | 43.612447,3.881704 | Républicains Espagnols (Allée des) | |
| C14.00 | 43.614863, 3.882994 | Onze Novembre (Place du) | |
| C15.00 | 43.616021,3.874692 | Albert 1er (Place) | (angle Quai des Tanneurs) |
| C16.00 | 43.617925,3.839571 | Alco (Rue d') | (angle Rue Rimbaud) |
| C17.00 | 43.616694,3.836095 | Rimbaud (Rue Paul) | (angle Rue Oasis "Petit Bard") |
| C18.00 | 43.624433,3.816631 | Grand Mail (Le) | (face à la Police Nationale) |
| C19.00 | 43.621193,3.815641 | Heidelberg (Rue d') | (parking Mac Donald's à la Mosson) |
| C20.00 | 43.630674,3.819136 | Bologne (Rue de) | (Mairie Annexe) |
| C21.00 | 43.630641,3.822488 | Badie (Pont Vincent) | (sur l'Avenue de l'Europe) |
| C22.00 | 43.592314,3.884971 | Vachet (Rue Jean) | (poste Police Municipale) |
| C23.00 | 43.608497,3.875948 | Saint Côme (Rue) | (angle Rue Voltaire) |
| C24.00 | 43.611637,3.868197 | Ricard (Rue Hilaire) | (parking des Arceaux) |
| C25.00 | 43.595697,3.868376 | Pedro de Luna (Boulevard) | (face Parc Tastavin) |
| C26.00 | 43.622128,3.846331 | Ravaz (Avenue du Professeur Louis) | (Les Cévennes) |
| C27.00 | 43.605097,3.859633 | Coppée (Rue François) | |
| C28.00 | 43.597265,3.843298 | Vanières (Avenue de) | (face à la Piscine la Chamberte) |
| C29.00 | 43.611136,3.877181 | Marché aux Fleurs (Place du) | (façade Préfecture) |
| C30.02 | 43.608297,3.880851 | Boussairolles (Rue) | (angle Rue Vanneau) |
| C31.02 | 43.608264,3.888597 | Thèbes (Rue de) | (Place du Nombre d'Or) |
| C32.02 | 43.608976,3.866929 | Leroy-Beaulieu (Place) | (angle Rue G.Pellicier et Avenue de Lodève) |
| C33.02 | 43.612202,3.879164 | Aiguillerie (Rue de l') | (Place Notre Dame d'Étables) |
| C34.02 | 43.610116,3.873961 | Huile (Rue de l') | (Place du petit scel) |
| C35.02 | 43.611405,3.874374 | Palais des Guilhem (Rue du) | (Place de la Canourgue) |
| C36.02 | 43.614848,3.83054 | Malet (Esplanade Léo) | (Avenue de Lodève) |
| C37.02 | 43.632666,3.81986 | Narbonnaise (Rue de la) | (angle Avenue du Biterrois) |
| C38.02 | 43.622007,3.841838 | Edmond (Impasse) | (crèche Galinéta) |
| C39.02 | 43.599528,3.847248 | Pas du Loup (Rue du) | (angle gymnase M.Cerdan) |
| C40.02 | 43.609746,3.883957 | Hôtel de Ville | (parking des Élus) |
| C41.02 | 43.611778,3.878076 | Cannau (Rue du) | (angle Rue Gironne et Rue Delpech) |
| C42.02 | 43.609219,3.880216 | Bruyas (Passage) | (angle Boulevard Sarraill) |

| | | | |
|--------|--------------------|---------------------------------|---|
| C43.02 | 43.607701,3.877936 | Molière (Place) | (angle Rue du Cygne et Rue des Étuves) |
| C44.02 | 43.615818,3.838304 | Araucacias (Rue des) | (groupe scolaire Delteil) |
| C45.03 | 43.641725,3.818327 | Poitiers (Avenue Guilhem de) | |
| C46.03 | 43.623658,3.817394 | Barcelone (Avenue de) | (angle Rue de Leyde) |
| C47.03 | 43.627065,3.819656 | Oxford (Rue d') | |
| C48.03 | 43.623699,3.816543 | Leyde (Rue de) | (proximité passerelle du Grand Mail) |
| C49.03 | 43.611018,3.874141 | Foch (Rue) | (angle Rue Astruc) |
| C50.03 | 43.605255,3.883915 | Jaumes (Place François) | (angle Rue Isidore Gérard) |
| C51.03 | 43.605348,3.874723 | Saint Denis (Place) | |
| C52.03 | 43.607318,3.866815 | Salengro (Place Roger) | |
| C53.03 | 43.593338,3.843394 | Fourier (Place) | (Rue Cheng Du/Place de Chine) |
| C54.03 | 43.590849,3.865946 | Foucauld (Impasse Charles de) | (angle collège Croix d'Argent) |
| C55.03 | 43.621113,3.847391 | Dalcroze (Rue Jacques) | (gymnase Jouanique) |
| C56.03 | 43.603081,3.898686 | Vendémiaire (Rue de) | |
| C57.04 | 43.595766,3.884509 | Razeteurs (Rue des) | |
| C58.04 | 43.609056,3.896952 | Chauliac (Pont Raymond) | (Avenue du Pirée) |
| C59.04 | 43.631178,3.853711 | Giraud (Avenue du Doyen Gaston) | (CHR de Lapeyronie) |
| C60.04 | 43.620703,3.858047 | Domitienne (Voie) | |
| C61.04 | 43.608035,3.891058 | Thessalie (Place de) | |
| C62.04 | 43.608674,3.883506 | Horloge (Passage de l') | |
| C63.04 | 43.589806,3.890441 | Près d'Arènes (Rond-Point des) | |
| C64.04 | 43.612185,3.930088 | Einstein (Avenue Albert) | (Zénith) |
| C65.04 | 43.608059,3.877603 | Moulin (Grand-Rue Jean) | |
| C66.04 | 43.610041,3.879146 | Valedeau (Rue) | (angle Rue Jacques Cœur) |
| C67.04 | 43.611846,3.876363 | Bonnier d'Alco (Rue) | (angle Rue de l'Université) |
| C68.04 | 43.613777,3.880282 | Pila Saint Gély (Rue du) | (Impasse du Chapeau Rouge) |
| C69.04 | 43.615174,3.877358 | Verdanson (Quai du) | (angle Rue Ferdinand Fabre) |
| C70.05 | 43.640147,3.872848 | Agropolis (Avenue) | (Zoo Henri de Lunaret) |
| C71.05 | 43.609093,3.884248 | Ponge (Place François) | |
| C72.05 | 43.612962,3.879137 | Chapelle Neuve (Place de la) | (angle Rue des Écoles Laïques/Rue de l'Aiguillerie) |
| C73.05 | 43.612392,3.874812 | Saint Pierre (Rue) | (Rue Sainte Croix) |
| C74.05 | 43.612898,3.872754 | Henri IV (Boulevard) | (angle École de Médecine) |
| C75.05 | 43.602778,3.870872 | Clémenceau (Avenue Georges) | (angle Rue Joseph Vidal) |
| C76.05 | 43.610687,3.877927 | Aiguillerie (Rue de l') | (angle Rue Foch) |
| C77.05 | 43.610579,3.881411 | Gaulle (Esplanade Charles de) | (Kiosque Bosc) |
| C78.05 | 43.611221,3.872394 | Foch (Rue) | (angle Boulevard du Professeur Louis Vialleton) |
| C79.05 | 43.62007,3.817612 | Schuman (Place Robert) | (terminus L1 Mosson) |
| C80.05 | 43.63828,3.818725 | Cardenal (Rue Pierre) | |
| C81.05 | 43.629011,3.816648 | Tipasa (Rue de) | (Rue Jaufre Rudel) |
| C82.05 | 43.608431,3.879671 | Comédie (Place de la) | (Théâtre) |
| C83.06 | 43.627078,3.815662 | Heidelberg (Avenue de) | (angle Avenue de Louisville) |
| C84.06 | 43.638302,3.815135 | Naples (Avenue de) | (palais des sports de Coubertin) |
| C85.06 | 43.641842,3.813994 | Comté de Nice (Avenue du) | (centre commercial Tritons) |
| C86.06 | 43.600993,3.868227 | Huit Mai 1945 (Place du) | |
| C87.06 | 43.618102,3.897303 | Pompignane (Avenue de la) | (angle Avenue Alphonse Juin) |
| C88.06 | 43.608408,3.870724 | Courreau (Faubourg du) | (angle Rue Plantade) |

| | | | |
|---------|--------------------|----------------------------------|--|
| C89.06 | 43.607114,3.870876 | Gambetta (Cours) | |
| C90.06 | 43.606511,3.882394 | Ollivier (22 Rue Aristide) | |
| C91.06 | 43.613146,3.876047 | Four Saint Eloi (Rue du) | (angle Rue de la Confrérie) |
| C92.06 | 43.614233,3.877376 | Université (Rue de l') | (angle Rue Sainte Ursule) |
| C93.06 | 43.602716,3.875018 | Rondelet (Place) | (Rue Catalan) |
| C94.07 | 43.639764,3.846744 | Lapeyronie (Pont) | (Rond-Point de la Lyre) |
| C95.07 | 43.630863,3.821222 | Bologne (Rue de) | (proche Église Saint Paul) |
| C96.07 | 43.619102,3.847884 | Rimbaud (Rue Paul) | (face Rue Cante-Gril - collège Las Cazes) |
| C97.07 | 43.614871,3.839545 | Bringuier (Avenue) | (Allée Françoise Sagan) |
| C98.07 | 43.588211,3.865711 | Colucci dit Coluche (Rue Michel) | (angle Avenue Villeneuve d'Angoulême) |
| C99.07 | 43.606427,3.897421 | Pont Juvénal (Avenue du) | (Le Lez - Esplanade de l'Europe) |
| C100.07 | 43.615873,3.880958 | Proudhon (Rue) | (angle Place des Beaux Arts) |
| C101.07 | 43.606817,3.859608 | Bellay (Rue Joachim du) | (angle Rue Ronsard -Cité Gély) |
| C102.07 | 43.615339,3.869532 | Faubourg Saint Jaumes (Rue du) | (angle Avenue Chancel) |
| C103.07 | 43.614397,3.882068 | Faubourg de Nîmes (Rue du) | (Corum - ascenseurs/arrêt tramway) |
| C104.08 | 43.633796,3.832387 | Fès (Avenue de) | |
| C105.08 | 43.632514,3.830822 | Adanson (Avenue Aglaé) | |
| C106.08 | 43.625535,3.83241 | Malbosc (Rue de) | (collège Alco) |
| C107.08 | 43.601274,3.851317 | Lavérune (Route de) | (MPT Marcel Pagnol) |
| C108.08 | 43.590344,3.855737 | Flandres-Dunkerque (Place) | |
| C109.08 | 43.598959,3.843952 | Danton (Rue) | (Rue Camille des Moulins "Cité Paul Valéry") |
| C110.08 | 43.593954,3.840608 | Cheng-Du (Rue de) | (MPT Michel Colucci) |
| C111.08 | 43.581096,3.881548 | Mas Saint Pierre (Rue du) | (face Rue du Mas de Portaly) |
| C112.08 | 43.605536,3.882346 | Pont de Lattes (Rue du) | (Quai de Sauvages) |
| C113.08 | 43.614891,3.877506 | Blanc (Boulevard Louis) | |
| C114.08 | 43.624683,3.818566 | Saragosse (Rue de) | (angle Rue Salamanque) |
| C115.09 | néant | Aviler (Place d') | |
| C116.09 | néant | Flotte (Place Pierre) | (Palais de Justice) |

28

FICHE D'INTERVENTION

Aux fins de visualisation, de relecture et de stockage d'images

Fonctionnaire(s) _____ N° Téléphone _____

Service de la Sûreté Départementale _____

☐ Recherche d'images

- Cadre juridique

☐ Tenir informé le service enquêteur, en cas de résultat positif, et informer de l'urgence de relecture ou de réquisition afin de stocker les images

☐ Visualisation ou relecture d'images

- Date et heure approximative de la visite

| Type de délit, Mode Opératoire | Lieu | Date et Créneaux Horaires |
|-----------------------------------|------|------------------------------|
| | | |

Conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi 95-73 du 21 janvier 1995, les opérations de vidéosurveillance de la voie publique sont réalisées de telle sorte qu'elles ne visualisent pas les images de l'intérieur des immeubles d'habitation ni, de façon spécifique, celles de leurs entrées.

Visa du Chef de Service

DEMANDE DE VISIONNAGE D'IMAGES

Date : _____ Opérateur : _____

Heure d'appel : _____ h _____ Signature :

Nom du demandeur : _____

Service du demandeur : _____

Téléphone du demandeur : _____

Résumé :

Descriptions :

Date et heure des faits : _____ Caméras : _____

Résultat de la demande : Réquisition délivrée : Support (DD, CD) :

☐ positif ☐ négatif

☐ oui ☐ non

☐ oui ☐ non

Causes :

Transmission des informations au demandeur le :

Film remis : ☐ oui ☐ non le : ____ / ____ / ____

Opérateur : _____ Signature :

DEMANDE DE MISSION

Fonctionnaire(s) _____ N° Téléphone _____

Service de la Sûreté Départementale _____

Cadre juridique _____

Durée (date et heure) de la mission : Du _____ Au _____

Objectif(s) _____

| Type de délit | Lieu | Mode Opérateur Ou Eléments particuliers | Dates Et Créneaux Horaires |
|---------------|------|---|----------------------------------|
| | | | |

Conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi 95-73 du 21 janvier 1995, les opérations de vidéoprotection de la voie publique sont réalisées de telle sorte qu'elles ne visualisent pas les images de l'intérieur des immeubles d'habitation ni, de façon spécifique, celles de leurs entrées.

Visa du Chef de Service

ACCRÉDITATION TEMPORAIRE D'ACCES A LA SALLE D'EXPLOITATION DU CENTRE de SUPERVISION URBAINE

Nom _____ Prénom _____

Service ou Société _____

Motif _____

Le ____ / ____ / ____ De ____ h ____ à ____ h ____

La personne désignée ci-dessus est autorisée à :

- ☐ travailler dans la salle d'exploitation,
- ☐ travailler dans le local technique,
- ☐ accéder à la salle d'exploitation,
- ☐ accéder au local technique,

pour la période et le motif indiqués.

Le titulaire de cette autorisation devra la présenter au chef de salle ou superviseur qui l'enregistrera en tant que visiteur sur le bulletin de service et l'archivera.

Le Directeur de la Réglementation
Et de la Tranquillité Publique

Jean-Pierre VIALAY

Le Responsable du
Centre de Supervision Urbaine

Marc VANNIER

FICHE DE CONFIDENTIALITE

Monsieur (s), Madame (s),

Vous êtes autorisé (e)(s) à accéder à la salle d'exploitation du Centre de Supervision Urbaine de MONTPELLIER.

Le _____

A _____ h _____

Vu la loi 95-73 du 21-01-1995,
Vu le décret 96-926 du 17-10-1996,
Vu la circulaire 68-234 du 22-10-1996,

Vous vous engagez en signant la présente à respecter la confidentialité des images visionnées.

Le Titulaire de l'autorisation,

Mr ou Mme _____

Annexe 2 – Organisation de la circonscription de Sécurité Publique de Montpellier

L'organisation et les effectifs de la Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault et de la circonscription de Sécurité Publique de Montpellier sont déterminés par le Ministère de l'Intérieur.

La circonscription de Sécurité Publique de Montpellier est placée sous l'autorité du Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault, Commissaire Central de Montpellier, appuyé par son Etat major et le Centre d'Information et de Commandement.

Elle est organisée autour de quatre grands services :

- Le Service de Sécurité de Proximité (SSP) : service général de jour et de nuit, brigade anti-criminalité, groupes de sécurité de proximité, unité de sécurité des transports en commun (USTC), brigade canine, brigade de surveillance de terrain (BST nord), service de quart, service des plaintes, bureaux de police
- Le service d'Ordre Public et de Sécurité Routière (SOPSR) : Compagnie départementale d'intervention (CDI), formation motocycliste urbaine (FMU), unité de sécurité routière, brigade accidents...
- La Sûreté départementale : Unité de recherches judiciaires, unité de protection sociale (brigade des stupéfiants, des mineurs, brigade de protection de la famille), unité de soutien (police technique et scientifique)
- Le service départemental d'Information Générale (SDIG)

La circonscription de Montpellier dispose de trois entités immobilières :

- Le commissariat central : 206, avenue du Comté de Melgueil
- Le bureau de police de la comédie (centre ville)
- Le bureau de police de la Mosson (quartiers nord)

A titre principal, les fonctionnaires de police de MONTPELLIER sont chargés de la surveillance de la voie publique (protection des personnes et des biens), de missions d'assistance et de secours, de la recherche des auteurs d'infractions (police judiciaire), de l'ordre public et de la recherche du renseignement.

Annexe 3 – Organisation des Services de la Direction de la Réglementation Et Tranquillité Publique

Article 1^{er} – Organisation de la Police Municipale

1-Organisation Fonctionnelle

La Police Municipale de Montpellier est fonctionnellement rattachée directement au Maire via la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique (DRTP), dirigée par un cadre issu du corps des Attachés territoriaux ou équivalent.

Les locaux du Poste Central de la Police municipale de Montpellier sont situés à MONTPELLIER, 1 place Georges FRECHE, 34267 MONTPELLIER CEDEX 2.

Elle assure une présence élargie de 07h00 à 01h00 pour la période hivernale et de 07h00 à 04h00 pour la période estivale, du lundi au samedi.

2-Effectifs

La police Municipale de Montpellier est composée à la date de signature de la présente convention d'un effectif de 130 policiers municipaux répartis comme suit :

- 1 Chef de service
- 1 Adjoint au Chef de service, Responsable en charge de l'opérationnel
- 1 Adjoint au Chef de service, Responsable en charge de l'administratif
- 1 Chef de l'Etat Major
- 1 Chef de salle
- 1 Responsable des moyens et des matériels
- 1 responsable de formation
- 3 Chefs de secteur
- 8 Responsables postes et 3 responsables d'unité (Moto – Fourrière -Nuit)
- 109 Agents de Police Municipale
- 9 Agents du SVPEU (rattachés à la fourrière et aux postes d'accueil)
- 7 Agents administratifs affectés au CSU Borne et aux cartes Pass
- 10 gardes squares

Etant considéré qu'en 2005, l'effectif de la Police Municipale était de 112, un effort de recrutement (+ 18 agents, soit 16% d'augmentation) a été réalisé par la collectivité afin de porter le nombre à 130 Policiers Municipaux.

3 -Armement

Le port d'arme de chaque agent de Police Municipale est subordonné à l'agrément du Préfet et du Procureur de la république, ainsi qu'à l'autorisation préfectorale attribuée nominativement à chaque agent.

Tous les agents de la Police Municipale sont armés des effets suivants :

- 1 bâton de défense à poignée latérale (Tonfa) et/ou 1 bâton de défense souple (matraque)
- 1 revolver chambré 38 spécial, doté de six munitions plus chargeur rapide de 6.

Article 2 – Organisation du Service de Surveillance de la Voie Publique et de l'Environnement Urbain

1. Organisation Fonctionnelle

Le service de Surveillance de la Voie Publique et de l'Environnement Urbain est placé sous l'autorité de Mr le Directeur de la Réglementation et de la Tranquillité Publique. (DRTP)

Les locaux du service sont situés au : 8 boulevard Louis Blanc 34000 Montpellier.

Le service assure une présence :

- du lundi au vendredi de 08h30 à 18h00. Le samedi de 08h30 à 16h45 pour la période hivernale.
- du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00. Le samedi de 08h30 à 13h30 et de 12h30 à 16h45 en période estivale (Juillet et Août)

L'unité de capture assure une astreinte 24h/24h – 7jours/7jours.

2. Effectifs

Le service de surveillance de la voie publique et de l'environnement urbain à la date de la présente convention est composé d'un effectif de 78 personnels répartis comme suit :

- 1 Chef de service
- 1 Adjoint au Chef de service, Responsable en charge de l'opérationnel
- 1 Adjoint au Chef de service, Responsable en charge de l'administratif
- 2 chefs de brigade, superviseurs opérationnels responsables des brigades

- 3 chefs d'équipe opérationnels en charge du respect de la réglementation du stationnement payant.
- 33 agents opérationnels en charge du respect de la réglementation du stationnement payant.
- 1 chef d'équipe en charge de la capture des animaux et plus particulièrement des chiens.
- 6 agents opérationnels en charge de la capture des animaux et plus particulièrement des chiens.
- 1 chef d'équipe responsable de l'unité opérationnelle en charge du respect de la réglementation en matière d'environnement urbain.
- 1 unité opérationnelle en charge du respect de la réglementation en matière d'environnement urbain. (11 agents)
- 1 responsable du COC
- 6 agents administratifs de saisie des timbres amendes.
- 5 agents administratifs de saisie détachés auprès de l'OMP.
- 2 agents administratifs en charge de la gestion et du suivi des dossiers des chiens classés dangereux et des animaux mordeurs ou griffeurs.
- Des suivis des réclamations des administrés relatives aux nuisances sonores et sanitaires liés à la détention d'animaux
- 6 agents administratifs

3. Armement

Les agents de police municipale présents dans le service SVPEU sont dotés à l'identique des agents du service de la Police Municipale... (Cf Annexe 1, Art.1)

Article 3 – Organisation du Centre Superviseur Urbain

1- Organisation Fonctionnelle

Le Centre de Supervision Urbaine de Montpellier est rattaché à la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique (DRTP).

Les locaux du Centre de Supervision Urbaine sont situés au sein de la Mairie de Montpellier, 1 place Georges FRECHE, 34267 Montpellier Cedex 2.

Le service fonctionne 24h/24 et 7j/7.

Un responsable est d'astreinte en permanence, en dehors des heures de bureau.

2-Effectifs

Le Centre de Supervision Urbaine de Montpellier est composé à la date de signature de la présente convention, d'un effectif de 17 agents territoriaux de la filière technique répartis comme suit :

- 1 Chef de Service
- 1 Adjoint au Chef de Service
- 5 équipes de 3 Opérateurs Vidéo

Article 4 – Organisation de la cellule de gestion et prévention des risques.

1-Organisation Fonctionnelle

La Cellule de Prévention et de Gestion des Risques (CPGR) est rattachée directement à la Mairie de Montpellier via la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique (DRTP).

Le local de la Cellule de Prévention et de Gestion des Risques est situé au 1 place Georges FRECHE, 34267 MONTPELLIER CEDEX 2.

La Cellule de Prévention et de Gestion des Risques assure une présence du lundi au vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30.

Le Directeur de la Réglementation et de la Tranquillité Publique ainsi que la Cellule de Prévention et de Gestion des Risques sont attributaires et gestionnaires du « PC Crise » de la mairie de Montpellier.

2-Effectifs

La Cellule de Prévention et de Gestion des Risques est composée, à la date de signature de cette présente convention, d'un effectif de 2 personnes répartis comme suit :

- 1 ingénieur en prévention et risques urbains
- 1 chargé de prévention urbaine.

Article 5 – Organisation de la cellule en charge du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de l'Observatoire Local de la Tranquillité

1- Organisation Fonctionnelle

Le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la délinquance de Montpellier (CLSPD) et l'Observatoire Local de la Tranquillité Publique (OLTP) sont fonctionnellement rattachés au Maire via la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique (DRTP), dirigée par un cadre issu du corps des Attachées territoriales ou équivalent.

Les locaux du CLSPD / OLTP de Montpellier sont situés : Maison de la Démocratie, 16 rue de la République 34000 Montpellier.

Le service est ouvert de 08H45 à 17H30 du lundi au vendredi.

2- Effectifs

Le CLSPD de Montpellier est composé d'un coordonnateur, d'un secrétariat permanent ainsi que d'une équipe chargée de la gestion des données pour l'OLTP.

A la date de la signature de la présente convention, les effectifs se composent comme suit :

- a. 1 Chef de Service (Coordonnateur CLSPD-OLTP)
- b. 1 responsable administratif
- c. 1 secrétaire administratif
- d. 1 responsable OLTP
- e. 1 agent gestion des données OLTP

Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Extension du Réseau de Vidéoprotection Urbaine Autorisation à signer les Marchés

Madame Régine SOUCHE rapporte:

Le Conseil Municipal du 20 juin 2011 a validé le programme de vidéoprotection urbaine de la Ville de Montpellier, à savoir l'implantation de 10 caméras ainsi que le déplacement de 2 caméras.

Ces nouvelles installations viennent conforter le schéma existant, sachant que celles-ci ont fait l'objet d'une large concertation entre les différents services concernés avec le diagnostic de sécurité partagé.

Pour réaliser ces travaux d'extension du réseau de vidéoprotection, il a été publié le 08 novembre 2011, un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33 alinéa 3, et 57 à 59 du code des Marchés Publics, et comportant 3 lots à attribution séparée.

Les prestations feront l'objet de marchés à bons de commande sans minimum, ni maximum, passés en application de l'article 77 du code des Marchés Publics.

Ces marchés conclus pour une période initiale d'un an à compter de la notification, pourront être reconduits par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

La commission d'Appel d'offres, en date du 17 janvier 2012, a décidé d'attribuer les lots suivants aux entreprises désignées ci-dessous présentant l'offre économiquement la plus avantageuse :

| Lots | Entreprises | Moyenne des besoins sur 1 an en Euros H.T. | Montants retenus sur bordereau de prix estimatifs en Euros H.T. |
|--|---|---|--|
| 1 – Génie civil, raccordements électrique, liaisons optiques, télémétrie par liaison fibre optique | GROUPEMENT : CITEOS / EUROVIA / GRANIOU (Mandataire : | 300 000,00 | 434 001,00 |

| | | | |
|---|--------------------------------------|------------|------------|
| | CITEOS) 34820 Teyran | | |
| 2 – Prises de vues, transports, traitements vidéos et télémétrie | IPERION 34430 Saint Jean de Vedas | 150 000,00 | 173 855,69 |
| 3 – Opérateur de transport d'images et de télémétrie, caméras CSU et intersites | FRANCE TELECOM 31506 Toulouse | 120 000,00 | 87 102,72 |

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'avis de la commission d'Appel d'offres en date du 17 janvier 2012.
- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2012 de la Ville.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'Appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 07/02/2012



Séance publique du lundi 6 février 2012

Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

Ecole d'Application de l'Infanterie Plan Local de Redynamisation-Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE rapporte:

Dans le cadre de la Révision Général des Politiques Publiques (RGPP), une réforme de la carte militaire a été engagée par l'Etat. A Montpellier, la réforme touche principalement les deux sites de formation des armées : l'EAI (Ecole d'Application de l'Infanterie) et l'EMSAM (Ecole Militaire Supérieure d'Administration et de Management) qui ont fermé leurs portes à l'été 2010.

Un diagnostic mené par les services de l'Etat a évalué l'impact économique direct et indirect du départ de ces écoles pour l'agglomération montpelliéraine à 1706 emplois et près de 100 millions d'euros par an. Compte tenu de l'ampleur de cet impact sur l'économie locale, la Ville de Montpellier est éligible à un dispositif particulier : le Plan Local de Redynamisation (PLR), censé atténuer le traumatisme du départ des armées. En effet, pour les collectivités affectées de manière significative par une mesure de restructuration, des PLR ont été définis et sont mis en œuvre par les préfets. Ils concernent des sites dont la perte nette d'emplois est supérieure à 50 emplois directs et qui subissent un impact significatif, sans qu'il en résulte pour autant un bouleversement profond de l'économie locale. Sur les 75 millions d'euros prévus au niveau national sur la période 2009 – 2015, 1,5 millions d'euros sont affectés à la Ville de Montpellier et son agglomération.

Elaboré en partenariat avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Plan Local de Redynamisation de Montpellier a pour objectif de favoriser la création d'activité économique et d'emploi en compensation aux pertes économiques liées au départ des deux écoles militaires. Le PLR de Montpellier intègre particulièrement les dimensions suivantes :

- le développement de l'économie locale et de ses PME,
- l'effet levier sur les politiques publiques locales,
- l'aide aux publics sensibles, jeunes de moins de 26 ans, demandeurs d'emploi de longue durée et personnes des quartiers prioritaires.

Le Plan Local de Redynamisation a été élaboré pour être particulièrement intégré aux politiques locales de développement menées par la ville de Montpellier et par l'Agglomération de Montpellier. A ce titre, la Ville et l'agglomération de Montpellier sont engagées dans une stratégie de développement préconisant en particulier le réinvestissement urbain à proximité des axes de transport public, et un développement économique fort en termes d'innovation et de développement durable. Ce Plan Local de Redynamisation s'inscrit en complémentarité des politiques publiques locales (ANRU, ZFU, CUCS, FEDER...) déjà engagées dans le cadre d'un projet intégré de territoire où le thème de l'employabilité des personnes issues des quartiers en difficulté et de leur "inclusion sociale" est largement traité.

Dans le cadre de ce Plan Local de Redynamisation, pour développer une nouvelle offre économique et relier la revitalisation des quartiers les plus en difficulté à la dynamique de développement de l'agglomération, et donc de contribuer à la réduction des disparités intra urbaines, la Ville et l'Agglomération souhaitent accentuer leur intervention commune autour de 4 axes forts :

- Proposer une programmation urbaine innovante et créatrice d'emplois pour la reconversion des sites de l'EAI et de l'EMSAM,
- Développer des infrastructures économiques performantes à travers la réalisation d'un immobilier dédié aux entreprises de la filière éco-construction et par l'aménagement d'une zone d'activité tournée vers l'artisanat dans laquelle les marchés d'aménagement disposeront de clauses sociales,
- Accroître l'attractivité et la compétitivité du territoire par la mise en œuvre d'actions de développement de la filière éco-construction et la création d'un fonds de soutien au développement qui permettra aux sociétés souhaitant s'implanter localement d'engager des plans de croissance,
- Favoriser l'insertion des publics prioritaires par la mise en place de chantiers d'insertion destinés à « remettre le pied à l'étrier » ou qualifier des personnes éloignées de l'emploi et développer le commerce de proximité dans les quartiers sensibles qui créeront des emplois et du lien social, participant ainsi à l'inclusion sociale des habitants.

Le dossier présenté dans le cadre de ce PLR fait état d'un tableau de financement définissant les maîtrises d'ouvrage et un niveau de participation du PLR. Ainsi le coût total des dépenses pour l'ensemble des opérations, toutes maîtrises d'ouvrage confondues, s'élève à 3 878 000€. Le montant de la subvention attendue s'élève à 1 500 000€.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver Plan Local de Redynamisation de la Ville de Montpellier joint à la présente délibération,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

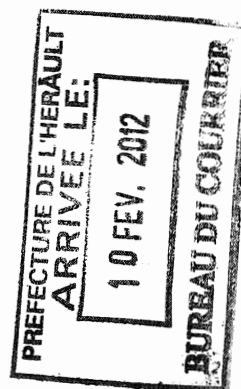
Publiée le : 07/02/2012



PLAN LOCAL DE REDYNAMISATION DE MONTPELLIER

2011 - 2014

Décembre 2011



Liste des signataires

Entre :

L'Etat, représenté par Monsieur Baland, Préfet de l'Hérault
et Préfet de Région

Et :

La Ville de Montpellier, représentée par Madame Mandroux,
Maire.

Et :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier,
représentée par Monsieur Moure, Président.

Visas

Vu le Livre Blanc sur la stratégie de Défense et de Sécurité
Nationale,

Vu la circulaire n° 5318/SG de M. le Premier Ministre en
date du 25 juillet 2008 relative à l'accompagnement
territorial du redéploiement des armées,

Vu le code des Collectivités Territoriales, notamment son
article L.2335-2

Il est convenu de conclure un Plan Local de Redynamisation
à la suite de la décision de la fermeture par l'Etat des sites
militaires de l'Ecole d'Application de l'Infanterie et de l'Ecole
Militaire Supérieure d'Administration et de Management en
2011.

PREAMBULE

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), une réforme de la carte militaire a été engagée. A Montpellier, la réforme touche deux sites de formation des armées qui ont fermé leurs portes à l'été 2010 :

- l'Ecole d'application de l'infanterie (EAI), qui assurait chaque année la formation de plus de 1 500 cadres d'active et de réserve, officiers et sous-officiers, destinés à servir dans les régiments d'infanterie.
- l'Ecole militaire supérieure d'administration et de management (EMSAM), créée en 2001. Elle était l'héritière des écoles du Commissariat de l'Armée de Terre, de l'Ecole Supérieure de l'Intendance et de l'Ecole Militaire d'Administration, implantée à Montpellier depuis 1946 ;

De par leur situation en secteur urbain dense, la qualité des entités patrimoniales et paysagères concernées et le nombre d'emplois menacés, ces départs représentent pour la Ville et l'Agglomération de Montpellier de forts enjeux urbains et économiques.

La région montpelliéraine accuse un taux de chômage supérieur de 2 points à la moyenne nationale et les pertes liées au départ des armées aggraveront la situation, toutes choses égales par ailleurs.

La perte de population n'aura elle qu'un impact limité puisque la ville accueille près de 3000 nouveaux résidents chaque année. Un apport de population qui, conjugué à une volonté politique forte initiée dès les années 70, a fait de Montpellier la 8^{ème} ville de France.

La municipalité et l'Agglomération se sont continuellement adaptées à la pression démographique et de nouveaux quartiers sont sortis de terre en cohérence avec les différentes lignes de tramway. Après le quartier Antigone, la métamorphose est, en particulier, visible au sud-est de la ville, le long des rives du Lez et des voies menant à la mer, avec comme symbole phare la nouvelle mairie qui ouvrira ses portes en 2011.

Mais la ville réserve également une large part de ses aménagements au renouvellement urbain : du site de l'actuel Hôtel de Ville à celui de la Restanque en passant par le quartier du Nouveau Saint Roch près de la gare, la ville cherche en densifiant son centre à contenir l'étalement urbain.

Dans ce contexte, le départ des écoles militaires constitue une perte économique importante puisque son empreinte économique est évaluée à **1656 emplois** et **92 millions d'euros de PIB** liés en grande partie à une perte pour l'économie résidentielle ou présente (perte d'emplois publics financés par l'Etat et dont le revenu était essentiellement dépensé localement). Si l'on prend en compte en plus les dépenses des élèves stagiaires sur les sites de l'EAL et de l'EMSAM, l'empreinte économique totale du départ des deux écoles s'élève à **1706 emplois** et représente **une perte de richesse de 96 millions d'euros**.

Si ces départs constituent une épreuve, ils apparaissent également comme une opportunité de développement, en offrant la possibilité de réemployer des sites urbains, stratégiques peu ouverts sur la Ville bien que situés à proximité du centre historique.

L'Etat a choisi d'implanter sur le site de l'EMSAM un internat d'excellence destiné à accueillir depuis la rentrée de septembre 2010 des élèves ne disposant pas d'un contexte favorable à la poursuite d'études.

S'agissant de l'EAL, la Ville, consciente de l'importance stratégique d'un tel site non seulement par son échelle mais aussi par sa localisation entend en faire le support d'un projet urbain majeur. Soucieuse d'éviter, sur un site unique tant par sa situation que par sa composition, un

aménagement banalisé au risque de "manquer" un programme original et exceptionnel, la Ville a souhaité lancer un "appel à idées", ouvert très largement à des équipes pluridisciplinaires et innovantes. En effet, le processus de l'"appel à idées" est de nature à faire émerger des programmes très diversifiés, que la Ville entend par la suite articuler au sein d'un projet d'ensemble.

I. DIAGNOSTIC TERRITORIAL

I.1 Contexte socio-économique de l'Agglomération

Montpellier bénéficie de plusieurs atouts qui font d'elle une métropole attractive et dynamique.

A – Une économie dynamique

1. Une croissance démographique importante et une population jeune et qualifiée

Le rythme de croissance de la population est deux fois plus élevé que la moyenne régionale, elle-même parmi les plus élevées de France. L'agglomération accueille en effet 1200 nouveaux arrivants par an soit un taux d'évolution moyen annuel de +1,5% depuis 1999.

Les nouveaux arrivants représentent pour une part importante une population de jeunes actifs, diplômés. En 2005, l'aire urbaine de Montpellier est composée de la population la plus jeune comparée aux autres aires urbaines de la région : 56 % des résidents ont moins de 40 ans et 18 % ont 60 ans et plus.

Avec plus de 60 000 étudiants, Montpellier est en effet une ville étudiante qui regroupe un grand nombre de facultés et d'établissements d'enseignement supérieur. La proximité

avec les centres universitaires et la structure de qualification dans les entreprises favorisent une concentration de population au niveau d'étude élevé.

Le nombre de personnes diplômées et surtout le niveau de qualification est en augmentation : 33,2 % sont diplômés de l'enseignement supérieur contre 20,4 % au niveau régional.

Cette croissance démographique, la répartition et la qualification de la population constituent un moteur pour l'économie locale.

2. Un pôle d'emploi attractif caractérisé par une économie à dominante métropolitaine et présente

En 2006, l'agglomération de Montpellier compte 186 200 emplois. Depuis 1999, l'emploi a évolué de façon particulièrement dynamique : + 3 %, soit 5 000 emplois supplémentaires par an. Dans les agglomérations comparables, la hausse de l'emploi a été de moindre amplitude (+ 2 % par an). Ce sont dans les métiers de la culture et des loisirs, du bâtiment et des prestations intellectuelles (architectes, ingénieurs) que le rythme de progression de l'emploi a été la plus marquée. Ces métiers, ainsi que ceux de santé et de d'action sociale, d'éducation et de formation, de conception et de recherche sont mieux représentés dans l'agglomération montpelliéraine.

La composante rayonnement métropolitain

L'agglomération de Montpellier compte 39 500 emplois de cadres, soit 21 % de l'ensemble des emplois, contre 19 % dans les agglomérations comparables. Ce sont principalement dans les fonctions de conception et de recherche (79 %), de culture et de loisirs (51 %), d'éducation de formation (47 %) que les cadres sont plus représentés.

Par ailleurs, l'Agglomération de Montpellier constitue le 5ème site français pour la recherche scientifique publique et regroupe sur son territoire les principaux organismes de recherche nationaux : CEMAGREF, CIRAD, CIRAD, CNRS, IFREMER, INRA, INSERM, IRD...

Les filières économiques cibles de l'Agglomération sont la santé, les technologies de l'information et de la communication, l'environnement, l'eau et l'agronomie.

| | |
|--|--|
| Les technologies de l'information et de la communication | 1.000 entreprises (croissance annuelle de 7.5%), 10.000 emplois (un des premiers bassins d'emploi TIC en France) |
| La santé | 3ème région française pour la densité de la recherche publique, 4ème CHU de France, 120 laboratoires publics, 2.000 chercheurs, 10.000 étudiants, 24.000 emplois |
| L'environnement | Une spécialisation dans les énergies renouvelables et la chimie verte. Le |

| | |
|-------------|--|
| | pôle de compétitivité DERBI dédié aux énergies renouvelables, l'institut Charles Gerhardt et le pôle de chimie de Balard |
| L'eau | La filière eau 600 chercheurs soit 1/3 du potentiel français et 400 entreprises, pôle de compétitivité à vocation mondiale Eau |
| L'agronomie | 2.500 chercheurs regroupés au sein d'Agropolis, pôle de compétitivité Qalimed |

Elles constituent les domaines d'excellence de l'agglomération et ont un positionnement national relayé par les sept pôles de compétitivité présents sur le territoire.

La composante économie présenteielle

Montpellier, avec son formidable taux de croissance démographique depuis 40 ans, a développé ce segment constitué des services marchands (commerce, artisanat, loisirs, soins des personnes) et publics (éducation, santé, administration) : soit une économie avec plus d'emplois que de capital mais des emplois à rémunérations dans l'ensemble moyennes ou faibles.

On peut également noter que 72% de l'ensemble des emplois sont issus de la sphère présenteielle contre 68% dans les agglomérations comparables

3. Une forte dynamique dans la création d'entreprises

La région Languedoc-Roussillon, et plus particulièrement le bassin d'emploi de Montpellier, possède une dynamique de créations d'établissements remarquable. Le nombre d'entreprises créées en 2006 représente 14,6 % des entreprises existantes pour la région contre 12,1 % pour l'ensemble des autres régions, hors Ile-de-France.

revenu net imposable a peu progressé pendant la décennie 1990-2000, moins que l'inflation ; il est légèrement inférieur à la moyenne correspondante pour les ménages hors Ile-de-France.

2. Un fort taux de chômage pour la région et l'agglomération

Malgré d'importantes créations d'emplois, l'agglomération de Montpellier enregistre un taux de chômage dépassant les 10 %.

B - Une situation économique complexe

La situation économique reste à nuancer au regard du taux de chômage du bassin d'emploi de Montpellier, d'un taux de survie des entreprises peu élevé et d'un niveau global de revenu en retrait par rapport aux autres régions.

Le chômage de longue durée y est élevé, 7% de plus que la moyenne régionale, et la proportion des demandeurs d'emploi considérés comme non qualifiés est supérieure à la moyenne régionale alors que leur niveau de formation est globalement plus élevé

1. Taux d'emploi et analyse des niveaux de revenus

Le rapport entre les emplois et la population totale est égal à 35 % dans l'aire urbaine de Montpellier à comparer au chiffre de 39 % au niveau national, soit un taux d'intégration dans le marché du travail plutôt faible.

La proportion des ménages non imposés à l'impôt sur le revenu est importante - près de la moitié du total - et leur

3. Des structures d'entreprises volatiles

Le fort dynamisme dans la création d'entreprises est également atténué par un taux de survie peu élevé en raison notamment de la taille des entreprises. La région Languedoc-Roussillon présente l'un des plus faibles taux de survie à 5 ans : 48,5% contre 55,6% en moyenne nationale.

Toutefois, les outils de développement économiques mis en place par l'Agglomération soutiennent activement la

pérennité des entreprises. En effet, 88 % des entreprises accompagnées par le Bic de Montpellier Agglomération ont franchi le cap de leur troisième anniversaire et 75 % celui de leur cinquième.

Sources : INSEE, OREF, CPER 2010-2013

Analyse des Atouts / Faiblesses / Opportunités / Menaces du territoire

Atouts

Démographie : Une forte croissance démographique
 Economie : Une économie forte et un développement économique technopolitain soutenu s'appuyant sur des dispositifs dédiés (pépinières d'entreprises, hôtels d'entreprises technologiques, parc d'activités) reconnus
 Economie : Un important rayonnement métropolitain (emplois relevant des fonctions métropolitaines)
 Innovation et enseignement supérieur : Fort potentiel de recherche, notamment public, plan Campus
 Transport et accessibilité : Des zones d'activités bien reliées au réseau de transports, un réseau de tramway très développé par comparaison aux agglomérations équivalentes
 Urbanisme : Une stratégie foncière et immobilière au service des pôles d'activités
 Habitat : Une politique ambitieuse en matière d'habitat
 Cohésion sociale : Des politiques publiques complémentaires et structurantes (ANRU, CUCS, ZFU, charte d'insertion, aide à la création et implantation d'entreprises,...)

Faiblesses

Economie : Un développement des richesses, de l'emploi, des revenus qui doit faire face à un développement démographique exceptionnel et une dynamique de métropolisation
 Economie : Peu d'emplois et d'activités relevant des retombées industrielles
 Economie / social : Un taux d'intégration dans le marché du travail plutôt faible
 Social : Un taux de chômage élevé, particulièrement dans les ZUS
 Habitat : Des besoins en matière d'habitat encore considérables malgré les efforts produits

Opportunités

Economie : Une dynamique existante autour des actions mises en œuvre par la technopole
 Innovation et enseignement supérieur : développement du tissu montpelliérain de la recherche et des universités dans le cadre du programme « Investissements d'Avenir »
 Transport, accessibilité, développement durable : Une volonté politique de privilégier les modes de déplacements alternatifs à la voiture et de renforcer l'intermodalité
 Cohésion sociale : Des dispositifs pluriannuels en cours (ANRU, CUCS, ZFU, clauses d'insertion,...) afin de renforcer la dynamique de cohésion sociale et de réduction des inégalités territoriales

Menaces

Social : Manque de solvabilité des ménages et des entreprises au regard de la croissance démographique et ses conséquences en matière de rareté et de coût du foncier
 Environnement : Pression sur la préservation et la mise en valeur des espaces verts et naturels
 Cohésion sociale : Renforcement des inégalités sociales et territoriales

I.2 Identification des stratégies locales de développement

A – Stratégies de développement économique de l'Agglomération de Montpellier

Depuis plus de 20 ans, l'Agglomération de Montpellier a basé le cœur de son développement économique autour du concept de technopole entendu comme un projet global de développement urbain alliant entrepreneuriat, culture, sport, universités... Ce choix a permis un développement économique soutenu, novateur et ciblé sur l'accompagnement de l'innovation et la création d'entreprises.

La stratégie économique de l'agglomération s'appuie sur quatre orientations majeures :

- La création d'infrastructures économiques performantes,
- L'innovation des services proposés aux entrepreneurs,
- Le développement de l'emploi,
- La promotion du territoire et de son économie.

I. La création d'infrastructures économiques performantes

L'Agglomération compte 18 parcs d'activités, représentant 2 400 entreprises et 27 000 emplois.

L'Agglomération de Montpellier dispose également d'une gamme complète d'immobiliers d'entreprises. L'offre regroupe 2 pépinières (Cap Alpha et Cap Omega), 3 hôtels d'entreprises (Hôtel d'Entreprises du Millénaire, Cap Delta et Cap Gamma), 2 ateliers relais (Montpellier et Prades-le-Lez) et 2 villages d'entreprises artisanales et de services - VEAS - (Montpellier et Cournonsec).

Par ailleurs, deux nouveaux programmes seront mis en service en 2011 : le Mibi, qui accueillera en 2011 les entreprises à vocation internationale et Cap Sigma qui complètera l'offre à destination des entreprises des sciences du vivant dans le Biopôle.

Enfin, inauguré en 1987, Cap Alpha héberge depuis 23 ans de jeunes entreprises innovantes, spécialisées dans les technologies de la santé et de l'environnement. En 2011, les travaux de requalification de Cap Alpha en pépinière « green tech » s'achèveront.

2. L'innovation dans les services proposés aux entrepreneurs

L'objectif est d'accompagner le développement des entreprises et de l'emploi.

2.1 *Accompagnement à la création d'entreprises innovantes*

Depuis 1987 plus de 445 entreprises ont été accompagnées dans le cadre du BIC (Business Innovation Center) Cap Alpha - Cap Omega de Montpellier Agglomération. Au total, 3 700 emplois ont été créés par les entreprises du BIC et le taux de survie à 3 ans des entreprises accompagnées est supérieur à 80 % (contre 65,5 % en moyenne nationale).

2.2 *Le partenariat avec la recherche et les pôles d'excellence*

Montpellier Agglomération soutient les activités de recherche et structure le développement de projets industriels en s'appuyant sur les 7 pôles de compétitivité de son territoire : Eurobiomed (santé), Q@LLI-MEDiterrannée (agronomie), Derbi (énergies renouvelables), Gestion des risques et Trimatec (technologies innovantes issues du nucléaire), Eau et Optitech (photonique).

2.3 *Le développement des entreprises, à travers les Pack Croissance PME, Pack Emploi et Pack Soft Landing*

Pour favoriser la croissance, le recrutement et l'internationalisation des entreprises de l'agglomération, Montpellier Agglomération a fait le choix de compléter sa stratégie d'appui aux entreprises à travers la construction d'offres de services. Trois packs sont proposés aux entreprises : le Pack Croissance (favoriser la croissance des

PME), le Pack Emploi (lever les freins liés au recrutement dans les PME) et le Pack Soft Landings (accompagner l'implantation d'entreprises étrangères sur le territoire montpelliérain).

2.4 *Le développement international, clé de la compétitivité des entreprises*

Plusieurs accords de coopération économique ont été développés pour favoriser le développement international des entreprises du territoire et permettre l'implantation de sociétés étrangères. Ces accords ciblent la Chine (Shanghai, EUPIC), les Etats-Unis (CCIT New jersey) et le Québec (Innopole de Sherbrooke).

3. **Le développement de l'emploi**

3.1 *La Cyber Base*

Depuis 2001, la Cyber Base met gratuitement à la disposition des chercheurs d'emploi une salle de travail et des outils informatiques pour les aider à trouver un emploi ou à créer leur propre entreprise.

3.2 *La MLJAM*

Montpellier Agglomération soutient la Mission Locale des Jeunes de l'Agglomération de Montpellier (MLJAM).

La MLJAM accueille, accompagne et oriente les jeunes de 16 à moins de 26 ans issus du système scolaire et sans emploi afin de les aider à s'insérer socialement et professionnellement.

3.3 L'insertion et la ligne 3 du tramway

Pour répondre aux besoins des entreprises et proposer des emplois aux personnes en difficulté d'insertion, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a intégré une clause sociale au marché de construction de la 3ème ligne du tramway.

Une équipe Emploi-Tramway interinstitutionnelle et pilotée par Montpellier Agglomération a été créée pour aider les entreprises à mettre en œuvre cette clause sociale. Cette équipe est chargée de recueillir les offres d'emplois des entreprises, de sélectionner les candidats et de les suivre après le recrutement.

3.4 Le soutien aux structures d'accompagnement économique

Montpellier Agglomération participe au financement des associations œuvrant de façon opérationnelle dans le domaine de la création d'entreprises, de l'insertion et de l'emploi.

4. La promotion du territoire et de son économie

La promotion du territoire et de ses entreprises est au cœur de la stratégie du développement économique de l'Agglomération de Montpellier. Celle-ci s'exprime notamment à travers la réalisation d'une lettre économique publiée tous les deux mois à 30 000 exemplaires.

Par ailleurs, Montpellier Agglomération participe à plusieurs salons professionnels nationaux et internationaux et organise plusieurs réunions et missions d'affaires

B - Stratégies de développement économique régionales

I. Les axes de développement du CPER 2007-2013

Un diagnostic à l'échelle de la région Languedoc-Roussillon qui fait écho aux grands enjeux socio-économique identifiés précédemment pour l'agglomération montpelliéraine

| | |
|--|--|
| Un patrimoine historique et naturel exceptionnel Une mauvaise articulation entre le potentiel en R&D et l'économie de l'innovation : Une formidable croissance démographique Un véritable pôle de matière grise | La Recherche est surtout publique et la part de chercheurs dans le domaine privé 25 % contre 58 % au niveau national reste faible. |
| | Dépense régionale des entreprises dans la R&D 30% seulement contre 66 % en moyenne nationale. |
| | |
| Un territoire de flux ouvert sur le monde | Une économie en renouvellement et trop peu structurée : Un secteur tertiaire omniprésent trop centré sur les services à la personne et des entreprises encore peu structurées |
| Une économie sociale et solidaire en plein essor | |
| Un cadre touristique par essence | Un paradoxe entre forte croissance d'emplois et taux de chômage élevé |

2. Les perspectives développées

- Assurer un développement territorial cohérent : « L'aire de Montpellier est devenue la clef de voûte d'un urbanisme régional atypique ». Ce modèle urbain languedocien fait écho au nouveau type territorial propice au développement économique tertiaire (type Silicon Valley).

- Mettre en œuvre un développement cohérent et durable, à travers une densification des centres-villes, l'utilisation du réseau de villes pour créer un nouvel urbanisme autour de polarités et engager un processus de métropolisation Lunel-Montpellier-Sète.
- Donner la priorité à la cohésion sociale en raison d'une composition sociodémographique déséquilibrée : croissance dans le même temps d'emplois métropolitains hautement qualifiés et d'emplois de service à la personne - des populations aux deux extrémités des échelles de salaire.
- Soutenir les territoires en difficulté tels que les zones rurales, les zones de reconversions industrielles (Alès et Béziers), les zones littorales (activités de pêche et maritime à moderniser), et les quartiers en difficulté des agglomérations.
- Favoriser l'accès au logement pour tous :
 - un taux de logements sociaux de 10,4 % contre 16 à 17 % en moyenne nationale,
 - une demande en logements étudiants et en logements destinés aux personnes âgées croissante.
- Lutter contre la forte pression foncière en centre-ville mais aussi en zone périurbaine immédiate. Dans ce contexte, les grands enjeux d'aménagement :
 - valoriser le capital humain,

- soutenir les entreprises du Languedoc Roussillon,
- garantir un aménagement équilibré du territoire,
- assurer le renouvellement de l'offre de transports par l'intermodalité et développer les réseaux de télécommunications,
- renforcer la cohésion sociale.

3. Le Schéma Régional de Développement Economique - Stratégie économique régionale de valorisation et d'intégration des ressources

Définition de 3 objectifs économiques précis à atteindre à l'horizon 2015 :

- atteindre un PIB par habitant équivalent à la moyenne européenne (retard de 12 points par rapport à cette moyenne en 2002) ;
- atteindre un taux de chômage équivalent à la moyenne européenne (13,1 % contre 9 % en Europe en 2002) ;

- atteindre un taux d'investissement des entreprises en pourcentage du PIB équivalent à la moyenne européenne, dans la mesure où les entreprises régionales assument moins de 1,5% des investissements réalisés en France.

La Région compte notamment :

- favoriser la culture d'entreprise, afin de susciter des vocations de créateur d'entreprise ;
- accorder la priorité absolue à la création et à la transmission d'entreprise ;
- être partenaire actif des entreprises en développement ;
- soutenir les efforts de pérennité des entreprises ;
- être le garant des solidarités économiques ;
- se doter d'une ingénierie financière performante.

2. AXES STRATEGIQUES PRIORITAIRES DE REDYNAMISATION ECONOMIQUE

Le plan local de redynamisation de Montpellier a pour objectif de favoriser la création d'activité économique et d'emploi en compensation aux pertes économiques liées au départ des deux écoles militaires.

Le PLR de Montpellier intègre particulièrement les dimensions suivantes :

- développement de l'économie locale et de ses PME,
- effet levier sur les politiques publiques locales,
- aide aux publics sensibles, jeunes de moins de 26 ans, demandeurs d'emploi de longue durée et personnes des quartiers prioritaires.

Le plan local de redynamisation a été construit pour être particulièrement intégré aux politiques locales menées par la ville de Montpellier et par l'Agglomération de Montpellier.

La Ville et l'agglomération de Montpellier sont engagées dans une stratégie de développement préconisant en particulier le réinvestissement urbain à proximité des axes de transport public, et un développement économique fort en termes d'innovation et de développement durable.

Les enjeux identifiés ne relèvent cependant pas tous du présent Plan Local de Redynamisation. En effet, des politiques publiques européennes, nationales, régionales ou locales (ANRU, ZFU, CUCS, FEDER...) intègrent déjà ces enjeux. Le Plan Local de Redynamisation s'inscrit en complémentarité avec ces politiques publiques dans le cadre d'un projet intégré de territoire. Ainsi le thème de l'employabilité des personnes issues des quartiers en difficulté et de leur "inclusion sociale" est largement développé dans l'appel à projets "développement urbain – Axe III Mesure 4" au titre du Programme Opérationnel "Compétitivité régionale et emploi 2007-2013" bénéficiant d'une participation du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER).

Afin de développer une nouvelle offre économique et de relier la revitalisation des quartiers les plus en difficulté à la dynamique de développement de l'agglomération, et donc de contribuer à la réduction des disparités intra urbaines, la Ville et l'Agglomération souhaitent accentuer leur intervention commune autour de 4 axes forts :

- **Proposer une programmation urbaine innovante et créatrice d'emplois pour la reconversion des sites de l'EAI et de l'EMSAM,**

for

- Développer des infrastructures économiques performantes,
- Accroître l'attractivité et la compétitivité du territoire,
- Favoriser l'insertion des publics prioritaires.

AXE I PROPOSER UNE PROGRAMMATION URBAINE INNOVANTE POUR LA RECONVERSION DES SITES DE L'EAI ET DE L'EMSAM

La Ville de Montpellier, consciente de l'importance stratégique de tels sites, par leur échelle et par leur localisation, entend en faire le support d'un projet urbain et économique ambitieux.

C'est pourquoi, en vue de la définition d'un programme d'aménagement, le choix s'est porté :

- pour l'EAI, sur le lancement d'un "appel à idées" ouvert très largement à des équipes pluridisciplinaires et innovantes ayant pour objectif de contribuer, sur un site unique tant par sa situation que par sa composition, à l'émergence de programmes originaux et novateurs.
- sur l'EMSAM, par l'engagement d'études de programmation visant à la création d'une véritable

« cité de la jeunesse », en lien notamment avec le projet Campus.

A la suite de la définition d'un programme d'aménagement issue des conclusions de l'appel à idées, la Ville de Montpellier s'engagera sur un dispositif permettant, en concertation avec la population d'arrêter le projet de restructuration de l'Ecole d'Infanterie. Les résultats du concours participeront à la définition des conditions de cession des terrains conformément aux extraits des conseils des ministres diffusés par le gouvernement et en particulier celui du 13 octobre 2008 qui a acté que dans les zones couvertes par un plan local de redynamisation, les conditions de cession pourront être aménagées en fonction de son projet d'aménagement et de sa situation économique.

Cet axe stratégique est décliné en 2 mesures de redynamisation du territoire :

- Mesure 1 : lancement d'un appel à idées sur le site de l'EAI
- Mesure 2 : réalisation d'études patrimoniale de programmation urbaine sur le site de l'EMSAM

108

AXE 2 DEVELOPPER DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES PERFORMANTES

Montpellier Agglomération s'est fixé comme objectif le développement équilibré de son territoire, notamment en favorisant la création d'emplois de proximité afin de limiter les déplacements domicile/travail. La constitution d'une offre foncière et immobilière adaptée est l'un des outils de développement du tissu économique.

Le Plan Local de Redynamisation permettra de développer ces infrastructures à travers la réalisation d'un immobilier dédié aux entreprises de la filière éco-construction et par l'aménagement d'une zone d'activité. Les marchés d'aménagement de cette zone d'activité disposeront de clauses sociales.

Cet axe stratégique est décliné en 3 mesures de redynamisation du territoire

- **Mesure N°3 : Schéma directeur de VEAS et positionnement du nouveau VEAS**
- **Mesure N°4 : Réalisation d'un VEAS dédié à la filière éco-construction**

- **Mesure N°5 : Développer l'offre foncière à destination des entreprises – Mise en place de clauses sociales**

AXE 3 ACCROITRE L'ATTRACTIVITE ET LA COMPETITIVITE DU TERRITOIRE

L'action économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier vise à soutenir la croissance des entreprises sur son territoire, notamment en termes d'investissements et de création d'emplois. Pour cela, l'appui aux filières économiques stratégiques constitue un enjeu de premier plan.

Dans le cadre du PLR, l'Agglomération de Montpellier mettra en œuvre des actions de développement de la filière éco-construction. Cette action s'inscrit également en lien avec le lancement d'un VEAS dédiée aux entreprises de l'éco-construction.

Parallèlement, l'Agglomération s'est engagée dans une politique d'attractivité, visant à favoriser l'implantation sur son territoire d'entreprises exogènes.

La création d'un fonds de soutien au développement permettra aux sociétés souhaitant s'implanter localement d'engager des plans de croissance.

Cet axe stratégique est décliné en 2 mesures de redynamisation du territoire :

- Mesure N°6 : Développer la filière éco-construction
- Mesure N°7 : Fonds dédié au développement des entreprises sur le territoire de l'Agglomération

AXE 4 FAVORISER L'INSERTION DES PUBLICS PRIORITAIRES

Malgré un dynamisme économique soutenu, la ville de Montpellier et son agglomération connaissent un taux de chômage particulièrement important dans les zones urbaines sensibles. Or, l'accès ou le retour à l'emploi est le premier facteur d'insertion sociale. La Ville et l'Agglomération de Montpellier développent ou soutiennent des actions visant l'insertion professionnelle par l'emploi salarié ou la création d'activité.

Le PLR permettra de développer de nouvelles actions en faveur de l'insertion professionnelle par la mise en place de chantiers d'insertion destinés à « remettre le pied à l'étrier » ou qualifier des personnes éloignées de l'emploi et

développer le commerce de proximité dans les quartiers sensibles qui créeront des emplois et du lien social, participant ainsi à l'inclusion sociale des habitants.

Cet axe stratégique est décliné en 2 mesures de redynamisation du territoire :

- Mesure N° 8 : Soutien à la mise en œuvre de chantiers d'insertion
- Mesure N°9 : Mise en œuvre d'un dispositif de soutien du tissu commercial en Zone Urbaine Sensible

2. FICHES ACTIONS

Axe n°1
PROPOSER UNE PROGRAMMATION INNOVANTE POUR LA
RECOMPOSITION DES SITES DE L'ÉAI ET L'ÉMSAM

Mesure N°1
Lancement d'un appel à idées sur le site de l'ÉAI

ACTION ELIGIBLE AU FRED

Description de l'opération : Appel à idées pour le réaménagement du site de l'ÉAI

Contexte de l'opération :

Le départ des écoles militaires constitue une perte économique importante mais aussi une opportunité de réaménager un site peu ouvert sur la Ville bien que situé à moins d'un kilomètre à vol d'oiseau du centre-historique.

La Ville de Montpellier consiente de l'importance stratégique d'un tel site, non seulement par son échelle mais aussi par sa localisation, entend en faire le support d'un projet urbain et économique lancement d'un « appel à idées » ouvert très largement à des équipes pluridisciplinaires et innovantes ayant ainsi pour objectif de

contribuer, sur un site unique tant par sa situation que par sa composition, à l'émergence d'un programme original et exceptionnel

Peut répondre toute équipe intéressée par la programmation urbaine et le devenir d'un site urbain stratégique, toute structure, groupement ou personne à même d'apporter une réponse de par son professionnalisme ou son engagement personnel et associatif : urbanistes, économistes, architectes, ingénieurs, paysagistes, designers, communicants, sociologues, promoteurs, artistes, etc... ; les associations et les étudiants peuvent notamment y participer.

Objectifs poursuivis :

Le lancement de cet « appel à idées » a pour objectif de contribuer, sur un site unique tant par sa situation que par sa composition, à l'émergence d'un programme original et exceptionnel. Le maître mot de cet appel à idées est « innovation » non seulement en termes de créativité urbaine et architecturale mais également en termes de combinaisons programmatiques activités/logements/services/loisirs.

Calendrier de réalisation (phasage) : 2010

Maître d'ouvrage : Ville de Montpellier

Coût total (prévisionnel) : 200K€

Tableau de financement (nature des crédits et cofinanceurs) :

- Etat via le FRED : 100K€ (50%)
- Collectivités locales : 100K€ (50%)

Evaluation - effets attendus : nombre de participants, qualité des propositions effectuées,

nd

Axe n°1
PROPOSER UNE PROGRAMMATION INNOVANTE POUR LA
RECOMPOSITION DES SITES DE L'EAI ET L'EMSAM

Mesure N°2a

Réalisation d'une étude patrimoniale sur le site de l'EMSAM

ACTION ELIGIBLE AU FRED

Description de l'opération : Conduite d'une étude patrimoniale visant à évaluer la programmation architecturale et urbaine la mieux adaptée au site des casernes de Lauwe et de Tastavin. L'étude ayant été lancée avant que ne soit décidée la création du lycée d'excellence, seule la première phase des études, engagée avant cette annonce, a été réalisée et est donc éligible au PLR.

Contexte de l'opération : En articulation avec l'étude urbaine globale des sites militaires et de sites en renouvellement urbains voisins, l'étude porte sur les éléments suivants :

- Connaissance approfondie des édifices des la caserne de Lauwe et Tastavin (analyse historique et patrimoniale, état sanitaire et expertise technique du bâtiment).
- Faisabilité au vu du programme de reconversion des

casernes.

Objectifs poursuivis : Respect et valorisation d'un site de qualité patrimoniale en conciliation avec les normes de vie et d'accueil du public actuelles.

Calendrier de réalisation (phasage) : 2010

Maître d'ouvrage : Ville de Montpellier

Coût total (prévisionnel) : 20 335€

Tableau de financement (nature des crédits et cofinanceurs) :

- Etat via le FRED : 10 167€ (50%)
- Ville de Montpellier : 10 168€ (50%)

Evaluation - effets attendus : Apporter les éléments d'informations nécessaires afin de veiller à ce que la programmation architecturale et urbaine de reconversion du site respecte et valorise le cadre patrimonial des bâtiments des anciennes casernes.

Axe n°1

PROPOSER UNE PROGRAMMATION INNOVANTE POUR LA RECOMPOSITION DES SITES DE L'EAI ET L'EMSAM

Mesure N°2b

Réalisation d'une étude de programmation urbaine sur le site de l'EMSAM

ACTION ELIGIBLE AU FRED

Description de l'opération : Conduite d'une étude préalable afin de définir les facteurs pour une insertion urbaine réussie du site de l'EMSAM transformé en lycée d'excellence.

Contexte de l'opération : La reconversion du site militaire de l'EMSAM doit permettre d'ouvrir ces sites sur leur environnement urbain afin d'offrir une meilleure insertion urbaine et paysagère dans la ville :

- La perméabilité de ces sites dont les emprises sont très prégnantes à l'échelle du tissu de faubourgs dans lequel ils s'insèrent doit être améliorée par la création de liaisons douces côté Lauwe et d'un parc public côté Tastavin.
- L'accès à un espace de mémoire (cachots de la Gestapo) situé à l'arrière du bâtiment de la caserne de Lauwe doit être rendu public.
- Le réaménagement de la rue du 81° Régiment, en

particulier au niveau de ses carrefours afin de prendre en compte les besoins liés aux nouveaux usages du site.

Objectifs poursuivis :

- Conduire une analyse urbaine du site de l'EMSAM.
- Définition des aménagements suivants :
 - * Création d'un cheminement le long du Chambéry.
 - * Requalification de l'avenue du 81° Régiment avec faisabilité.
- Rédaction de prescriptions au niveau des limites séparatives entre parc et la caserne Tastavin (internat du lycée d'excellence).
- Réflexion sur l'ensemble des limites séparatives de la caserne Tastavin, Lauwe et terrains de sports.

Calendrier de réalisation (phasage) : 2010

Maître d'ouvrage : Ville de Montpellier

Coût total (prévisionnel) : 7 176€

Tableau de financement (nature des crédits et cofinanceurs) :

- Etat via le FRED : 3 588€ (50%)
- Ville de Montpellier : 3 588€ (50%)

Evaluation - effets attendus :

- Définir les aménagements sur l'espace public favorisant l'insertion urbaine du lycée d'excellence.

Mu

- Apporter des éléments de faisabilité technique des aménagements à prévoir.

8

Axe n°2
DEVELOPPER DES INFRASTRUCTURES PERFORMANTES

Mesure N°3
Schéma directeur des VEAS

ACTION ELIGIBLE AU FRED

Description de l'opération : Réalisation d'un schéma directeur sur l'Agglomération de Villages d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) et positionnement d'un VEAS dédié à la filière éco-construction.

Contexte de l'opération : Montpellier Agglomération s'est fixé comme objectif le développement équilibré de son territoire, notamment en favorisant la création d'emplois de proximité afin de limiter les déplacements domicile/travail. La constitution d'une offre foncière et immobilière adaptée est l'un des outils de développement du tissu économique.

Après la réalisation d'un premier village d'entreprise sur le parc d'activité Parc 2000 au nord de la ville de Montpellier puis d'un second à l'ouest de l'Agglomération sur la commune de Cournonsec, le principe de la réalisation d'un

troisième village a été décidé.

Conçu pour accueillir des petites entreprises notamment dans le domaine de l'éco-construction, le Village d'Entreprises Artisanales et de Services sera réalisé en partenariat avec la Chambre des Métiers. Les VEAS proposent aux entreprises deux types de locaux : des bureaux ou des ateliers avec bureau.

Objectifs poursuivis :

Cette étude permettra de réaliser un schéma de développement de l'offre VEAS sur le territoire de l'Agglomération mais également d'affiner le positionnement du nouveau VEAS.

Calendrier de réalisation : 2012

Maître d'ouvrage : Montpellier Agglomération

Coût total : 50 K€

Tableau de financement (nature des crédits et cofinanceurs) :

- Etat via le FRED : 25 K€ (50%)
- Montpellier Agglomération : 25 K€ (50%)

Evaluation - effets attendus : Schéma directeur des VEAS réalisé.

Me

Axe n°2
DEVELOPPER DES INFRASTRUCTURES PERFORMANTES

Mesure N°4
Réalisation d'un VEAS dédié à la filière éco-construction

ACTION ELIGIBLE AU FNADT

Description de l'opération : Réalisation d'un Village d'Entreprises Artisanales et de Services dédié à la filière éco-construction

Contexte de l'opération :

Montpellier Agglomération s'est fixé comme objectif le développement équilibré de son territoire, notamment en favorisant la création d'emplois de proximité afin de limiter les déplacements domicile/travail. La constitution d'une offre foncière et immobilière adaptée est l'un des outils de développement du tissu économique.

Après la réalisation d'un premier village d'entreprise sur le parc d'activité Parc 2000 au nord de la ville de Montpellier puis d'un second à l'ouest de l'Agglomération sur la commune de Cournonsec, le principe de la réalisation d'un

troisième village a été décidé, afin de répondre à la demande sur un secteur où l'offre foncière et immobilière est très faible.

Conçu pour accueillir des petites entreprises dans le domaine de l'éco-construction, le Village d'Entreprises Artisanales et de Services sera réalisé en partenariat avec la Chambre des Métiers.

Les VEAS proposent aux entreprises deux types de locaux : des bureaux ou des ateliers avec bureau.

Cette action est en lien avec le développement et l'animation de cette filière dans la mesure 6.

Objectifs poursuivis :

Le VEAS constitue une réponse immobilière locative favorisant les activités artisanales dédiées à l'écoconstruction dans son ensemble.

Ce bâtiment sera également un outil adapté à la promotion et valorisation de la filière éco-construction.

Calendrier de réalisation (phasage) : 2013-2014

Maître d'ouvrage : Montpellier Agglomération

Coût total (prévisionnel à confirmer suite aux études de programmation) :

MT

- Dépenses subventionnables (Acquisition, aménagement du VEAS) : 3 080 K€
- Recettes (estimation des loyers encaissés) : 1 980 K€
- Assiette subventionnable (déficit d'opération) : 1 100 K€

Tableau de financement prévisionnel, chiffres devant faire l'objet de confirmation : (nature des crédits et cofinanceurs)

- Etat via le FNADT : 440 K€ (40 %)
- Europe via le FEDER (à confirmer) : 220 K€ (20 %)
- Montpellier Agglomération : 440 K€ (40 %)

Evaluation - effets attendus :

- Indicateur d'efficacité : taux d'occupation du VEAS : 40 % an 1, 60% an 2, 80 % an 3.
- Indicateur d'efficience pour le suivi de l'opération :
 - Nombre d'emplois au sein de VEAS
 - Nombre d'entreprises implantées dans le VEAS

Axe n°2

DEVELOPPER DES INFRASTRUCTURES PERFORMANTES

Mesure N°5

Développer l'offre foncière à destination des entreprises – Mise en place de clauses sociales

ACTION ELIGIBLE AU FRED

Description de l'opération : Acquisition de foncier et aménagement du parc d'activité Garosud extension

Contexte de l'opération :

Le parc d'activité Garosud extension est situé au sud-ouest de la ville de Montpellier à la sortie d'autoroute Montpellier Ouest.

Garosud extension cible l'accueil d'entreprises industrielles, artisanales et de négoce professionnel et de logistique urbaine.

Il représente une surface cessible de 8 hectares. Cette opération se veut être un modèle environnemental en adéquation avec la démarche volontariste de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière de développement durable.

Par ailleurs, dans le cadre du PLR, les marchés d'aménagement du parc d'activité Garosud extension comporteront des clauses sociales qui représenteront entre 7 et 10 % des heures travaillées. Au vu de la nature des travaux et de leur volume, les objectifs poursuivis seront compris entre 6 et 9 personnes en insertion dont au moins 60% seront en emploi sur une durée supérieure ou égale à 6 mois et ou en formation qualifiante en Contrat de Professionnalisation à l'issu des travaux.

Objectifs poursuivis :

- Offrir des opportunités foncières aux PME de l'Agglomération,
- Accueillir des activités artisanales, industrielles créatrices d'emploi,
- Concevoir un aménagement qui favorise des PME/PMI dans le respect de l'environnement,
- mettre en place des clauses sociales dans les marchés de travaux.

Calendrier de réalisation (phasage) : 2012 – 2015 (Tranche 2 et tranche 3).

Maître d'ouvrage : Montpellier Agglomération

Coût total (prévisionnel) :

- Dépenses subventionnables (Acquisitions, études,

aménagement de la zone) : 9 077 K€
- Recettes (cessions foncières) : 7 662 K€
- Assiette subventionnable (déficit d'opération) : 1 415 K€

Tableau de financement (nature des crédits et cofinanceurs) :

- Etat via le FRED : 429 K€ (30,3%) portant sur les dépenses d'aménagement sur un montant défini à partir du déficit prévisionnel de l'opération
- Montpellier Agglomération : 986 K€ (69,7%)

Evaluation - effets attendus :

- nombre d'entreprises implantées : objectif de 15 entreprises.
- emplois implantés sur la zone : objectif de 350 emplois.
- suivi socio professionnel des personnes en insertion sur 24 mois.

Axe n°3
ACCROITRE L'ATTRACTIVITE ET LA COMPETITIVITE DU
TERRITOIRE

Mesure N°6
Développer la filière éco-construction

ACTION ELIGIBLE AU FRED

Description de l'opération : Actions de développement de la filière éco-construction.

Contexte de l'opération :

L'éco-construction s'inscrit dans un contexte en forte évolution soutenu par le développement de politiques de lutte contre le réchauffement climatique.

Important en nombre d'acteurs, de salariés et de chiffre d'affaires, le secteur du bâtiment et des travaux publics tient une place importante dans l'économie de l'Agglomération. La décennie 2010/2020 va voir se développer sur le territoire montpelliérain un nombre important de projets structurants publics et privés.

Entrainé par une économie résidentielle en forte croissance,

le secteur de la construction confirme la réalisation de 5 000 logements nouveaux par an sur l'agglomération et d'importants chantiers publics structurants irrigueront l'économie comme le CNM, le déplacement de l'A9, les lignes 3, 4 et 5 de tramway, ainsi que la construction de plusieurs nouvelles gares.

Cette dynamique peut également s'appuyer sur des projets particulièrement novateurs et démonstratifs : le réaménagement du site de l'EAI et le projet Ecocité « de Montpellier à la Mer ».

Dans le cadre de sa politique d'appui aux filières économiques stratégiques, l'Agglomération souhaite mettre en place un plan de développement complet de la filière éco-construction.

Cette action s'inscrit également en lien avec le lancement d'un VEAS dédiée aux entreprises de l'éco-construction.

Objectifs poursuivis :

Le plan d'action de développement de la filière s'appuiera sur :

- une étude d'opportunité et de définition d'une stratégie de développement de la filière éco-construction,
- le financement d'un chargé de mission filière dédié,
- le financement d'actions collectives à destination des entreprises de la filière.

rev

Calendrier de réalisation (phasage) : 2011 – 2014

Maître d'ouvrage : Agglomération de Montpellier

Coût total (prévisionnel) : 125 K€

An 1 : 35 K€ d'études

An 2 : 20 K€ action collective, 20 K€ communication, 5 K€ pour soutenir une association

An 3 : 20 K€ action collective, 20 K€ communication, 5k€ pour soutenir une association

Tableau de financement (nature des crédits et cofinanceurs) :

- Etat via le FRED : 62,5 K€ (50%)
- Montpellier Agglomération : 62,5 K€ (50%)

Evaluation - effets attendus :

- Promotion de la filière,
- Nombre d'actions collectives mises en place pour les entreprises de la filière : objectif 1 pour l'année 2 et 1 pour l'année 3.

AXE n°3 ACCROITRE L'ATTRACTIVITE ET LA COMPETITIVITE DU TERRITOIRE

Mesure N°7

Fonds dédié au développement des entreprises sur le territoire de l'Agglomération

ACTION ELIGIBLE AU FRED

Description de l'opération : Fonds de soutien pour accompagner le développement des entreprises sur le territoire de l'Agglomération.

Contexte de l'opération :

L'action économique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier vise à soutenir la croissance des entreprises sur son territoire, notamment en termes d'investissements et de création d'emplois. Parallèlement, l'Agglomération s'est engagée dans une politique d'attractivité, visant à favoriser l'implantation sur son territoire d'entreprises exogènes.

La création d'un fonds de soutien au développement permettra aux sociétés souhaitant s'implanter localement d'engager des plans de croissance.

Ce fonds sera complémentaire aux dispositifs régionaux et départementaux existants.

Les projets de développement éligibles devront s'engager sur des plans d'investissements et de création d'emplois. Les critères d'intervention seront concertés avec la Région et le Département et validés par le comité de suivi du PLR. Le plafond d'intervention du fond sera fixé à 10 000 euros par emploi maximum.

Objectifs poursuivis :

- Favoriser l'implantation d'entreprises,
- Favoriser l'investissement des entreprises,
- Favoriser la création d'emplois.

Calendrier de réalisation (phasage) : 2011 - 2014

Maître d'ouvrage : Agglomération de Montpellier

Coût total (prévisionnel) : 210 K€

Tableau de financement (nature des crédits et cofinanceurs) :

- Etat via le FRED : 105 K€ (50%)
- Montpellier Agglomération : 105 K€ (50%)

Evaluation - effets attendus :

- Nombre d'entreprises aidées :
Objectif de 3 entreprises

- Création d'emplois :
Objectif minimum de création de 21 emplois

8

124

Axe n°4
FAVORISER L'INSERTION DES PUBLICS PRIORITAIRES

Mesure N° 8
Soutien à la mise en œuvre de chantiers d'insertion

ACTION ELIGIBLE AU FNADT

Description de l'opération : Favoriser le développement de chantiers d'insertion visant à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi durable.

Contexte de l'opération : Deux types de chantiers peuvent être mis en place :

- Chantiers de réhabilitation et valorisation du patrimoine (bâti ou non) mettant en œuvre des matériaux et technique de l'éco-construction,
- Chantiers métiers du tertiaire et de la communication appliqués notamment à la promotion et au développement de la filière éco-construction.

Les chantiers d'insertion et le recours aux clauses sociales représentent une réelle opportunité de collaboration entre le monde économique et les acteurs locaux de l'insertion

professionnelle, au bénéfice de l'emploi et du développement local. Leur mise en œuvre permet d'offrir à de nombreuses personnes un parcours d'insertion, mais aussi de retrouver un emploi durable ou d'entamer une formation qualifiante.

A l'échelle des quartiers relevant de la Politique de la Ville, l'accès à l'emploi durable constitue un des enjeux majeurs repéré tant au niveau du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (et des projets territoriaux de cohésion sociale) que des conventions relatives aux Projets de Rénovation Urbaine contractualisés avec l'ANRU.

Parmi les différents outils mobilisables, les chantiers d'insertion constituent une étape essentielle afin de permettre à des publics, dont prioritairement les jeunes, de s'inscrire dans des parcours d'insertion professionnelle durable.

La mobilisation de supports techniques d'intervention, notamment autour de la réhabilitation et la valorisation du patrimoine (bâti ou non) ainsi que de l'éco-construction constitue un enjeu important en termes d'acquisition de compétences liées à des secteurs d'activité en tension au niveau de l'emploi ; de même qu'en matière de valorisation et d'appropriation du cadre de vie.

Le développement de chantiers d'insertion doit donc s'envisager en lien avec des opérations d'aménagement, tant

sur le périmètre des quartiers concernés que sur d'autres territoires de la Ville et de l'Agglomération.

De façon complémentaire, le chantier « métiers du tertiaire et de la communication » proposera ses activités de production aux collectivités territoriales et services publics : réalisation de documents administratifs, de supports de communication et participation au montage et à l'accueil d'événements publics. Des outils de promotion liés à la valorisation et au développement de la filière éco-construction seront également réalisés.

Objetifs poursuivis :

Développer des actions d'insertion professionnelle, de type chantier d'insertion, permettant :

- d'amener les personnes à une plus grande autonomie.
- De permettre l'acquisition de savoirs, savoirs-faire et savoirs-être nécessaires pour occuper un emploi.
- De favoriser l'accès à un premier niveau de qualification en valorisant les compétences acquises.
- De créer des passerelles vers l'emploi ou la formation professionnelle.

Proposer des supports d'intervention techniques permettant la mobilisation et l'acquisition de compétences liés à des

métiers en tension.

Calendrier de réalisation (phasage) : 2011-2012-2013-2014

Maître d'ouvrage : Associations spécialisées sur appel à projet restreint

Coût total (prévisionnel) : 1 700 K€ sur la base deux chantiers annuels pendant les 3 ans du PLR.
Coût par chantier : entre 250 K€ et 300 K€.

Tableau de financement (nature des crédits et cofinanceurs) :

- Etat, Département, Fonds Européens : 1 230 K€
- Collectivités territoriales : Ville de Montpellier (150 K€), Agglomération de Montpellier (90 K€)
- FNADT : 240 K€

Evaluation - effets attendus :

- Participants aux chantiers d'insertion : Objectif de 44 personnes par an soit 132 personnes sur les 3 ans du PLR
- Accès à l'emploi durable : CDI, CDD de + de 6 mois, création d'entreprise, etc.
- Entrée en formation qualifiante.

Axe n°4
FAVORISER L'INSERTION DES PUBLICS PRIORITAIRES

Mesure N°9
Mise en œuvre d'un dispositif de soutien du tissu commercial en Zone Urbaine Sensible

ACTION ELIGIBLE AU FRED

Description de l'opération : Favoriser le développement du tissu commercial par l'implantation de nouveaux commerces ou le renforcement des commerces existants en Zone Urbaine Sensible.

Contexte de l'opération :

La proximité revêt, pour les habitants implantés dans leur quartier, une importance particulière en termes de sociabilité. Le commerce de proximité favorise l'expression de relations interpersonnelles et nourrit le sentiment d'intégration dans la vie de quartier. Elle contribue à la convivialité et au renforcement du lien social, au climat social et à la qualité résidentielle du quartier,

L'implantation de nouveaux commerces de proximité et le renforcement des commerces existants dans les zone

urbaine sensible concourent à développer l'emploi des résidents des quartiers des ZUS et garantissent un accès commercial à courts admissibles à certaines personnes ou ménages ayant un accès réduit aux moyens de transport ou aux équipements périphériques tout en augmentant le sentiment de sécurité dans le quartier.

Il est également admis que l'absence de choix dans la nature des activités présentes (sur-représentation des commerces à bas prix ou des activités de service, par exemple) ainsi qu'un taux de vacances élevé constituent des freins à la fréquentation commerciale.

Or, l'implantation de nouveaux commerces pâtit essentiellement de deux phénomènes : le prix des pas de porte ou du foncier commercial et l'insuffisance du nombre de candidats à la reprise des commerces et la longévité de leur activité.

Si sur ce dernier point des actions existent dans le sens de la formation des commerçants et du soutien à leur gestion financière par la chambre des Métiers, le soutien direct au preneur à bail est un dispositif spécifique de nature à inciter de nouvelles implantations.

Pourtant, il est reconnu que les trois premières années d'une implantation commerciale sont décisives pour consolider l'activité développée. Ainsi, pour faciliter ces implantations ou les renforcer en cas de transfert dans un

bâtiment neuf, un dispositif d'allègement des frais fixes par le remboursement dégressif durant 3 ans d'une partie du loyer est de nature à soutenir les commerçants et favoriser leur ancrage sur le territoire de la ZUS.

Objectifs poursuivis :

Soutenir et favoriser l'implantation d'une offre commerciale diversifiée de proximité en ZUS sous la condition qu'elle vise à recréer des conditions de centralité commerciale (par exemple regroupement des commerçants autour d'un commerce "locomotive" avec des aménagements adaptés pour le stationnement et l'accessibilité piétonne) ou qu'elle facilite la reprise et le renforcement de l'offre existante.

Ainsi, dans la limite d'un plafond annuel de loyer de 150€/m² et conformément au décret du 30 décembre 2009 et sa circulaire d'application du 14 janvier 2010 :

- Pour la création ou la reprise d'entreprise, prise en charge d'une part du loyer limitée à 50% la 1^{ère} année, 35% la deuxième année et 20% la troisième année.
- Pour une entreprise déjà existante, prise en charge d'une part du loyer limitée à 30% la 1^{ère} année, 30% la deuxième année et 20% la troisième année.

Cette mesure s'applique pour un ou plusieurs commerces rassemblant une superficie maximale de 600 m².

Calendrier de réalisation (phasage) : 2012-2013-2014

Maître d'ouvrage : Preneur à bail

Coût total (prévisionnel) : 270 K€

Tableau de financement (nature des crédits et cofinanceurs) :

- Etat via le FRED : 85 K€ (31%)
- Preneur à bail : 185 K€ (69%)

Evaluation - effets attendus :

- Nombre, nature et situation des commerces nouvellement implantés (objectif : 4 nouvelles implantations).
- Diversité des commerces présents par rapport aux autres quartiers résidentiels.

128

3. TABLEAU DE SYNTHÈSE

| Description de l'action | N° | Coût total | Ville de Montpellier | Montpellier Agglomération | PLR (FRED-FNADT) | Autres |
|---|----|-------------------|----------------------|---------------------------|-------------------|-----------------|
| Axe 1 - PROPOSER UNE PROGRAMMATION INNOVANTE POUR LA RECOMPOSITION DES SITES DE L'EAU ET L'EMSAM | | | | | | |
| Lancement d'un appel à idées sur le site de l'EAU | 1 | 200 000€ | 100 000€ | | 100 000€ | |
| Etude patrimoniale et de programmation urbaine sur le site de l'EMSAM | 2 | 28 000€ | 14 000€ | | 14 000€ | |
| Axe 2 - DEVELOPPER DES INFRASTRUCTURES PERFORMANTES | | | | | | |
| Schéma directeur de VEAS et positionnement du nouveau VEAS | 3 | 50 000€ | | 25 000€ | 25 000€ | |
| Réalisation d'un VEAS dédié à la filière éco-construction | 4 | 1 100 000€ | | 440 000€ | 440 000€ | 220 000€ |
| Développer l'offre foncière à destination des entreprises – Mise en place de clauses sociales | 5 | 1 415 000€ | | 986 000€ | 429 000€ | |
| Axe 3 - ACCROITRE L'ATTRACTIVITE ET LA COMPETITIVITE DU TERRITOIRE | | | | | | |
| Développer la filière éco-construction | 6 | 125 000€ | | 63 000€ | 62 000€ | |
| Fonds dédié au développement des entreprises sur le territoire de l'Agglomération | 7 | 210 000€ | | 105 000€ | 105 000€ | |
| Axe 3 - FAVORISER L'INSERTION DES PUBLICS PRIORITAIRES | | | | | | |
| Soutien à la mise en œuvre de chantiers d'insertion | 8 | 480 000€ | 150 000€ | 90 000€ | 240 000€ | |
| Mise en œuvre d'un dispositif de soutien du tissu commercial en Zone Urbaine Sensible | 9 | 270 000€ | | | 85 000€ | 185 000€ |
| TOTAL DE TOUTES LES ACTIONS | | 3 878 000€ | 264 000€ | 1 709 000€ | 1 500 000€ | 405 000€ |
| (%) Part du financement | | 100% | 6,8% | 44,1% | 38,7% | 10,4% |

4. GOUVERNANCE DU PROJET

Périmètre

Le périmètre d'application du PLR est celui des communes de l'agglomération de Montpellier.

Durée

Le PLR prend effet à compter de la date de sa signature pour une période de 3 ans durant laquelle les actions doivent être engagées juridiquement et comptablement. Ce contrat est éventuellement prorogé de 2 ans maximum, par avenant.

Contributions financières

Le PLR, conclu à hauteur de 3 878 000€, s'accompagne d'un soutien de l'Etat de 1 500 000€ de crédits FRED et FNADT. Ces fonds s'ajoutent aux crédits de droit commun relevant des différents dispositifs de l'Etat.

Les collectivités territoriales signataires consolident les engagements de l'Etat par un concours financier complémentaire permettant d'accompagner et de réussir les objectifs fixés. Le montant de ces contributions est défini dans le plan de financement joint.

Des dotations supplémentaires des fonds européens sont également mobilisables dans le cadre du présent PLR selon leurs critères d'éligibilité.

Le financement des projets proposés dans le cadre du PLR peut aussi faire appel à la participation du Conseil Régional du Languedoc-Roussillon après délibération de son assemblée.

Affichage des financements :

Les bénéficiaires des financements du PLR doivent s'engager à mentionner les participations financières de l'Etat et des collectivités sur tout support de communication, notamment dans leurs rapports avec les médias, par apposition du logo de l'Etat et de celui des collectivités.

Pendant toute la durée d'une opération financée par le PLR, les bénéficiaires s'engagent, à ce titre, notamment, à apposer sur les lieux de l'opération un panneau mentionnant, de façon visible, l'indication au public des concours financiers reçus ainsi que les logos des financeurs.

Par ailleurs, les bénéficiaires s'engagent à y apposer à cette occasion une plaque, mentionnant notamment la participation de l'Etat et celle des collectivités.

Validation des dossiers

Chaque projet fait l'objet d'un dossier d'opération, soumis aux procédures d'instruction et de programmation habituelles liées aux types de financement mobilisables.

Modalités de la Gouvernance

Le pilotage, le suivi et l'évaluation des mesures prévues au présent PLR est assuré par un comité de pilotage et de suivi présidé par le préfet de l'Hérault.

Ce comité se réunit au moins une fois par an.

Il est composé des membres suivants ou de leur représentant :

- le préfet de l'Hérault
- le maire de Montpellier
- le président de l'agglomération de Montpellier
- un représentant de la Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale
- le délégué interrégional aux restructurations de la défense pour la région Languedoc-Roussillon
- le directeur régional des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de l'emploi du Languedoc-Roussillon
- le directeur départemental des territoires et de la mer

Le comité de pilotage et de suivi peut s'adjoindre toute personne qualifiée en tant que de besoin. Le secrétariat du comité est assuré par la préfecture de l'Hérault.

A chaque réunion du comité, un point de situation précis de l'avancement des dossiers engagés et du niveau de réalisation des engagements est dressé. Le comité décide des orientations, définit et s'assure des conditions de comptage des emplois créés par les actions du contrat.

Au cours de sa mise en œuvre, le plan peut faire l'objet d'adaptations au vu des bilans d'exécution du programme d'actions soumis au comité de pilotage pour validation. Dans ce cadre, le comité de pilotage examine une fois par an l'état de la consommation des crédits à partir des données fournies par PRESAGE, procède à une évaluation des actions du PLR et, si nécessaire, à des réaffectations.

Mise en œuvre opérationnelle

Un comité technique de mise en œuvre opérationnelle assure l'animation opérationnelle et le suivi global du dispositif. Il veille à la coordination des actions, en lien avec les maîtres d'ouvrage désignés sur chaque fiche action.

Il valide également l'attribution des aides directes aux entreprises, prévues aux actions n°7 et n°9.

Il se réunit en principe à échéance trimestrielle.

Ce comité technique est présidé par le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault.

Il est composé des membres suivants :

- le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Hérault ou son représentant
- un représentant de la ville de Montpellier
- un représentant de l'agglomération de Montpellier
- le délégué interrégional aux restructurations de la défense pour la région Languedoc-Roussillon
- un représentant de la préfecture de l'Hérault
- un représentant de la DIRECCTE du Languedoc-Roussillon.

Evaluation

Une évaluation de la mise en œuvre du présent PLR est effectuée une fois par an par le comité de pilotage, en fonction des indicateurs de suivi et d'évaluation suivants :

- nombre d'emplois créés,
- nombre d'entreprises implantées sur les secteurs aidés (VEAS, Garosud extension, ZUS)
- nombre de personnes en insertion embauchées dans le cadre du PLR (clauses sociales, chantiers

d'insertion)

- nombre d'actions collectives mises en œuvre
- état des engagements de dépenses

(d'autres indicateurs peuvent être définis).

L'évaluation annuelle est l'occasion d'éventuelles propositions d'ajustements des objectifs et des moyens du PLR.

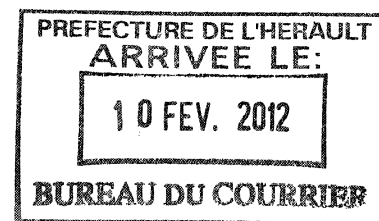


Annexe financière

Direction Aménagement
Programmation
Planification - Urbanisation
nouvelle

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 12

Séance publique du lundi 6 février 2012



Convoqué le mardi 31 janvier 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 6 février 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUË, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Marc DUFOUR, Jacques MARTIN

Absents :

Christian BOUILLE, Gabrielle DELONCLE, Martine PETITOUT

EcoCité « De Montpellier à la Mer » Programme d'investissement d'avenir « Ville de demain »



Convention locale Caisse des dépôts et consignations / Maîtres d'ouvrage



Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE rapporte:

Dans le cadre de l'appel à projets EcoCité lancé par le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer en octobre 2008, le dossier présenté en partenariat par les Villes de Castelnau-le-Lez, Montpellier, Lattes, Pérols et par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été sélectionné aux côtés de ceux de treize autres agglomérations en France.

S'étendant sur un périmètre de 2 500 hectares environ, l'EcoCité montpelliéraine, désignée sous l'appellation « *De Montpellier à la Mer* », prend place le long des corridors écologiques du Lez et de la Lironde, dans l'axe des avenues structurantes Raymond Dugrand (commune de Montpellier) et Georges Frêche (communes de Lattes et Pérols). Le projet développe sa stratégie autour d'un concept urbain établi de longue date et dont les grands principes se déclinent, entre autres, autour des thématiques suivantes : le développement de la ville vers le sud organisé autour de l'extension du réseau de tramway, la préservation et la valorisation des espaces naturels, le développement solidaire des territoires ou encore l'émergence d'écoquartiers à hautes performances thermiques et énergétiques.

La démarche ministérielle EcoCité, dont la finalité est d'identifier et de soutenir les territoires urbains les plus porteurs d'un développement urbain durable, novateur et ambitieux, comprend un soutien financier de l'Etat aux actions innovantes mises en œuvre sur les territoires concernés, via un dispositif identifiant un volet « *Investissement* » et un volet « *Etudes d'ingénierie* ».

L'ensemble du dispositif de cofinancement du volet « *Investissement* » a été défini par la loi de finances rectificative pour 2010 n°2010-237 du 9 mars 2010, relative au « *Programme d'investissement d'avenir* ». L'Etat, dans le cadre d'une convention signée le 28 septembre 2010 et publiée au journal officiel le 30 septembre 2010, a désigné la Caisse des dépôts et consignations comme gestionnaire du fonds correspondant, le fonds « *Ville de demain* ».

C'est à ce titre que la Caisse des dépôts et consignations a proposé à la Ville la signature d'un projet de convention locale associant également la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'ensemble des partenaires maîtres d'ouvrages (dont la SERM). Cette convention locale, dont l'approbation fait l'objet de la présente délibération, permettra l'attribution des subventions correspondantes aux actions retenues par le Comité de pilotage national « *Ville de Demain* » dans le cadre du dossier de subvention déposé conjointement le 15 mars 2011 par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, entité coordinatrice de l'EcoCité, et les Villes de Castelnau-le-Lez, Montpellier, Lattes et Pérols.

Sur un total de quatorze actions retenues dans le périmètre de l'EcoCité, sept actions concernant directement le territoire de la Ville de Montpellier ont été identifiées:

- Cinq actions dites « *sélectionnées* » ont été retenues par le comité de pilotage EcoCité sans aucune réserve ou complément d'étude supplémentaire. Il s'agit :
 - de deux actions concernant l'opération *La Mantilla*, dans la ZAC Port Marianne – Jacques Cœur : performance énergétique du bâti et mise en place de bornes de charges électriques ;
 - de deux actions au bénéfice de l'écoquartier Port Marianne – Rive gauche : actions en faveur des cycles et accompagnement innovant de l'écoquartier ;
 - d'une action portant sur la conception et la réalisation du groupe scolaire Chengdu, situé dans l'écoquartier Port Marianne – Parc Marianne, dont le bâtiment répondra à de très fortes performances énergétiques, voire sera à énergie positive (BEPoS).

Ces cinq actions « *sélectionnées* » pour le territoire montpelliérain correspondent à une dépense éligible de 9 516 000 €, subventionnées à hauteur de 20 % pour le groupe scolaire Chengdu et 35 % pour les six autres actions, soit au total un niveau de subvention maximal de 2 340 600 €.

Quatre de ces actions concernent des projets qui s'inscrivent sur des territoires dont l'aménagement a été confié par concession à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) et une action est portée directement par la Ville (conception et réalisation du groupe scolaire Chengdu).

- Deux actions retenues par le comité de pilotage EcoCité sont dites « *éligibles* », répondant globalement au cahier des charges de l'appel à projets EcoCité mais nécessitant à leur stade de réflexion d'être précisées pour faire l'objet d'une décision ferme et définitive du comité de pilotage : réseau de chaleur par tri-génération sur filière bois et lutte contre le phénomène d'îlot de chaleur urbain. Pour être sélectionnées de manière définitive, ces actions devront à nouveau être présentées au comité EcoCité pour validation puis seront, le cas échéant, intégrées à la convention locale.

Chacune des actions « *sélectionnées* » doit faire l'objet d'une fiche présentant le projet, ses conditions de mise en œuvre et son plan de financement. Ces fiches devront être annexées à la convention locale qu'il vous est demandé d'approuver aujourd'hui.

Cette convention prévoit la possibilité d'intégrer des actions sélectionnées postérieurement à la date de sa signature par le biais de lettres d'adhésion. Elle prendra effet à compter de sa date de signature et restera en vigueur jusqu'au 30 septembre 2020.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'approuver les termes du projet de convention qui vous est présenté, établi entre la Caisse des dépôts et consignations, d'une part, et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Ville de Montpellier et leurs partenaires maîtres d'ouvrage, d'autre part, visant, notamment, à fixer les modalités de versement de l'ensemble des subventions d'investissement et d'ingénierie accordées dans le cadre de l'action « *Ville de demain* »,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer la convention locale ci-annexée ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

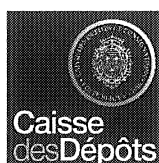
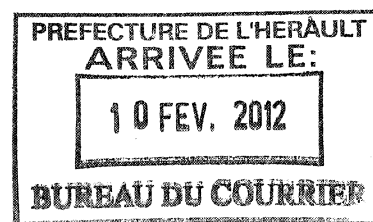
Publiée le : 07/02/2012



Ville de Demain

Programme d'investissements d'avenir

**CONVENTION LOCALE
ENTRE
LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
ET
XXXXXXXXXX**



PROGRAMME INVESTISSEMENTS D'AVENIR

CONVENTION LOCALE

FONDS VILLE DE DEMAIN - ECOCITE [•]

Vu l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010 relative au programme d'investissements d'avenir (le **Programme d'Investissements d'Avenir**),

Vu la convention du 28 septembre 2010 entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations (la **Convention Etat-CDC**) relative au Programme d'Investissements d'Avenir (action Ville de Demain) et portant création, dans les livres de la Caisse des dépôts et consignations d'un fonds, dénué de la personnalité morale, dénommé fonds Ville de Demain (le **Fonds**),

Vu la décision du Premier ministre en date du [•] (la **Décision du Premier Ministre N°1**) dont le contenu a été notifié le [•] à [entité coordinatrice de l'écocité concernée] par une lettre du Commissariat général à l'investissement et du Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement (la copie de ladite lettre figurant en Annexe 1),

Vu l'arrêté du 4 novembre 2010 relatif à l'approbation du cahier des charges « Ville de demain- volet 1 »,

Vu la délibération du comité de pilotage [local] de l'action Ville de Demain, en date du [•] 2011 concernant l'Ecocité [•] (l'**Ecocité**).

ENTRE :

- 1) **La Caisse des dépôts et consignations**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du code monétaire et financier, dont le siège est 56, rue de Lille, 75007 Paris, agissant en son nom et pour le compte de l'Etat, en vertu de la Convention Etat-CDC, en qualité de gestionnaire du Fonds, représentée par [•], dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée la **Caisse des Dépôts**,

ET

- 2) **L'Etat [•]**, représenté par le Préfet,

ET

- 3) **[•] [LES DIFFERENTS MAITRES D'OUVRAGE]**

Les entités visées aux paragraphes [3] à [•] étant ci-après désignées ensemble les **Maîtres d'Ouvrage** et individuellement un **Maître d'Ouvrage**,

Les entités visées aux paragraphes [1] à [•] étant ci-après désignées ensemble les **Parties** et individuellement une **Partie**.

INDEX

- 1. OBJET DE LA CONVENTION**
- 2. DESCRIPTION DU PROJET GLOBAL D'ECOCITE**
 - 2.1 Stratégie de développement durable
 - 2.2 Stratégie de l'Ecocité
 - 2.3 Actions complémentaires essentielles à la réussite du projet d'ensemble]
- 3. ENGAGEMENTS FINANCIERS DU FONDS**
 - 3.1 Actions Sélectionnées et montant financier alloué par le Fonds à la Date de Signature
 - 3.2 Actions Sélectionnées postérieurement à la Date de Signature (Adhésion)
 - 3.3 Modalités des subventions
 - 3.4 Stipulations spécifiques aux interventions en fonds propres et quasi fonds propres
- 4. ENGAGEMENTS DES MAITRES D'OUVRAGE**
 - 4.1 Engagements au titre d'une Décision du Premier Ministre
 - 4.2 Engagements complémentaires relatifs à la réalisation des Actions
 - 4.3 Engagements spécifiques aux Projets d'Ingénierie
- 5. MODALITES DE GOUVERNANCE ET DE MISE EN ŒUVRE**
- 6. MODALITES DE SUIVI ET D'EVALUATION**
 - 6.1 Suivi et contrôle
 - 6.2 Evaluation
- 7. COMMUNICATION**
- 8. DECLARATIONS DES MAITRES D'OUVRAGE**
- 9. DUREE**
- 10. RESILIATION- MANQUEMENTS**
 - 10.1 Cas de Manquement
 - 10.2 Conséquence de la survenance d'un manquement
 - 10.3 Abandon de la réalisation d'un Projet d'Ingénierie ou d'un Projet d'Investissement Subventionné
 - 10.4 Absence de solidarité
- 11. STIPULATIONS GENERALES**
 - 11.1 Confidentialité
 - 11.2 Propriété intellectuelle
 - 11.3 Notifications
 - 11.4 Cession des droits et obligations
 - 11.5 Nullité
 - 11.6 Intégralité de la Convention
 - 11.7 Modification de la Convention
 - 11.8 Renonciation
 - 11.9 Juridiction

LISTE DES ANNEXES

| | |
|----------|--|
| Annexe 1 | Copie de la Lettre de notification de la Décision du Premier Ministre N°1 à [l'EPCI / La Ville] |
| Annexe 2 | Définitions |
| Annexe 3 | Règlement Financier et ses annexes <ul style="list-style-type: none">- Convention TCSP- Convention d'Ingénierie (bénéficiaire signataire du Protocole)- Convention d'Ingénierie (bénéficiaire non signataire du Protocole)- Subventions – conditions préalables |
| Annexe 4 | Description du projet global de l'Ecocité |
| Annexe 5 | Fiches Actions relatives aux Actions Sélectionnées à la Date de Signature |
| Annexe 6 | Compléments d'information demandés au titre de la Décision du Premier Ministre n°1 non satisfaits à la Date de Signature |
| Annexe 7 | Indicateurs de performance <ul style="list-style-type: none">7-A Indicateurs relatifs à l'Ecocité7-B Indicateurs spécifiques aux Actions Sélectionnées à la Date de Signature |
| Annexe 8 | Modèle de Lettre d'Adhésion |
| Annexe 9 | Modèle de Lettre de Confirmation |

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

- (A) L'Ecocité a été sélectionnée dans le cadre de l'appel à projets EcoCités lancé le 22 octobre 2008 par le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer.
- (B) En application de la Convention Etat-CDC, [l'établissement de coopération intercommunale de [•] (l'EPCI)/ OU / la ville de [•] (la Ville)] est éligible pour présenter des actions en vue d'obtenir un financement dans le cadre du Programme des Investissements d'Avenir, dès lors que lesdites actions remplissent les critères d'éligibilité précisés dans le cahier des charges relatif à l'action *Ville de Demain* (volet 1 EcoCités) publié le 6 novembre 2010.
- (C) Au regard des actions présentées par [l'EPCI/ la Ville], par la Décision du Premier Ministre N°1, les actions dont la liste figure à l'Article 3.1 ci-après ont été sélectionnées pour bénéficier du financement du Fonds.
- (D) En conséquence, en application de l'article 7 de la Convention Etat-CDC, les Parties ont convenu de conclure la présente convention locale (la **Convention**).

Dans la Convention, les références à la Caisse des Dépôts sont des références à la Caisse des Dépôts agissant en son nom et pour le compte de l'Etat au travers du Fonds.

Les termes et expressions commençant par une majuscule auront (i) la signification qui leur est attribuée à l'Article ou au paragraphe de la Convention (y compris la comparution des Parties ou l'exposé préalable) où ces termes et expressions sont utilisés pour la première fois ou (ii) la signification qui leur est donnée en Annexe 2.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

1 OBJET DE LA CONVENTION

La Convention a pour objet d'une part de préciser la stratégie globale du projet d'Ecocité et d'autre part de préciser les modalités d'intervention du Fonds relatives aux Actions Sélectionnées par le Premier ministre.

Les stipulations de la Convention s'appliquent à ces financements à l'exclusion toutefois :

- (i) des subventions consenties pour financer les projets de transport en commun en site propre de l'Ecocité ; et
- (ii) des subventions de dépenses d'ingénierie consenties en application de protocoles de réservation conclus entre la Caisse des Dépôts et [l'EPCI/ la Ville] préalablement à la Date de Signature, qui sont régies par les termes des conventions de subvention conclues par ailleurs entre la Caisse des Dépôts et les Maîtres d'Ouvrage concernés.

Sous réserve des paragraphes (i) et (ii) ci-dessus, toute subvention consentie à un Maître d'Ouvrage au titre d'un Projet d'Investissement Subventionné ou d'un Projet d'Ingénierie sera soumise aux termes de la Convention en ce inclus le Règlement Financier figurant en Annexe 3.

2 DESCRIPTION DU PROJET GLOBAL D'ECOCITE

Les Articles 2.1 [et 2.2 /à 2.3] ci-après décrivent le projet global de l'Ecocité, tel que plus amplement détaillé en Annexe 4.

[Ne mettre dans le corps de la convention que les éléments de synthèse]

2.1. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

- (A) Présentation du diagnostic partagé et des enjeux du territoire (synthèse)
- (B) Présentation de la stratégie d'ensemble

2.2 STRATEGIE DE L'ECOCITE

- (A) Définition du périmètre
- (B) Stratégie globale au regard des axes d'action Ville de Demain
- (C) Priorités de mise en œuvre opérationnelle

2.3 ACTIONS COMPLEMENTAIRES ESSENTIELLES A LA REUSSITE DU PROJET D'ENSEMBLE

[A compléter le cas échéant – En l'absence d'actions complémentaires, supprimer l'article 2.3]

Les différents Maîtres d'Ouvrage feront leurs meilleurs efforts pour mener à bien ces actions complémentaires.

3 ENGAGEMENTS FINANCIERS DU FONDS

3.1 ACTIONS SELECTIONNEES ET MONTANT FINANCIER ALLOUE PAR LE FONDS A LA DATE DE SIGNATURE

Les Actions Sélectionnées à la Date de Signature conformément à la Décision du Premier Ministre N°1 sont énumérées dans le tableau ci-après et décrites plus amplement dans les Fiches Action figurant en Annexe 5. Le tableau indique également leur mode de financement tel qu'il résulte de la Décision du Premier Ministre N°1 ainsi que le montant maximum alloué à chacune de ces Actions [NB le montant à indiquer dans le tableau est soit le montant figurant dans la décision du PM soit celui résultant de l'ajustement de 1^{er} niveau.

En outre le montant de subvention doit être indiqué sans précision de mention telle que « HT » ou « TTC – Cf à ce titre l'article 2.3.2.3 (E) du Règlement Financier].

| Action Sélectionnée (dénomination) | Maître d'Ouvrage | Mode de financement | Montant maximum du financement du Fonds | Si subvention constitutive d'une aide d'Etat : Montant total prévisionnel de l'Action | Si subvention constitutive d'une aide d'Etat : Montant total prévisionnel des Dépenses Eligibles |
|------------------------------------|------------------|---------------------|---|--|---|
| | | | | | |
| | | | | | |
| TOTAL | | | | | |

S'agissant des Actions financées par des subventions d'Ingénierie, dès lors que l'un de ces Actions comprend plusieurs Projets d'Ingénierie, une seule Fiche Action sera établie, qui distinguera chacun des Projets d'Ingénierie et la répartition entre eux du montant global de la subvention alloué à l'Action sera précisée dans le tableau ci-dessus. Cette répartition ne pourra ensuite être modifiée que conformément aux termes de la Convention.

3.2 ACTIONS SELECTIONNEES POSTERIEUREMENT A LA DATE DE SIGNATURE (ADHESION)

Pour toute Action Sélectionnée postérieurement à la Date de Signature, la mise en place du financement par le Fonds est subordonnée à la remise par le Maître d'Ouvrage concerné à la Caisse des Dépôts d'une Lettre d'Adhésion dûment signée.

S'agissant des Actions financées par des subventions d'Ingénierie, dès lors que l'une de ces Actions comprend plusieurs Projets d'Ingénierie, une seule Lettre d'Adhésion et une seule Fiche Action seront établies, qui distingueront chacun des Projets d'Ingénierie et notamment la répartition entre eux du montant global de la subvention alloué à l'Action. Cette répartition ne pourra ensuite être modifiée que conformément aux termes de la Convention.

A compter de la contresignature de la Lettre d'Adhésion par la Caisse des Dépôts :

- (i) le Maître d'Ouvrage deviendra Partie à la Convention, s'il n'y est pas déjà Partie, ce que les autres Parties acceptent d'ores et déjà ; et
- (ii) l'Action Sélectionnée visée dans la Lettre d'Adhésion sera soumise aux stipulations de la Convention.

Il est précisé en tant que de besoin que les Maîtres d'Ouvrage acceptent par avance aux termes de la présente, que :

- (i) les Lettres d'Adhésion ne soient contresignées que par la Caisse des Dépôts qui leur notifiera toute adhésion d'un nouveau Maître d'Ouvrage à la Convention ;
- (ii) toute nouvelle adhésion leur soit opposable à compter de la notification qui leur en sera faite par la Caisse des Dépôts.

Il est précisé que les termes du présent Article s'appliquent mutandis mutatis aux Lettres d'Adhésion dont la signature est requise en cas de modification du Maître d'Ouvrage en application de l'Article 3.3.2.

3.3 MODALITES DES SUBVENTIONS

3.3.1 Modulation du montant maximum de subventions

(a) Hypothèses d'Ajustement

Les montants de subvention résultant d'une Décision du Premier Ministre peuvent faire l'objet d'ajustement à deux niveaux :

- le Maître d'Ouvrage concerné peut solliciter, sous réserve des conditions figurant dans le Règlement Financier, un premier ajustement avant la signature selon le cas de la Convention Locale ou d'une Lettre d'Adhésion ; les montants indiqués dans le tableau figurant à l'Article 3.1 ou selon le cas dans la Lettre d'Adhésion concernée sont en conséquence les montants ayant fait le cas échéant l'objet d'un ajustement de premier niveau ;
- le Maître d'Ouvrage concerné peut solliciter, sous réserve des conditions figurant dans la Convention (en ce compris le Règlement Financier), un second ajustement avant le versement de la première tranche de la subvention concernée.

(b) Ajustement de second niveau

S'agissant des ajustements de second niveau, les montants de subvention indiqués à l'Article 3.1 ou dans les Lettres d'Adhésion concernées et résultant d'une même Décision du Premier Ministre, destinés à financer des Actions d'un même Maître d'Ouvrage peuvent être ajustés préalablement au premier versement sous réserve des termes du Règlement Financier et des conditions suivantes :

- (i) les Actions Sélectionnées d'un même Maître d'Ouvrage et figurant dans la Décision du Premier Ministre concernée doivent être réalisées dans leur totalité ; dès lors qu'un ajustement de montant de subvention est demandé par un Maître d'Ouvrage, il ne peut renoncer postérieurement à la réalisation de l'une de ses Actions Sélectionnées, sauf accord du comité opérationnel des financements ;

- (ii) le taux maximum de subvention relatif à une Action est le taux indiqué dans ou résultant de la Décision du Premier Ministre relative à ladite Action; ce taux ne peut être modifié ;
- (iii) le montant maximum de subvention alloué à une Action ne peut être modifié que dans la limite de plus ou moins 15% par rapport au montant indiqué dans la Convention ou dans la Lettre d'Adhésion relative à ladite Action ;
- (iv) le montant total de l'enveloppe de subventions effectivement allouée à un même Maître d'Ouvrage pour l'ensemble de ses Actions Sélectionnées au titre d'une même Décision du Premier Ministre, ne peut être supérieur au montant total des subventions allouées audit Maître d'Ouvrage, tel qu'il résulte de ladite Décision du Premier Ministre ;
- (v) dès lors que la subvention est constitutive d'une aide d'Etat, à l'issue de l'ajustement de second niveau, la subvention doit respecter les conditions fixées par la réglementation européenne relative aux aides d'Etat notamment le Régime d'Aides d'Etat applicable tel que défini à l'Article 3.3.3 ;
- (vi) il n'y a pas de fongibilité entre les montants alloués à un Maître d'Ouvrage en subvention et ceux qui lui sont alloués pour des Projets d'Investissement en Fonds Propres.

Le montant maximum de subvention alloué à une Action sélectionnée doit être définitivement arrêté et validé par le comité opérationnel des financements après analyse de la demande d'ajustement en application du présent Article, formalisée par courrier du Maître d'Ouvrage concerné. L'ajustement validé par le comité opérationnel des financements fait l'objet d'une Lettre de Confirmation adressée par la Caisse des Dépôts au Maître d'Ouvrage concerné.

3.3.2 Modification d'une Action postérieurement à la Décision du Premier Ministre concernée et préalablement au premier versement

Sans préjudice de l'Article 10, pour toute Action Sélectionnée bénéficiant d'une subvention, dès lors que ladite Action est l'objet d'une modification substantielle entre (i) selon le cas la Date de Signature ou la date de signature de la Lettre d'Adhésion concernée et (ii) la date à laquelle un premier versement est sollicité par le Maître d'Ouvrage concerné :

- (i) le Maître d'Ouvrage concerné devra dès qu'il en a connaissance informer la Caisse des Dépôts de la modification envisagée ou intervenue et lui communiquer une Fiche Action mise à jour accompagnée de tous les documents justifiant de cette modification ;
- (ii) le comité opérationnel des financements procédera à l'instruction complémentaire de l'Action ; en tant que de besoin le comité opérationnel des financements pourra saisir le comité de pilotage national pour avis sur la modification concernée ;
- (iii) le comité opérationnel des financements, dès lors que l'instruction complémentaire et satisfaisante, pourra confirmer le financement de l'Action par le Fonds ;
- (iv) sur le fondement de cette confirmation du comité opérationnel des financements, la Caisse des Dépôts adressera au Maître d'Ouvrage concerné une Lettre de Confirmation ;
- (v) dès lors que le comité opérationnel des financements ne valide pas la modification, le financement accordé par le Fonds à l'Action est caduc, sauf si le Maître d'Ouvrage concerné renonce à la modification envisagée si elle n'est pas déjà intervenue.

Pour les besoins du présent Article, on entend par modification substantielle :

- (a) une substitution de Maître d'Ouvrage bénéficiaire de la subvention, qui ne satisfait pas à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- (1) il présente les mêmes garanties que le Maître d'Ouvrage initial ;
 - (2) aucune modification de l'Action n'est intervenue autre que la substitution de Maître d'Ouvrage ;
 - (3) il s'engage à réaliser l'Action dans les mêmes termes que le Maître d'Ouvrage initial ;
 - (4) il justifie que son intervention au titre de la réalisation de l'Action et en sa qualité de bénéficiaire de la subvention est compatible avec les lois et règlements applicables et notamment avec la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat ;
 - (5) il adhère à la Convention en signant une Lettre d'Adhésion ; ou
- (b) le non respect de l'engagement figurant à l'Article 4.1 (i) ; ou
 - (c) une évolution conséquente de l'ampleur du Projet d'Investissement subventionné ou du contenu du Projet d'Ingénierie selon le cas ; ou
 - (d) une modification des éléments de l'Action ayant un impact significatif sur le niveau de performance et d'innovation qui a présidé à la sélection de l'Action.

3.3.3 Aides d'Etat

Les subventions d'ingénierie et d'investissement constitutives d'aides d'Etat au sens de l'article 107§1 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne s'inscrivent selon les cas dans le cadre de l'un ou l'autre des régimes suivants (le **Régime d'aides d'Etat applicable**) :

- (i) le régime d'aides exempté SA.33916 (2011/X) en faveur de la protection de l'environnement dans le cadre des Investissements d'Avenir¹ en application du Règlement Général d'Exemption par Catégorie n° 800/2008 du 6 août 2008 ; ou le cas échéant
- (ii) la modification du régime cadre SA.33915 (2011/N)² pris sur la base des lignes directrices des aides d'Etat à la protection de l'environnement du 1er avril 2008, étant précisé que ce régime ne sera applicable qu'après autorisation de la Commission européenne.

Les subventions constitutives d'aides d'Etat sont octroyées dans le respect des conditions prévues par le Régime d'aides d'Etat applicable. A ce titre, le Maître d'Ouvrage concerné par le versement d'une telle subvention s'engage à fournir l'ensemble des documents permettant d'en examiner sa compatibilité au regard dudit régime.

La justification d'une subvention au regard du Régime d'aides d'Etat applicable devra être indiquée selon le cas :

- (i) dans la Convention en annexe de la Fiche Action ;
- (ii) dans une Lettre d'Adhésion ; ou
- (iii) dès lors qu'à la signature selon le cas de la Convention ou de la Lettre d'Adhésion, les éléments fournis par le Maître d'Ouvrage sont insuffisants pour s'assurer de la compatibilité d'une subvention au Régime d'aides d'Etat applicable, les compléments d'information devront être communiqués préalablement au premier versement de la subvention concernée et tous les éléments permettant de justifier cette subvention au regard du Régime d'aides d'Etat applicable seront indiqués dans une Lettre de Confirmation.

¹ Le texte du présent régime d'aides est mis en ligne sur le site de la CDC à l'adresse suivante : <http://www.caissedesdepots.fr/activites/investissements-davenir/ville-de-demain-1000-meur.html>

² Indiquer la référence au JOUE (obligation légale).

Le Maître d'Ouvrage s'engage à ce que les subventions versées au Maître d'ouvrage, cumulées aux autres aides publiques éventuellement obtenues ou sollicitées pour la réalisation de l'Action, respectent l'intégralité des conditions notamment d'intensité prévues dans le Régime d'aides d'Etat applicable.

En cas de dépassement du seuil de notification individuelle telle que prévue dans le Régime d'aides d'Etat applicable, l'octroi de la subvention sera conditionné à son autorisation préalable par la Commission européenne.

Le Maître d'Ouvrage devra fournir toute assistance requise dans le cadre de la procédure de notification individuelle à la Commission européenne.

3.3.4. Modalités de versement des subventions

Les montants de subvention consentis aux Maîtres d'Ouvrage en application des Décisions du Premier Ministre et des Documents de Financement sont décaissés par tranches aux Maîtres d'Ouvrage selon des modalités détaillées dans le Règlement Financier.

3.4 STIPULATIONS SPECIFIQUES AUX INTERVENTIONS EN FONDS PROPRES ET QUASI FONDS PROPRES

S'agissant des interventions du Fonds en fonds propres et quasi-fonds propres, à compter de la Décision du Premier Ministre sélectionnant l'Action concernée :

- (i) les Maîtres d'Ouvrage associés ou futurs associés de la société porteuse du Projet d'Investissement en Fonds Propres concerné adhéreront à la Convention en application de l'Article 3.2 ; cette stipulation ne s'applique pas dès lors que l'intervention se fait exclusivement en quasi-fonds propres : dans un tel cas seul le bénéficiaire direct de l'investissement adhère à la Convention ;
- (ii) la Caisse des Dépôts réalisera une instruction complémentaire de l'Action Sélectionnée et finalisera avec selon le cas (a) les Maîtres d'Ouvrage associés ou futurs associés de la société porteuse du Projet d'Investissement en Fonds Propres concerné ou (b) dans l'hypothèse d'une intervention exclusivement en quasi-fonds propres, le bénéficiaire direct, l'opération de financement dans le respect de la Décision du Premier Ministre concernée et en conformité avec le critère de l'investisseur avisé en économie de marché ; le détail de ce processus figure dans le Règlement Financier ;
- (iii) au terme de l'instruction complémentaire, le comité de pilotage national de l'action Ville de Demain décidera du montant définitif du financement apporté au Projet d'Investissement en Fonds Propres concerné ;
- (iv) la Caisse des Dépôts signera alors avec selon le cas (a) les Maîtres d'Ouvrage associés ou futurs associés de la société porteuse de projet ou (b) dans l'hypothèse d'une intervention exclusivement en quasi-fonds propres, le bénéficiaire direct, les Documents de Financement ;
- (v) une fois constituée ou à compter de la prise de participation de la Caisse des Dépôts dans son capital social, la société porteuse de projet reprendra à son compte les engagements prévus par la Convention en y adhérant aux termes d'une Lettre d'Adhésion.

Il est précisé s'agissant des Projets d'Investissement en Fonds Propres, que la responsabilité de la Caisse des Dépôts sera limitée au montant de ses apports en fonds propres et le cas échéant en quasi-fonds propres dans la société de projet concernée.

4 ENGAGEMENT DES MAITRES D'OUVRAGE

4.1 ENGAGEMENTS AU TITRE D'UNE DECISION DU PREMIER MINISTRE

Conformément à la Décision du Premier Ministre concernée :

- (i) les travaux relatifs à chaque Projet d'Investissement Subventionné devront commencer dans les deux (2) ans suivant la signature de la Convention Locale ou selon le cas de la Lettre d'Adhésion concernée, ce à quoi les Maîtres d'Ouvrage s'engagent.

Les prestations relatives à chaque Projet d'Ingénierie devront commencer dans les douze (12) mois suivant la signature de la Convention Locale ou selon le cas de la Lettre d'Adhésion concernée, ce à quoi les Maîtres d'Ouvrage s'engagent.

Le détail du calendrier de réalisation pour chaque Action (date de démarrage, durée de l'opération et date de fin) figurera en annexe de la Fiche Action concernée.

- (ii) Chaque maître d'ouvrage a remis préalablement à la signature de la Convention ou remettra selon le cas préalablement à la Lettre d'Adhésion concernée :

- (a) un plan de financement actualisé intégrant le montant du financement du Fonds ; ce plan de financement est annexé à la Fiche Action concernée ;
- (b) les compléments d'information demandés à l'article 2 de la Décision du Premier Ministre concernée.

S'agissant des Actions figurant à l'Article 3.1, il est précisé que ces informations et documents ont été remis au comité opérationnel des financements qui les a jugées satisfaisants, à l'exception des informations et documents qui n'ont pas été remis, dont la liste figure en Annexe 6 et qui devront être remis préalablement au premier versement au titre de la subvention concernée.

S'agissant des Actions Sélectionnées postérieurement à la Date de Signature, ces informations et documents devront être remis pour validation par le comité opérationnel des financements préalablement à la signature de la lettre d'Adhésion ou à titre exceptionnel, après accord dudit comité, pour certains d'entre eux dont la liste figurera en annexe de la Lettre d'Adhésion, au plus tard préalablement au premier versement au titre de la subvention concernée.

4.2 ENGAGEMENTS COMPLEMENTAIRES RELATIFS A LA REALISATION DES ACTIONS

(a) Performance environnementale

Sans préjudice de ses obligations en application des Documents de Financement, chaque Maître d'Ouvrage s'engage à réaliser son ou ses Actions Sélectionnées en présentant le niveau de performance et d'innovation en faveur de la protection de l'environnement défini dans la Fiche Action concernée. Il est précisé que le présent engagement ne s'applique pas aux Projets d'Ingénierie.

Chaque Maître d'Ouvrage s'engage à prendre toute disposition permettant de mesurer a posteriori la performance environnementale de l'Action Sélectionnée. A ce titre, conformément à l'annexe 2 du cahier des charges Ville de Demain relative au bâti, il est rappelé que pour bénéficier d'un retour d'expérience maximal de ces opérations de démonstration et pouvoir en tirer les enseignements, il est demandé la mise en place d'un suivi instrumenté de chaque bâtiment, qui portera a minima et en les différenciant, sur les consommations réglementaires sur les cinq usages et sur les consommations spécifiques.

A ce titre, chaque Maître d'Ouvrage s'engage à établir et à remettre à la Caisse des Dépôts dans un délai de deux (2) ans à compter de l'achèvement de l'Action concernée un rapport relatif à la performance environnementale.

Lorsque les subventions sont constitutives d'aides d'Etat, chaque Maître d'Ouvrage s'engage à réaliser l'Action, objet de l'aide dans la durée d'exécution prévue et à affecter la subvention reçue à sa réalisation, et ce conformément aux conditions fixées par le Régime d'aides d'Etat applicable et aux objectifs environnementaux prévus dans la Fiche Action concernée.

(b) Responsabilité

Chaque Maître d'Ouvrage est seul responsable de la réalisation de ses Actions et de l'ensemble des opérations y afférentes.

La Caisse des Dépôts ou l'Etat ne pourront être tenus responsables de tout acte ou manquement commis à raison de la réalisation d'une Action par le Maître d'Ouvrage concerné. En conséquence, chaque Maître d'Ouvrage garantit la Caisse des Dépôts et l'Etat contre toute demande ou recours de tiers, en ce compris les autres Parties et les Prestataires, et des conséquences pécuniaires afférentes à une telle demande ou un tel recours.

4.3 ENGAGEMENTS SPECIFIQUES AUX PROJETS D'INGENIERIE

Conformément à l'annexe 3 du cahier des charges de l'action Ville de Demain relative à l'ingénierie, le Maître d'Ouvrage au titre d'un Projet d'Ingénierie s'engage à intégrer dans les missions qu'il confiera au Prestataire concerné, la production d'une note de synthèse de fin de prestation (la « **Note de Synthèse** ») qui devra comprendre les éléments suivants pour la prestation concernée :

- les résultats principaux des prestations concernées,
- les difficultés identifiées dans la mise en œuvre du projet (juridiques, réglementaires, financières, technologiques),
- les enseignements sur les méthodes de travail à développer,
- les éléments reproductibles du projet.

Pour les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, le rendu sera annuel.

L'ensemble de ces éléments sera transmis au directeur régional de la Caisse des Dépôts avec copie au préfet de région.

Lorsque les Subventions d'ingénierie sont constitutives d'aides d'Etat, ces subventions respectent les conditions applicables à l'octroi des aides aux études environnementales telles que prévues dans le Régime d'aides d'Etat SA.33916 (2011/X).

5 MODALITES DE GOUVERNANCE ET DE MISE EN ŒUVRE

Dans le cadre de l'application de la Convention Etat-CDC, les comités suivants ont été mis en place :

- (i) le comité local de pilotage prévu à l'article 2.4.2.1 de la Convention Etat-CDC qui est composé notamment de représentants de l'Etat, des collectivités territoriales, de la Caisse des dépôts, de l'ADEME, des entreprises concernées. Il est coprésidé par le préfet et par le maire (ou le président d'EPCI) ; et
- (ii) le comité opérationnel des financements prévu à l'article 2.4.2.2 de la Convention Etat-CDC qui est composé de deux représentants de l'Etat et de deux représentants de la Caisse des dépôts.

En outre, la Caisse des Dépôts pourra en tant que de besoin participer aux comités de suivi de projets mis en place par les Maîtres d'Ouvrage pour la réalisation de leurs Actions Sélectionnées. S'agissant des Actions bénéficiant d'une subvention constitutive d'une aide d'Etat, de tels comités de suivi devront être mis en place et la Caisse des Dépôts y participera.

6 MODALITES DE SUIVI ET D'EVALUATION

6.1 SUIVI ET CONTROLE

Chaque Maître d'Ouvrage prend acte des termes de la Convention Etat-CDC et s'engage en conséquence à collaborer avec la Caisse des Dépôts afin de permettre à cette dernière de remplir sa mission d'information à l'égard de l'Etat et son obligation de suivi des Actions financées dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir ainsi que, le cas échéant, en réponse aux exigences de la

Commission européenne. Chaque Maître d'Ouvrage prend le même engagement à l'égard de l'ensemble des comités mis en place dans le cadre de l'action Ville de Demain.

A ce titre chaque Maître d'Ouvrage s'engage :

- (i) à communiquer à première demande et dans les plus brefs délais toute information ou document que la Caisse des Dépôts pourrait solliciter dans ce cadre ;
- (ii) à informer la Caisse des Dépôts dès qu'il en a connaissance de tout évènement pouvant affecter le bon déroulement de ses Actions Sélectionnées ou la bonne exécution de la Convention et des autres Documents de Financement et notamment de toute difficulté majeure relative à la mise en œuvre d'une Action Sélectionnée. Le comité de pilotage local en sera par ailleurs informé.

Dans ce cas, un plan d'actions pour y remédier doit être mis en place par le Maître d'Ouvrage concerné en concertation avec la Caisse des Dépôts et le comité de pilotage local de l'action Ville de demain ;

- (iii) à autoriser pour la Caisse des Dépôts ou toute personne ou organisme désigné par elle, l'accès aux sites sur lesquels une Action est réalisée, la consultation de tout document relatif à ladite Action, des échanges avec les Prestataires ;
- (iv) lorsqu'une subvention consentie par le Fonds est constitutive d'une aide d'Etat :
 - (a) informer la Caisse des Dépôts de toute modification substantielle (régime juridique, capital, dirigeants,...) l'affectant ;
 - (b) informer la Caisse des Dépôts des différentes phases de mise au point de l'Action et du calendrier de réalisation de l'Action ;
 - (c) conserver toutes les pièces se rapportant à l'Action objet de la Subvention et à les archiver en respectant les dispositions légales et réglementaires applicables.

En outre, des obligations d'informations périodiques sont mises à la charge de chaque Maître d'Ouvrage qui l'accepte, selon des modalités de collecte fondées sur la mise à disposition de formulaires de saisie sur une plateforme logicielle. Lesdites modalités peuvent faire l'objet de modification par la Caisse des Dépôts, lesdites modifications étant opposables aux Maîtres d'Ouvrage concernés trente (30) jours calendaires à compter de la réception de la notification y afférente, ce qu'elles acceptent.

La Caisse des Dépôts organisera, à minima une fois par an, une revue complète des Actions Sélectionnées dont le compte rendu détaillé sera transmis au comité de pilotage national.

6.2 EVALUATION

Chaque Maître d'Ouvrage prend acte des objectifs fixés à la Caisse des Dépôts en application de la Convention Etat-CDC et s'engage pour ce qui le concerne à renseigner les indicateurs de performance indiqués dans le présent Article ainsi que ceux qui figureraient dans les Documents de Financement.

La Caisse des Dépôts fera évoluer ces indicateurs en fonction des besoins d'évaluation de l'action Ville de Demain, sous réserve d'en informer les Maîtres d'Ouvrage préalablement à la modification envisagée.

Pour le périmètre Ecocité, les indicateurs de performance des Actions Sélectionnées au titre de l'Ecocité figurent en Annexe 7-A. Ils seront actualisés de façon annuelle par la Caisse des Dépôts qui notifiera aux Maîtres d'Ouvrage lesdites modifications. [L'EPCI/ La Ville] s'engage à renseigner ces indicateurs selon des modalités de collecte fondées sur la mise à disposition de formulaires de saisie sur une plateforme logicielle.

Des indicateurs spécifiques ont été définis pour chacune des Actions Sélectionnées à la Date de Signature et figurent en Annexe 7-B. S'agissant des Actions Sélectionnées postérieurement à la Date

de Signature, les indicateurs spécifiques seront communiqués par la Caisse des Dépôts au Maître d'Ouvrage concerné et devront être annexés à la Lettre d'Adhésion. Les indicateurs de performance seront actualisés de façon annuelle par la Caisse des Dépôts qui notifiera aux Maîtres d'Ouvrage lesdites modifications. Chaque Maître d'Ouvrage s'engage à renseigner ces indicateurs selon des modalités de collecte fondées sur la mise à disposition de formulaires de saisie sur une plateforme logicielle.

Chaque Maître d'ouvrage accepte en outre expressément que la réalisation d'une Action puisse donner lieu à un contrôle et à une évaluation par la Caisse des Dépôts ou par tout organisme de contrôle désigné par elle ou autorisé aux termes de la Convention Etat-CDC. A ce titre, il s'engage à fournir à la Caisse des Dépôts toute information demandée par cette dernière.

Les Maîtres d'Ouvrage s'engagent par ailleurs à fournir tous les documents nécessaires aux évaluations de l'action Ville de Demain et notamment à la première évaluation globale qui sera diligentée au cours de l'année 2014, et à collaborer avec la Caisse des Dépôts pour les besoins de ces évaluations.

S'agissant des Actions bénéficiant d'une subvention constitutive d'une aide d'Etat, le Maître d'Ouvrage devra fournir une fois l'Action réalisée, tous justificatifs et informations utiles au suivi de l'utilisation de la subvention, et le cas échéant, toutes informations demandées par la Caisse des Dépôts afin de répondre aux exigences de la Commission européenne.

7 COMMUNICATION

Sauf si le Maître d'Ouvrage concerné, fait connaître par écrit son opposition, la Caisse des Dépôts et l'Etat pourront communiquer sur l'Ecocité ou les Actions, leurs enjeux et leurs résultats. La Caisse des Dépôts et l'Etat informeront préalablement le Maître d'Ouvrage concerné de la communication qu'ils envisagent de mener lorsque ce Maître d'ouvrage ou des informations spécifiques à ses Actions sont concernés. La communication ne pourra en aucun cas porter sur des éléments désignés comme confidentiels par le Maître d'Ouvrage concerné.

Les Maîtres d'Ouvrage s'engagent à mentionner le soutien apporté par l'Etat au travers du Programme d'Investissements d'Avenir dans leurs propres actions de communication relatives aux Actions Sélectionnées. Les modalités de mention de ce soutien seront définies préalablement à la communication envisagée d'un commun accord entre la Caisse des Dépôts et les Maîtres d'Ouvrage.

Chaque Maître d'Ouvrage s'engage à mentionner la participation du Fonds sur toute la signalétique, panneaux et documents relatifs à toutes les opérations financées dans le cadre de la Convention, en y faisant notamment figurer le logo du Programme d'Investissement d'Avenir ainsi que le logo Caisse des Dépôts. Le logo EcoCité pourra aussi figurer sur toute la signalétique.

8 DECLARATIONS DES MAITRES D'OUVRAGE

Chaque Maître d'Ouvrage fait au profit de la Caisse des Dépôts les déclarations suivantes qui sont réputées réitérées pour toute la durée de la Convention :

- (i) il est une personne morale valablement constituée et dispose de la pleine capacité pour mener ses activités, conclure la Convention et les Documents de Financement le concernant et exécuter ses obligations au titre desdits documents ;
- (ii) il a obtenu toutes les autorisations requises pour conclure la Convention et les Documents de Financement le concernant et exécuter ses obligations au titre desdits documents ;
- (iii) la Convention et les Documents de Financement le concernant ont été ou seront signés par une personne disposant des pouvoirs nécessaires ;
- (iv) la signature de la Convention ou des Documents de Financement et l'exécution de ses obligations au titre desdits documents ne contreviennent pas à ses documents constitutifs ou tout autre document auquel il est partie ou qui lui est opposable ;
- (v) la Convention et les Documents de Financement le concernant sont valables et lui sont

opposables et sont susceptibles d'exécution forcée à son encontre ;

- (vi) les informations et documents communiqués à la Caisse des Dépôts dans le cadre de la demande de financement ou en application de la Convention ou des Documents de Financement le concernant sont exactes, complets et sincères dans tous leurs éléments significatifs ;
- (vii) il n'a fait ou ne fait l'objet d'aucune mesure d'alerte ou de procédure de règlement amiable, de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire et aucune procédure de dissolution n'est en cours le concernant ;
- (viii) lorsqu'il bénéficie d'une subvention du Fonds et qu'il est une entreprise au sens des règles européennes :
 - il n'a pas fait l'objet d'une injonction de récupération suivant une décision antérieure de la Commission européenne déclarant des aides illégales et incompatibles avec le marché commun ;
 - il n'est pas en difficulté au sens des Lignes directrices communautaires concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises ;
- (ix) aucun événement ou circonstance n'est intervenu qui serait de nature à remettre en cause la réalisation de son ou ses Actions Sélectionnées et notamment sa situation juridique ou financière n'ont fait l'objet d'aucun changement significatif.

9 DUREE

La Convention prend effet à compter de la Date de la Signature et reste en vigueur, jusqu'au 30 septembre 2020, sans préjudice des cas de résiliation anticipés et des stipulations relatives à la propriété intellectuelle et à la confidentialité, qui produiront leurs effets pour la durée des droits et obligations en cause, quelle que soit la cause de terminaison de la Convention.

En outre, sous réserve des stipulations relatives à la restitution d'une subvention et des engagements des Articles 11.1 et 11.2, les termes de la Convention cesseront de s'appliquer à toute Action Sélectionnée, à compter de :

- (i) s'agissant des Projets d'Investissement en Fonds Propres, la cession par la Caisse des Dépôts de l'ensemble des titres qu'elle détient dans la société de projet concernée, ou le cas échéant du complet remboursement du financement en quasi-fonds propres consenti par la Caisse des Dépôts.

Il est précisé s'agissant des Maîtres d'Ouvrage associés de la société de projet réalisant l'Action, que leurs engagements au titre de la Convention s'agissant de cette Action prendront fin (1) à la plus éloignée des dates suivantes : date de signature par eux d'un pacte d'associé avec la Caisse des Dépôts comprenant notamment des engagements quant à la réalisation de l'Action concernée et date de signature par la société de projet d'une Lettre d'Adhésion ou (2) d'abandon du projet au terme de l'instruction complémentaire ;
- (ii) s'agissant des Projets d'ingénierie, du dernier versement au titre de la subvention concernée, sous réserve de ses engagements au titre de l'article 2.3.3 du Règlement financier en application de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 ; et
- (iii) s'agissant des Projets d'Investissement Subventionnés, à compter de la remise à la Caisse des Dépôts du rapport mentionné à l'Article 4.2.

10 RESILIATION - MANQUEMENTS

10.1 Cas de manquement

Constitue un manquement d'un Maître d'Ouvrage au sens de la Convention (un *Manquement*) :

- (i) toute modification substantielle d'une de ses Actions Sélectionnées, tant dans ses aspects techniques que financiers, qui après analyse par la Caisse des Dépôts, est de nature à remettre en cause les conditions d'octroi de financement par le Fonds ;

- (ii) non respect du calendrier de réalisation d'une de ses Actions ;
- (iii) la cessation de la réalisation ou constatation notamment au vu des comptes-rendus intermédiaires de la non réalisation d'une de ses Actions conformément aux termes des Documents de Financement et/ou selon le cas des Documents de Projet y relatifs ;
- (iv) allocation de tout ou partie des financements consentis par le Fonds à des dépenses non éligibles ;
- (v) la non transmission à bonne date des documents et informations requis en application de la Convention ou des Documents de Financement, étant précisé que ladite circonstance ne constituera un Manquement que dans l'hypothèse d'une non-transmission répétée après relance de la Caisse des Dépôts ;
- (vi) non respect d'une de ses autres obligations au titre de la Convention ou d'un Document de Financement ;
- (vii) déclaration inexacte au titre de la Convention ou des documents remis en application de la Convention.

10.2 Conséquences de la survenance d'un Manquement

En cas de survenance d'un Manquement :

- (1) s'agissant des Projets d'investissement en Fonds Propres, dès lors qu'il ne serait pas remédié au Manquement conformément aux termes des Documents de Financement concernés, la Caisse des Dépôts pourra exercer l'ensemble de ses droits au titre desdits Documents de Financement et notamment décider, après avis du Commissariat général à l'investissement, de céder les actions qu'elle détient dans la société porteuse du Projet d'Investissement en Fonds Propres concerné et ce conformément aux termes des Documents de Financement relatifs à ce projet ;
- (2) s'agissant des subventions :
 - (i) la Caisse des Dépôts pourra suspendre, sans délai et sans notification préalable au Maître d'Ouvrage, le versement de tout ou partie de la subvention ; et /ou
 - (ii) résilier par anticipation ses engagements relatifs au financement de l'Action et plus particulièrement son engagement de versement de la subvention, à l'expiration d'un délai de trente (30) jours calendaires suivant notification de résiliation adressée au Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec avis de réception ; et/ou
 - (iii) demander la restitution de tout ou partie des montants versés au titre de la subvention à l'expiration d'un délai de trente (30) jours calendaires suivant notification adressée au Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec avis de réception.

Le Maître d'Ouvrage sera en droit de présenter toute observation qu'il estime utile à la Caisse des Dépôts suite à ladite notification et pourra prendre, dans la mesure du possible, toutes les mesures visant à remédier au Manquement. Si au terme du délai de trente (30) jours susvisé, le Maître d'Ouvrage a été en mesure de remédier au Manquement sans préjudice aucun pour l'Etat et la Caisse des Dépôts, cette dernière pourra renoncer par écrit à la résiliation ou à la demande restitution de tout ou partie de la subvention.

En cas de résiliation pour force majeure, il sera alors fait application *mutatis mutandis* des alinéas précédents.

En cas de résiliation des engagements de la Caisse des Dépôts au titre du financement de la Subvention, la subvention sera liquidée en fonction des engagements effectivement réalisés à cette date. Le cas échéant, le Maître d'Ouvrage sera tenu au reversement des sommes indûment perçues.

Aucune indemnité ne pourra être demandée par le Maître d'Ouvrage à la Caisse des Dépôts ou à l'Etat du fait d'une résiliation.

Dans tous les cas de cessation des engagements de la Caisse des Dépôts au titre du financement de l'Action, le Maître d'Ouvrage devra remettre à la Caisse des Dépôts, dans les huit (8) jours suivant la date d'effet de la cessation et sans formalité particulière, tous les documents fournis par la Caisse des Dépôts et que le Maître d'Ouvrage détiendrait au titre du financement de l'Action concernée par le Fonds.

Tous les frais engagés par la Caisse des Dépôts pour recouvrer les sommes dues par le Maître d'Ouvrage sont à la charge de ce dernier.

10.3 Abandon de la réalisation d'un Projet d'Ingénierie ou d'un Projet d'Investissement Subventionné

Il est précisé en tant que de besoin, qu'en cas d'abandon total ou partiel par un Maître d'Ouvrage de la réalisation d'un Projet d'Ingénierie ou d'un Projet d'Investissement Subventionné, l'engagement de la Caisse des Dépôts de verser audit Maître d'Ouvrage la subvention concernée ou le solde correspondant de ladite subvention, sera annulé et les fonds correspondants seront réalloués à d'autres actions, maîtres d'ouvrage ou Ecocités en application de la Convention Etat-CDC.

10.4 Absence de solidarité

Il est précisé en tant que de besoin que les Maîtres d'Ouvrage ne sont pas solidaires entre eux au titre de la Convention.

11 STIPULATIONS GENERALES³

11.1 CONFIDENTIALITE

Chaque Maître d'Ouvrage s'engage à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents, de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports (les « **Informations Confidentielles** »), qui lui aurait été communiqués ou dont il aurait eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve de ceux dont les Parties auront convenu expressément qu'ils peuvent être diffusés.

Sont exclues de cet engagement :

- les informations qui seraient déjà dans le domaine public ou celles notoirement connues au moment de leur communication ou celles qui deviendraient publiques postérieurement autrement que par une violation d'engagement de confidentialité,
- les informations que la loi ou la réglementation oblige à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité s'appliquera pendant toute la durée de la Convention et demeurera en vigueur pendant une durée de deux (2) ans à compter de l'arrivée du terme de la Convention pour quelque cause que ce soit.

La Caisse des Dépôts s'engage à ne transmettre les Informations Confidentielles qui lui auraient été communiquées lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, qu'aux personnes ayant à en connaître dans le cadre de la mise en œuvre, l'évaluation et le contrôle du Programme d'Investissements d'Avenir. A ce titre, chaque Partie (autre que la Caisse des Dépôts) prend acte des obligations de communication d'information mises à la charge de la Caisse des Dépôts en application de la Convention Etat-CDC et notamment à l'égard de toute commission parlementaire compétente.

11.2 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Chaque Maître d'Ouvrage bénéficiaire d'une subvention du Fonds s'engage à fournir ou à ce que soit fourni à la Caisse des Dépôts les supports résultant de la réalisation des Actions, à savoir notamment

³ NB : renvoyer à cet article dans les autres Documents de Financement

les rapports, les bilans, documents de suivi, analyses, études, le cas échéant la Note de Synthèse- et autorise expressément la Caisse des Dépôts et l'Etat à les reproduire, représenter, adapter, et diffuser aux personnes ayant vocation à en connaître pour la mise en œuvre, l'évaluation et le contrôle de l'action Ville de Demain, et ce à titre gratuit, au fur et à mesure de leur réalisation, et pour une exploitation à titre gratuit, sur tout support, par tout moyen, et pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle y afférents. Chaque Maître d'Ouvrage déclare être titulaire ou qu'il sera titulaire à bonne date des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la présente autorisation et, garantit obtenir l'ensemble des autorisations et cessions de droits nécessaires aux fins d'exécution de cet Article.

Il est entendu entre les Parties que le Maître d'Ouvrage reste titulaire des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats des Actions et que dans le cas où la Caisse des Dépôts souhaiterait pouvoir effectuer une exploitation des résultats des Actions, autres que celle susvisée, ledit Maître d'Ouvrage et la Caisse des Dépôts se rapprocheront pour conclure un accord spécifique en ce sens.

S'agissant des Projets d'Investissement en Fonds Propres, des stipulations spécifiques sont prévues le cas échéant dans les Documents de Financement concernés.

11.3 NOTIFICATIONS

Toute notification requise en vertu de la Convention devra être en forme écrite et sera valablement effectuée si elle est envoyée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par télécopie confirmée le jour même par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à l'adresse suivante :

Pour la Caisse des Dépôts :

☐

Pour ☐

Tout changement d'adresse par une Partie sera notifié à l'autre Partie dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrables à compter de la date dudit changement d'adresse. Les notifications par lettre recommandée seront considérées avoir été reçues à la date de première présentation de la lettre recommandée telle qu'indiquée sur l'avis de réception. Les notifications par télécopie confirmée par lettre recommandée seront considérées avoir été reçues à la date de première présentation de la lettre recommandée telle qu'indiquée sur l'avis de réception.

11.4 CESSIION DES DROITS ET OBLIGATIONS

Les Maîtres d'Ouvrage ne peuvent transférer sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, sans l'accord préalable écrit de la Caisse des Dépôts, les droits ou obligations découlant de la Convention.

La Caisse des Dépôts peut quant à elle librement transférer ses droits et obligations au titre de la Convention, et en particulier à l'Etat.

11.5 NULLITE

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision administrative ou judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

En cas d'annulation, de requalification d'un tribunal non mutuellement acceptée par les Parties ou d'illicéité d'une clause de la Convention, les Parties s'engagent à négocier de bonne foi la conclusion

d'une clause de remplacement de portée et d'effets juridiques équivalents à la clause nulle ou illicite.

11.6 INTEGRALITE DE LA CONVENTION

Les Parties reconnaissent que la Convention et les Documents de Financement auxquels elles sont parties constituent l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à toute offre, disposition ou accord antérieurs, écrits ou verbaux.

11.7 MODIFICATION DE LA CONVENTION

Sans préjudice du mécanisme d'adhésion prévu à l'Article 3.2 et des modifications soumises aux stipulations de l'Article 3.3.2, aucune modification de la Convention, quelle qu'en soit la forme, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

11.8 RENONCIATION

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

11.9 JURIDICTION

Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort des juridictions de Paris.

Fait en [•] ([•]) exemplaires,

À [•], le [•],

[page de signature- A compléter]

**ANNEXE 1 - COPIE DE LA LETTRE DE NOTIFICATION
DE LA DECISION DU PREMIER MINISTRE N°1
A [L'EPCI / LA VILLE]**

[A compléter]

ANNEXE 2 : DEFINITIONS

1. Les termes et expressions figurant ci-dessous auront la signification suivante :

Action désigne :

- (i) des projets d'ingénierie à savoir : selon le cas, des missions d'expertise, de l'assistance à maîtrise d'ouvrage ou des études opérationnelles ou pré-opérationnelles destinées à mettre au point des Projets d'Investissement en Fonds Propres ou des Projets d'Investissement Subventionnés tels que définis aux paragraphes (ii) et (iii) ci-après et qui seront financées partiellement par le Fonds au moyen de subventions (ci-après les **Projets d'Ingénierie**),

Il est précisé que dès lors qu'une Action bénéficiant d'une subvention d'ingénierie comprend plusieurs prestations d'ingénierie, études, expertise ou assistance à maîtrise d'ouvrage, et que la Décision du Premier Ministre ne distingue pas ces sous-projets et alloue un montant de subvention pour le projet global, pour les besoins de la Convention (et notamment pour les modalités de versement de la subvention), le terme « Projet d'Ingénierie » désignera chacun de ces sous-projets.

- (ii) des investissements conformes au cahier des charges –volet 1 de l'action Ville de demain, qui seront financés partiellement par le Fonds au moyen d'apports en fonds propres et quasi-fonds propres dans une logique d'investisseur avisé et qui seront en conséquence réalisés par des sociétés de projets créées entre la Caisse des Dépôts et les Maîtres d'Ouvrage concernés ou dans lesquelles la Caisse des Dépôts et les Maîtres d'Ouvrage concernés auront une participation (ci-après les **Projets d'Investissement en Fonds Propres**),
- (iii) des investissements conformes au cahier des charges –volet 1 de l'action Ville de demain, qui seront réalisés par un Maître d'Ouvrage et qui seront partiellement financés par le Fonds au moyen de subventions (ci-après les **Projets d'Investissement Subventionnés**) ;

Action Sélectionnée désigne une Action sélectionnée par une Décision de Premier Ministre afin de bénéficier d'un financement du Fonds ;

Convention désigne la présente convention locale conclue en application de l'article 7 de la Convention Etat-CDC en ce inclus ses annexes, telle qu'elle pourra être modifiée, réitérée, ou complétée à l'avenir ;

Date de Signature désigne la date de signature de la Convention ;

Décision du Premier Ministre désigne toute décision du Premier ministre prise en application de la Convention Etat-CDC et portant sélection d'Actions, et à la Date de Signature la Décision du Premier Ministre N°1 ;

Document de Financement désigne :

- (i) s'agissant de financement en subvention : la Convention (en ce inclus le Règlement Financier figurant en annexe), le cas échéant la Lettre de Confirmation et/ou la Lettre d'Adhésion ainsi que tout autre document considéré comme tel par la Caisse des Dépôts et le Maître d'Ouvrage concerné ;
- (ii) s'agissant de financement en fonds propres et quasi-fonds propres : les documents liés aux apports en fonds propres et quasi-fonds propres et à la société porteuse du Projet d'Investissement en Fonds Propres (statuts, pacte d'actionnaires, convention d'avance en compte courant d'associé, etc.,... ainsi que tout autre document considéré comme tel par la Caisse des Dépôts et le Maître d'Ouvrage concerné) ;

Document de Projet désigne s'agissant des Projets d'Investissement en Fonds Propres, les principaux documents conclus pour la réalisation, la mise en œuvre de l'Action concernée, l'exploitation et la maintenance des actifs en résultant (tels que notamment les contrats de conception, construction, exploitation, maintenance, interface...);

Fiche Action désigne la fiche remise par tout Maître d'Ouvrage comportant le descriptif d'une Action Sélectionnée et de ses principaux éléments; cette fiche devra être en la forme de celles figurant en Annexe 5-A s'agissant des Projets d'Investissement Subventionnés, en Annexe 5-B s'agissant des Projets d'Investissement en Fonds Propres et en l'Annexe 5-C s'agissant des Projets d'Ingénierie. En outre, s'agissant des Actions bénéficiant d'une subvention constitutive d'une aide d'Etat, la Fiche Action devra comprendre les éléments suivants: une présentation détaillée de l'Action, des objectifs de l'Action et des résultats attendus, le lieu, la durée, le calendrier et les modalités de l'Action; un estimatif détaillé des dépenses éligibles, avec le cas échéant la présentation du scénario contrefactuel; la déclaration relative aux autres aides que le bénéficiaire aurait éventuellement sollicitées pour la même Action de la part des collectivités territoriales, de l'Union européenne et le cas échéant tout autre organisme public; un plan de financement de l'Action précisant l'origine et le montant des soutiens financiers;

Lettre d'Adhésion désigne toute lettre en la forme de l'Annexe 8 et devant être remise par tout Maître d'Ouvrage adhérant à la Convention postérieurement à la Date de Signature;

Lettre de Confirmation désigne toute lettre en la forme de l'Annexe 9 par laquelle la Caisse des Dépôts confirme le financement d'une Action par le Fonds;

Maître d'Ouvrage désigne:

- (a) de manière générale, s'agissant de toute Action Sélectionnée, (i) les maîtres d'ouvrage au titre du Projet d'Investissement Subventionné ou d'un Projet d'Ingénierie, ou(ii) les investisseurs (autres que la Caisse des Dépôts) au titre du Projet d'Investissement en Fonds Propres puis à compter de l'adhésion de la société de projet à la Convention, ladite société;
- (b) à la Date de Signature les personnes visées dans les comparutions, autres que l'Etat et la Caisse des Dépôts;
- (c) et postérieurement à la Date de Signature, leurs successeurs, cessionnaires et ayants-droits ainsi que toute personne qui adhérerait à la Convention en application de l'Article 3.2, en ce inclus les sociétés porteuses des Projets d'Investissement en Fonds Propres une fois celles-ci constituées ou une fois que la Caisse des Dépôts en sera associé;

Partie désigne à la Date de Signature les personnes visées dans les comparutions et postérieurement leurs successeurs, cessionnaires et ayants-droits ainsi que toute personne qui adhérerait à la Convention en application de l'Article 3.2;

Prestataire désigne toute personne sélectionnée par les Maîtres d'Ouvrage pour la réalisation des Actions;

Règlement Financier désigne le document figurant en Annexe 4.

2. Interprétation

Dans la Convention, sauf stipulation contraire, une référence à:

- (a) une personne inclut ses successeurs, cessionnaires et ayants droit;
- (b) un Article, un Paragraphe ou une Annexe est une référence à un article, un paragraphe ou une annexe de la Convention;
- (c) une référence à un document est une référence à ce document tel qu'éventuellement modifié par avenant, réitéré, ou complété;
- (d) une Partie ne s'appliquera plus à cette Partie si elle a cessé d'être une Partie au Contrat;

- (e) un mot au singulier doit également s'entendre au pluriel et inversement ;
- (f) un comité est sauf indication contraire, une référence à un comité de l'action Ville de Demain, tel que visé dans la Convention Etat-CDC.

Les intitulés des Articles figurent pour information seulement et ne doivent pas être pris en compte dans l'interprétation de la Convention.

ANNEXE 3 – REGLEMENT FINANCIER

Le Règlement Financier a pour objectif de compléter les cahiers des charges visés dans la Convention, notamment en ce qui concerne leurs articles 4 intitulés « Dispositions générales pour le financement » en distinguant :

- d'une part les interventions du fonds en fonds propres et quasi-fonds propres, pour lesquelles le Fonds dispose d'une enveloppe de quatre cent millions d'euros (400.000.000 €) (**Partie 1**) ; et
- d'autre part les interventions du Fonds en subvention, pour lesquelles le Fonds dispose d'une enveloppe de six cent millions d'euros (600.000.000 €) (**Partie 2**).

PARTIE 1 – INTERVENTIONS EN FONDS PROPRES ET QUASI-FONDS PROPRES

Cette partie précise les principes applicables aux interventions en fonds propres et quasi-fonds propres et plus précisément aux prises de participation qui seront réalisées par la Caisse des Dépôts au moyen du Fonds.

1.1 LES PRINCIPES D'INTERVENTION

1.1.1 La forme et la finalité du financement

Les structures bénéficiaires de ces prises de participation seront de statut privé. Les sociétés d'économie mixte sont exclues, sauf exception validée par le comité de pilotage national.

L'intervention du Fonds en fonds propres et quasi-fonds propres consistera principalement à souscrire des titres financiers donnant accès directement au capital de sociétés.

A titre subsidiaire des avances en compte courant d'associé pourront être consenties.

A titre exceptionnel, d'autres formes d'intervention consistant en des entrées dans les fonds propres ou quasi fonds propres de personnes morales permettant de constituer des actifs pourront être examinées en fonction des spécificités du Projet d'Investissement en Fonds Propres.

Quant à ses finalités, la prise de participation dans un Projet d'Investissement en Fonds Propres :

- vise à entraîner ou accompagner l'initiative privée dans une démarche « d'investisseur avisé » : la participation sera minoritaire, l'objectif du Fonds étant de détenir en moyenne une participation à hauteur de 35% ;
- doit permettre de réaliser un fort effet de levier (rapport entre le montant total de l'investissement et le montant des fonds propres apportés par le Fonds). Le recours à l'endettement doit permettre une optimisation financière ;
- privilégie la réalisation d'une rentabilité à long terme. Le calcul de la rentabilité reposera sur les résultats de l'exploitation et/ou sur la valeur de cession de l'actif à terme ;
- doit être réalisée dans des conditions permettant à la Caisse des dépôts d'être *pari passu* avec les autres investisseurs ;
- n'exposera pas les actionnaires ou associés à une responsabilité allant au-delà de leurs apports ;

- doit présenter un couple risque / rentabilité cohérent avec les pratiques de marché pour des opérations de même taille et de même nature ;
- doit être supérieure à un plancher de 500.000 € et inférieure à un plafond de 10.000.000€, sauf exception décidée par le Comité de pilotage national ;
- est incompatible avec un financement du Fonds en subvention d'investissement.

1.1.2. La gouvernance du Projet d'Investissement en Fonds Propres

La gouvernance du Projet d'Investissement en Fonds Propres répondra aux caractéristiques suivantes :

- le portage du Projet d'Investissement en Fonds Propres sera cantonné dans une société ad hoc nouvellement créée pour les besoins dudit projet. La prise de participation dans une société existante sera exceptionnelle. Elle sera impossible dans une société cotée, ou dans une société dont des titres sont détenues par le FSI ;
- la société ad hoc sera, sauf exception, une société de capitaux ;
- la Caisse des Dépôts ne prendra pas de participation pour son compte propre dans des actions faisant l'objet d'une prise de participation au titre du Programme d'Investissement d'Avenir sauf exception validée par le Commissariat général à l'investissement ;
- un pacte d'associés sera conclu entre les actionnaires ou associés concomitamment avec la décision de prise de participation, afin notamment de conférer à la Caisse des Dépôts les droits attachés à la protection de sa participation minoritaire et de préciser les conditions de liquidité des titres, étant précisé que le transfert des titres détenus par la Caisse des Dépôts devra être autorisé, notamment au profit de l'Etat. Des éléments complémentaires sur les clauses du pacte pourront être communiqués ultérieurement ;
- la Caisse des Dépôts participera aux organes de gouvernance de la société ad hoc, sans avoir cependant de mandat exécutif.

1.1.3. Le modèle économique du Projet d'Investissement en Fonds Propres

La diversité des actions présentées au financement du Fonds Ville de Demain permet d'envisager plusieurs modèles économiques, dont principalement un modèle de type « investisseur immobilier », correspondant plutôt à l'axe « Bâti », et un modèle de type « concessif », correspondant plutôt à l'axe « Réseaux, Connexions et énergie » ou à l'axe « Mobilité ».

(A) Le modèle de type « investisseur immobilier » doit présenter les principales caractéristiques suivantes :

- maîtrise du foncier : pleine propriété de préférence, sans exclure le bail emphytéotique administratif (BEA) ou l'autorisation d'occupation temporaire (OAT) si appropriés et sécurisés ;
- réalisation en vente en l'état futur d'achèvement (VEFA), en contrat de promotion immobilière (CPI), ou exceptionnellement en maîtrise d'ouvrage directe (MOD) ;
- contrat(s) de location de l'ouvrage selon le profil « bail investisseur » (durée ferme la plus longue possible, maximisation du transfert des charges du propriétaire, indemnités de résiliation anticipée, indexation des loyers, garanties des obligations du preneur de type dépôt de garantie, cautionnement solidaire et garantie à première demande). Lorsque l'ouvrage est monovalent, adossement à un exploitant faisant référence : la société ad hoc n'exploite pas elle-même le fonds de commerce ;
- horizon économique de 15 à 20 ans avec des hypothèses de valeur de cession des actifs.

Les éventuelles interventions en phase d'aménagement urbain ou de promotion immobilière feront, le cas échéant, l'objet de caractéristiques spécifiques et devront, en tout état de cause, se faire à risque limité pour la Caisse des Dépôts.

(B) Le modèle de type « concessif » doit présenter les principales caractéristiques suivantes :

- le Projet d'Investissement en Fonds Propres étant réalisé sur le domaine public et/ou via l'attribution d'une délégation de service public, le processus de dévolution doit s'inscrire dans le cadre juridique et réglementaire adapté ;
- le Projet d'Investissement en Fonds Propres sera développé selon les meilleures pratiques de financement de projet sans recours, notamment concernant l'architecture contractuelle et l'organisation des transferts de risques ;
- le risque de revenus sera supporté par la société ad hoc, qui sera dotée des fonds propres en conséquence ;
- horizon économique sur toute la durée du Projet d'Investissement en Fonds Propres (durée de la concession) avec une valeur résiduelle nulle des actifs (bien de retour).

D'autres modèles sont envisageables, notamment pour le développement de produits innovants, ou pour permettre une maîtrise affirmée du projet par la collectivité (partenariat public privé).

1.2 LES MODALITES D'ENGAGEMENT

1.2.1. Décision du Premier Ministre

Les Projets d'Investissement en Fonds Propres font l'objet d'une sélection au titre d'une Décision du Premier Ministre qui fixe les conditions d'octroi des financements du Fonds.

1.2.2. Instruction complémentaire

Dès lors que les Projets d'Investissement en Fonds Propres auront fait l'objet d'une sélection dans le cadre d'une Décision du Premier Ministre, les Maîtres d'Ouvrage associés ou futurs associés de la société porteuse du Projet d'Investissement en Fonds Propres concerné, devront finaliser le dossier de demande de financement afin d'arrêter le montage définitif de l'opération au terme d'un processus de négociation itératif, et ce dans le respect de la Décision du Premier Ministre concernée et en conformité avec le critère de l'investisseur avisé en économie de marché.

Dès lors qu'ils ne seraient pas déjà partie à la Convention, les Maîtres d'Ouvrage signeront, par ailleurs, une Lettre d'Adhésion.

Au regard des documents qui lui seront remis par les Maîtres d'Ouvrage concernés, notamment au cours du processus susvisé, et de ses échanges avec le Maîtres d'Ouvrage concernés, la Caisse des Dépôts au terme de cette instruction complémentaire transmettra au comité de pilotage national le document de synthèse du dossier de prise de participation.

Au regard de ce dossier, le comité de pilotage national décidera du montant définitif du financement apporté au Projet d'Investissement en Fonds Propres concerné.

Tout dossier de prise de participation dont le contenu détaillé dépendra du type de l'opération envisagée et du modèle économique associé devra comprendre au terme du processus susvisé les éléments suivants, étant précisé toutefois que cette liste est non exhaustive et qu'elle pourra le cas échéant être adaptée selon l'Action concernée :

Les éléments techniques :

- description générale du projet technique,
- normes prises en compte, en particulier en matière de développement durable,
- descriptif détaillé de l'investissement,
- délais de réalisation et planning prévisionnel,
- procédures administratives et autorisations à obtenir,

- politique en matière d'entretien et de maintenance de l'ouvrage, de niveau d'exploitation, de sécurité et de qualité de service.

Les éléments juridiques :

- présentation de l'ensemble contractuel,
- présentation des modalités de passation des contrats, le cas échéant,
- présentation de la société ad hoc : composition de l'actionnariat, pacte et statuts, rôle de chacun des partenaires, moyens autres que financiers (moyens humains et techniques, organigramme, ...),
- termes et conditions des principaux sous-contrats (conception, construction, exploitation, maintenance, interface...),
- calendrier de finalisation de la prise de participation,
- présentation des autorisations administratives nécessaires à la réalisation du projet.

Les éléments financiers :

- Coûts de conception, de construction, d'exploitation, d'entretien, de maintenance ou de renouvellement : descriptif détaillé et chiffrage trimestriel ou annuel cohérent avec les caractéristiques techniques, constituant la base du plan de financement.
- Plan de financement :
 - Pour le financement par fonds propres ou quasi-fonds propres :
 - identité de chacun des actionnaires ou associés,
 - montant, forme et calendrier des apports de chacun des actionnaires ou associés, projet de lettre d'engagement des futurs actionnaires ou associés à fournir des fonds propres ainsi que le montant maximum que les actionnaires ou associés s'engagent à apporter. Les actionnaires (autres que la Caisse des dépôts) préciseront en particulier la forme et le montant des soutiens complémentaires éventuellement apportés au Projet d'Investissement en Fonds Propres en cas de difficulté;
 - structure du capital ;
 - conditions de mise à disposition, de rémunération et de remboursement (éventuellement anticipé) des quasi-fonds propres,
 - politique de distribution de dividendes,
 - taux de rendement interne du projet, le calcul du TRI étant déterminé sur la base de l'ensemble des flux de trésorerie entre la société de projet et les actionnaires. Le TRI sera calculé annuellement sur toute la durée du Projet d'Investissement en Fonds Propres.
 - Pour le financement bancaire (dette senior), principaux termes du financement dont notamment :
 - engagements des établissements financiers consultés pour le montage de l'opération,
 - type et objet de chaque dette,
 - modalités de tirage (planning, conditions préalables au tirage,...),
 - conditions financières (commissions, taux,...),
 - conditions de remboursement.

Il est précisé que la Caisse des Dépôts ne pourra être amenée à consentir aux banques des garanties ou autres engagements ayant pour effet de l'engager au-delà des montants d'intervention validés par le Premier ministre ou selon des modalités non autorisées aux termes de la Convention Etat-CDC.

- Hypothèses économiques du modèle : profil de revenus, détermination des principaux risques, élaboration de scénarios dégradés. Eléments d'analyse justifiant les hypothèses. Recours éventuel à un auditeur externe pour une mission d'audit indépendante.
- Modèle financier : les conditions de réalisation du modèle seront à définir (intervention si besoin de conseils financiers pour le développement, missions d'audit externe pour la certification). Le modèle doit présenter les bilans et comptes de résultat et les tableaux de trésorerie prévisionnels sur l'ensemble de l'horizon d'investissement.
- Hypothèses comptables et fiscales du modèle financier.
- Tests de robustesse du modèle financier, avec notamment l'identification des seuils de résistance.

Le montant définitif de la prise de participation est décidé par le comité de pilotage national conformément à l'article 2.4 de la Convention Etat-CDC après examen du document de synthèse préparé par la Caisse des Dépôts. Certaines des pièces listées ci-dessus pourront y être annexées selon la nature et le modèle économique du projet.

1.3. FORMALISATION DE L'ACCORD DES ACTIONNAIRES OU ASSOCIES DE LA SOCIETE AD HOC ET DE LA CAISSE DES DEPOTS

Après décision sur le montant définitif de la prise de participation par le comité de pilotage national, la formalisation de l'accord des actionnaires ou associés de la Société ad hoc et de la Caisse des Dépôts se concrétise dans différents documents dont notamment :

- les statuts de la société ad hoc ;
- un pacte d'actionnaires ou d'associés.

1.4. MODALITES D'APPORT EN CAPITAL DES SOCIETES – SUIVI - ENGAGEMENTS

Le pacte d'actionnaire qui sera conclu entre la Caisse des Dépôts et les autres associés de la société de projet précisera notamment :

- (i) les modalités de versement à ladite société du financement du Fonds ;
- (ii) les modalités spécifiques de suivi, de gouvernance et de reporting.

PARTIE 2 – SUBVENTIONS

Cette partie précise les principes applicables aux interventions en subvention qui seront réalisées par la Caisse des Dépôts au moyen du Fonds.

2.1. SUBVENTION AU PROFIT DE PROJETS DE TRANSPORTS EN COMMUN EN SITE PROPRE

Par dérogation à l'article 7 de la Convention Etat-CDC et en application d'un courrier du Commissariat général à l'investissement en date du 10 mars 2011, les subventions consenties aux projets de transports en commun en site propre sélectionnés par la décision du Premier ministre en date du 9 mars 2011 sont régies uniquement par des conventions de subvention en la forme de l'annexe 1 qui seront conclues entre chaque Maître d'Ouvrage bénéficiaire d'une subvention et la Caisse des Dépôts.

2.2. SUBVENTIONS DE DEPENSES D'INGENIERIE EN APPLICATION DE PROTOCOLES DE RESERVATION

Par dérogation à l'article 7 de la Convention Etat-CDC et en application d'une décision du comité de pilotage national en date du 8 octobre 2010, les subventions consenties pour des projets d'ingénierie en application de protocoles de réservation conclus entre la Caisse des Dépôts et selon le cas les villes ou les établissements publics de coopération intercommunale en charge des Ecocités sont régies uniquement par des conventions de subvention en la forme de l'annexe 2 qui seront conclues entre chaque Maître d'Ouvrage bénéficiaire d'une subvention et la Caisse des Dépôts.

2.3 SUBVENTIONS EN APPLICATION DE LA CONVENTION

En application de l'article 7 de la Convention Etat-CDC, les subventions consenties au moyen de l'enveloppe du Fonds autres que celles visées aux Articles 2.1 et 2.2 ci-dessus, sont régies par :

- (i) la Convention ;
- (ii) le Règlement Financier ;
- (iii) le cas échéant la Lettre d'Adhésion concernée ;
- (iv) le cas échéant la Lettre de Confirmation concernée.

Il est précisé en tant que de besoin que s'agissant d'une même Action, les termes d'une Lettre de Confirmation prévalent sur ceux de la Convention ou d'une Lettre d'Adhésion.

2.3.1. PRINCIPES D'INTERVENTION

2.3.1.1 Bénéficiaires

Les bénéficiaires des subventions sont les Maîtres d'Ouvrage publics ou privés des Actions Sélectionnées conformément à une Décision du Premier Ministre et qui sont parties à la Convention à la Date de Signature ou qui le deviennent par signature postérieure d'une Lettre d'Adhésion.

2.3.1.2 Modalités d'engagement des fonds au profit d'une Action

La Caisse des Dépôts engage les fonds au profit d'une Action Sélectionnée, sur le fondement de la Décision du Premier Ministre applicable, conformément aux termes de la Convention, du Règlement Financier et le cas échéant de la Lettre d'Adhésion et/ou la Lettre de Confirmation relative à ladite Action.

Le Maître d'Ouvrage ne peut conclure la Convention ou selon le cas y adhérer qu'après remise à la Caisse des Dépôts de l'ensemble des documents dont la liste figure en annexe 3, satisfaisants en la forme et au fond.

2.3.1.3. Réalisation d'une Action

(A) Calendrier de réalisation

Les travaux nécessaires à la réalisation d'une Action doivent débuter et être achevés conformément :

- (i) au calendrier figurant en Annexe de la Fiche Action concernée ; et
- (ii) aux termes de l'Article 4.1 (i) de la Convention : en tout état de cause, les travaux relatifs à un Projet d'Investissement Subventionné doivent être engagés dans les deux (2) ans à compter de la signature de la Convention ou selon le cas de la Lettre d'Adhésion concernée et les

prestations relatives à un Projet d'Ingénierie doivent être engagées dans le délai de douze (12) mois à compter de la signature de la Convention ou selon le cas de la Lettre d'Adhésion concernée.

(B) Financement d'une Action

Il est rappelé qu'aux termes de la Convention Etat-CDC, le financement d'une Action par le Fonds est nécessairement partiel et s'inscrit dans le cadre d'un cofinancement avec le Maître d'Ouvrage de ladite Action. A ce titre, le coût de l'Action est financé (i) au moyen de la subvention consentie au titre du Fonds et (ii) des autres financements indiqués dans la Fiche Action concernée.

(C) Prestataires

Dès lors qu'il a recours à des prestataires, le Maître d'Ouvrage sélectionnera sous sa responsabilité, pour la réalisation de son ou ses Actions Sélectionnées, un ou plusieurs Prestataires et ce dans le respect des règles applicables à la commande publique dès lors qu'elles lui sont applicables. Le Maître d'Ouvrage devra s'assurer de ne pas répercuter en tout ou partie la subvention du Fonds à ses Prestataires : pour cela, le ou les Prestataires seront rémunérés par le Maître d'Ouvrage au prix du marché.

En aucun cas, la Caisse des Dépôts ne pourra être tenue d'une quelconque contribution au paiement du ou des Prestataires, ni en être solidairement tenue au paiement, ni être considérée comme garante, à un quelconque titre du paiement de toute somme due aux Prestataires.

(D) Suivi et contrôle de la réalisation d'une Action Sélectionnée

Le Maître d'Ouvrage s'engage à mener à bien son ou ses Actions Sélectionnées et à assurer le suivi et le contrôle de cette réalisation et des opérations et Prestataires concernés conformément :

- (i) à la Fiche Action annexée selon le cas à la Convention, la Lettre d'Adhésion ou la Lettre de Confirmation concernée ;
- (ii) aux termes de la Convention et du Règlement Financier.

Ces activités sont réalisées dans le respect de la Convention, du Règlement Financier, le cas échéant de la Lettre d'Adhésion et /ou de la Lettre de Confirmation, de la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat et des dispositions légales et réglementaires nationales applicables.

2.3.2. MODALITES DE LA SUBVENTION

2.3.2.1. Dépenses éligibles à la Subvention

(A) Projet d'Ingénierie

Un Projet d'Ingénierie est réalisé pour les besoins d'un projet d'Investissement Subventionné ou d'un Projet d'Investissement en Fonds Propres.

L'assiette retenue pour le calcul d'une subvention destinée à financer un Projet d'Ingénierie correspond aux dépenses réellement et directement engagées par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation de la prestation concernée. Conformément au cahier des charges-volet 1 de l'action Ville de demain, sont prises en compte pour la détermination de l'assiette les dépenses TTC.

La Subvention d'ingénierie lorsqu'elle est constitutive d'une aide d'Etat, est compatible avec le Régime d'aides d'Etat SA.33916 et en particulier s'agissant de la définition de l'assiette éligible.

Le montant de l'assiette retenue pour une Action Sélectionnée est indiqué en annexe selon le cas de la Convention, de la Lettre d'Adhésion ou de la Lettre de Confirmation relative à ladite Action.

(B) Projet d'Investissement Subventionné

L'assiette retenue pour le calcul d'une subvention destinée à financer un Projet d'Investissement Subventionné correspond aux dépenses réellement et directement engagées par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation de l'Action concernée.

Conformément au cahier des charges-volet 1 de l'action Ville de demain, sont prises en compte pour la détermination de l'assiette les dépenses HT.

L'assiette éligible est conforme à celle définie par le Régime d'aides d'Etat applicable et sera précisée selon le cas en annexe de la Fiche Action annexée à la Convention, dans la Lettre d'Adhésion ou dans la Lettre de confirmation.

Seules les dépenses d'investissement sont à prendre en compte, à l'exclusion des dépenses de fonctionnement ou d'exploitation.

Sont notamment exclus de cette assiette :

- (i) les frais de maîtrise d'ouvrage ;
- (ii) le temps passé par les salariés du Maître d'Ouvrage préalablement à la sélection de l'Action concernée ;
- (iii) les dépenses réalisées antérieurement au dépôt du dossier de demande de financement du Fonds ;
- (iv) les frais financiers ;
- (v) les provisions pour aléas ;
- (vi) les provisions pour actualisation et révision des prix ;
- (vii) les honoraires de maîtrise d'œuvre d'exécution.

2.3.2.2. Montant de la Subvention

(A) Principes

Le montant total de la subvention allouée à l'Action ne peut excéder :

- (i) le montant maximum de subvention figurant selon le cas dans la Convention Locale, dans la Lettre d'Adhésion ou dans la Lettre de Confirmation concernée ; s'agissant des Projets d'Ingénierie constitutifs d'une même Action aux termes d'une Décision du Premier Ministre, il sera tenu compte pour le montant maximum relatif à chacun de ces projet de la répartition ab initio figurant selon le cas à l'Article 3.1 de la Convention ou dans la Lettre d'Adhésion concerné (tel que modifié le cas échéant en application de la Convention) ; et
- (ii) en toute hypothèse dix millions d'euros (10.000.000 €), sauf exception décidée par le comité de pilotage national.

Le montant de la subvention se situe entre 10 % et 35 % du montant total de l'assiette prise en considération.

Le taux de subvention sera déterminé en fonction :

- du niveau de performance et d'innovation de l'Action ;
- des conditions d'équilibre ou de faisabilité économique de l'Action ;
- le cas échéant, des conditions exigées par le Régime d'aides d'Etat applicable (en particulier, en fonction des plafonds d'intensité d'aide maximale et du statut de petite, moyenne ou grande entreprise du Maître d'Ouvrage bénéficiaire au sens de la Recommandation 2003/361/CE de la Commission européenne).

Ce taux sera déterminé dans ou résultera de la Décision du Premier Ministre concernée.

(B) Modalités de modulation du montant maximum de subvention

Les montants de subvention indiqués dans une Décision du Premier Ministre peuvent à titre exceptionnel faire l'objet d'ajustement conformément aux termes du présent paragraphe (B) :

a). Ajustement de premier niveau : avant la signature de la Convention ou selon le cas de la Lettre d'Adhésion

A titre exceptionnel, les montants de subvention résultant d'une Décision du Premier Ministre et destinés à financer des Actions Sélectionnées peuvent être ajustés, à la demande du Maître d'Ouvrage concerné préalablement à la signature de la Convention ou de la Lettre d'Adhésion concernée sous réserve des conditions suivantes :

- (i) l'ensemble des Actions visées dans la Décision du Premier Ministre concernée devront être réalisées dans leur totalité ; dès lors qu'un ajustement de montant de subvention est demandé par un Maître d'Ouvrage, il ne peut renoncer postérieurement à la réalisation de l'une de ses Actions Sélectionnées sauf accord du comité de pilotage sur cet abandon d'Action;
- (ii) le taux maximum de subvention relatif à une Action est le taux indiqué dans ou résultant de la Décision du Premier Ministre relative à ladite Action; ce taux ne peut être modifié ;
- (iii) le montant maximum de subvention alloué à une Action ne peut être modifié que dans la limite de plus ou moins 15% par rapport au montant indiqué dans la Décision du Premier Ministre concernée ;
- (iv) le montant total des subventions allouées dans la Décision du Premier Ministre concernée pour l'ensemble des Actions visées dans ladite décision reste inchangé ;
- (v) dès lors que la subvention est constitutive d'une aide d'Etat, à l'issue de l'ajustement de premier niveau, la subvention doit respecter les conditions fixées par la réglementation européenne relative aux aides d'Etat notamment le Régime d'aides d'Etat applicable tel que défini à l'Article 3.3.3 de la Convention ;
- (vii) il n'y a pas de fongibilité entre les montants alloués à un Maître d'Ouvrage en subvention et ceux qui lui sont alloués pour des Projets d'Investissement en Fonds Propres.

La validation des nouveaux montants affectés aux différentes Actions concernées doit être définitivement arrêtée par le comité de pilotage local et figureront selon le cas dans la Convention ou dans la Lettre d'Adhésion concernée.

L'examen de la demande d'ajustement est réalisé sous réserve de la remise par le Maître d'Ouvrage à la Caisse des Dépôts des documents dont la liste figure en annexe 3.

b). Ajustement de second niveau : préalablement au versement du 1^{er} acompte au titre d'une subvention

Les montants de subvention résultant d'une Décision du Premier Ministre et selon le cas de la Convention ou de Lettres d'Adhésion et destinés à financer les Actions d'un même Maître d'Ouvrage peuvent être ajustés préalablement au premier versement au titre d'une subvention sous réserve des conditions suivantes :

- (i) l'ensemble des Actions Sélectionnées d'un même Maître d'Ouvrage au titre d'une même Décision du Premier Ministre doivent être réalisées dans leur totalité ; dès lors qu'un ajustement de montant de subvention est demandé par un Maître d'Ouvrage, il ne peut renoncer postérieurement à la réalisation de l'une de ses Actions Sélectionnées, sauf accord du comité opérationnel des financements sur cet abandon d'Action ;
- (ii) le taux maximum de subvention relatif à une Action est le taux indiqué dans ou résultant de la Décision du Premier Ministre relative à ladite Action; ce taux ne peut être modifié ;
- (iii) le montant maximum de subvention alloué à une Action ne peut être modifié que dans la limite de plus ou moins 15% par rapport au montant indiqué dans la Convention ou dans la Lettre d'Adhésion relative à ladite Action ;
- (iv) le montant total de l'enveloppe de subventions effectivement allouée à un même Maître d'Ouvrage pour l'ensemble de ses Actions Sélectionnées au titre d'une même Décision du Premier Ministre ne peut être supérieur au montant total des subventions allouées audit Maître d'Ouvrage, tel qu'il résulte de la Décision du Premier Ministre ;
- (v) dès lors que la subvention est constitutive d'une aide d'Etat, à l'issue de l'ajustement de second niveau, la subvention doit respecter les conditions fixées par la réglementation européenne relative aux aides d'Etat notamment le Régime d'aides d'Etat applicable tel que défini à l'Article 3.3.3 de la Convention;
- (vi) il n'y a pas de fongibilité entre les montants alloués à un Maître d'Ouvrage en subvention et ceux qui lui sont alloués pour des Projets d'Investissement en Fonds Propres.

Le montant maximum de subvention alloué à une Action Sélectionnée doit être définitivement arrêté et validé par le comité opérationnel des financements après analyse de la demande d'ajustement en application du présent article, formalisée par courrier du Maître d'Ouvrage concerné. L'ajustement validé par le comité opérationnel des financements fait l'objet d'une Lettre de Confirmation adressée par la Caisse des Dépôts au Maître d'Ouvrage concerné.

L'examen de la demande d'ajustement est réalisé sous réserve de la remise par le Maître d'Ouvrage à la Caisse des Dépôts des documents dont la liste figure en annexe 3.

2.3.2.3. Modalités de versement de la subvention

Sous réserve du respect des engagements du Maître d'Ouvrage au titre des Documents de Financement, la subvention est versée au Maître d'Ouvrage dans les conditions suivantes.

(A) Subvention relative à des Projets d'Ingénierie

A titre préalable, il est précisé s'agissant des Projets d'Ingénierie constitutifs d'une même Action aux termes d'une Décision du Premier Ministre et bénéficiant donc d'une même subvention, que pour les besoins du présent paragraphe (A) le terme « subvention » désigne non pas la totalité de la subvention consentie à l'Action concernée par Décision du Premier Ministre mais la part de la subvention allouée à chacun de ces Projets d'Ingénierie telle qu'elle résulte selon le cas à l'Article 3.1 de la Convention ou de la Lettre d'Adhésion concerné (tel que modifié le cas échéant en application de la Convention);

(a) Premier versement

Sur appel de fonds du Maître d'Ouvrage, un premier versement de la subvention pourra être réalisé après signature selon le cas de la Convention, de la Lettre d'Adhésion et/ou de la Lettre de Confirmation. Ce versement ne pourra pas excéder cinquante pour cent (50 %) du montant maximum de subvention indiqué selon le cas dans la Convention, la Lettre d'Adhésion et/ou la Lettre de Confirmation.

La liste des documents à fournir préalablement au versement du premier acompte figure en annexe 3.

(b) Versement du solde

Sur appel de fonds du Maître d'Ouvrage, le versement du solde de la subvention pourra être réalisé après remise par le Maître d'Ouvrage à la Caisse des Dépôts des documents dont la liste figure en annexe 3.

Le montant total des versements réalisés au profit du Maître d'Ouvrage au titre du Projet d'Ingénierie ne pourra en toute hypothèse être supérieur au plus faible des montants suivants :

- (i) le montant maximum de subvention figurant selon le cas dans la Convention, dans la Lettre d'Adhésion ou dans la Lettre de Confirmation concernée ;
- (ii) le montant égal au produit (a) du taux de subvention indiqué dans ou résultant de la Décision du Premier Ministre concernée (b) par le montant total définitif des dépenses éligibles relatives au Projet d'Ingénierie concerné effectivement encourues et constatées, tel que ce montant résulte de l'état récapitulatif des dépenses établi par le Maître d'Ouvrage et certifié selon le cas par un commissaire aux comptes, un expert comptable un expert comptable ou un agent comptable.

Le Maître d'Ouvrage reversera le cas échéant à la Caisse des Dépôts les montants trop perçus dans un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la notification qui lui sera adressée par la Caisse des Dépôts à cet effet.

En outre, il est précisé en tant que de besoin que dès lors que l'intégralité du montant maximum de subvention alloué à un Projet d'Ingénierie (tel qu'indiqué selon le cas dans la Décision du Premier Ministre, la Lettre d'Adhésion ou la Lettre de Confirmation concernée) n'aura pas été utilisée par le Maître d'Ouvrage, l'engagement de la Caisse des Dépôts de verser la part non utilisée sera annulé et ce montant ne pourra en conséquence bénéficier à une autre Action du Maître d'Ouvrage.

(B) Subvention relative à des Projets d'Investissement Subventionnés

(a) Premier versement

Sur appel de fonds du Maître d'Ouvrage, un premier versement de la subvention pourra être réalisé. Ce versement ne pourra pas excéder 30 % du montant maximum de subvention indiqué selon le cas dans la Convention, la Lettre d'Adhésion et/ou la Lettre de Confirmation.

La liste des documents à fournir préalablement au versement du premier acompte figure en annexe 3.

(b) Versements intermédiaires

Des versements intermédiaires pourront être effectués sur appel de fonds du Maître d'Ouvrage.

Le premier versement intermédiaire pourra être effectué lorsque le montant cumulé des Dépenses Eligibles payées, telles que ressortant des justificatifs accompagnant l'appel de fonds, pondérées par le taux de subvention déterminé conformément à l'Article 2.3.2.2, sera supérieur au montant du premier versement de la subvention.

Chaque versement intermédiaire ne pourra être supérieur au montant des Dépenses Eligibles supplémentaires engagées telles que ressortant des justificatifs accompagnant l'appel de fonds pondérées par le taux de subvention déterminé dans ou résultant de la Décision du Premier Ministre concernée.

Le montant total des versements intermédiaires et du premier versement est plafonné à 70 % du montant maximum de subvention résultant de, selon le cas la Décision du Premier Ministre, la Lettre d'Adhésion ou la Lettre de Confirmation concernée.

La liste des documents à fournir préalablement à chaque versement intermédiaire figure en annexe 3.

(c) Versement du solde

Sur appel de fonds du Maître d'Ouvrage, le versement du solde de la subvention pourra être réalisé après remise par le Maître d'Ouvrage à la Caisse des Dépôts des documents dont la liste figure en annexe 3.

Le montant total des versements réalisés au profit du Maître d'Ouvrage au titre de l'Action concernée ne pourra en toute hypothèse être supérieur au plus faible des montants suivants :

(i) le montant maximum de subvention figurant selon le cas dans la Convention, la Lettre d'Adhésion ou la Lettre de Confirmation concernée ;

(ii) le montant égal au produit (a) du taux de subvention indiqué dans ou résultant de la Décision du Premier Ministre concernée (b) par le montant total définitif des dépenses éligibles relatives à l'Action concernée effectivement encourues et constatées, tel que ce montant résulte de l'état récapitulatif des dépenses établi par le Maître d'Ouvrage et certifié selon le cas par un commissaire aux comptes ou un expert comptable ou un agent comptable Le Maître d'Ouvrage reversera le cas échéant à la Caisse des Dépôts les montants trop perçus dans un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de la notification qui lui sera adressée par la Caisse des Dépôts à cet effet.

En outre, il est précisé en tant que de besoin que dès lors que l'intégralité du montant maximum de subvention alloué à une Action n'aura pas été utilisée par le Maître d'Ouvrage, l'engagement de la Caisse des Dépôts de verser la part non utilisée sera annulé et ce montant ne pourra en conséquence bénéficier à une autre Action du Maître d'Ouvrage.

(C) Réalisation des versements

Les paiements sont effectués par virements bancaires sur le compte du Maître d'Ouvrage dont les coordonnées ont été fournies lors de la demande du premier acompte.

(D) Suspension, restitution des versements

La Caisse des Dépôts peut être amenée à suspendre ou à demander la restitution des versements, en cas de Manquement par le Maître d'Ouvrage.

(E) TVA

Les subventions ne sont pas soumises à la TVA. *[NB pour mémoire : le montant de subvention doit être indiqué sans mention de type « HT » ou « TTC »]*

En effet, la Subvention qui ne représente pas la contrepartie d'une prestation de service ou la livraison d'un bien au profit de la partie versante et qui ne constitue pas le complément du prix d'une telle opération n'est pas imposable à la TVA.

2.3.3. GESTION DE LA SUBVENTION - OBLIGATIONS COMPTABLES

Le Maître d'Ouvrage s'engage à mobiliser tous moyens nécessaires pour assurer sous sa responsabilité la bonne gestion de la subvention dans le respect de la réglementation européenne notamment celles relatives aux aides d'Etat et des dispositions nationales applicables.

A ce titre, il collecte les pièces justificatives correspondantes et s'assure de l'engagement et du paiement effectif des autres modes de financements mobilisés sur l'Action.

Il assure, notamment par une comptabilité analytique, une traçabilité des flux financiers (entrées et sorties) liés à la gestion de la subvention.

Il fait figurer dans sa comptabilité tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des Dépenses Eligibles et des emplois effectués à raison de la subvention (factures externes ou documents analytiques internes), ces éléments devant être certifiées exactes par son commissaire aux comptes, un expert comptable ou son agent comptable ou équivalent.

Enfin, à l'issue de chaque Projet d'Investissement Subventionnés ou Projet d'Ingénierie, le Maître d'Ouvrage concerné s'engage à fournir à la Caisse des Dépôts, tous documents et justificatifs ayant pour objet la description des opérations comptables qui attestent de la conformité de l'utilisation de la subvention. Ainsi en particulier, lorsque l'Action aura été réalisée, dès lors le Maître d'Ouvrage est une personne morale de droit privé, il s'engage à fournir à la Caisse des Dépôts, tous documents et justificatifs ayant pour objet la description des opérations comptables qui attestent de la conformité de l'utilisation de la subvention, conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000.

ANNEXE 1 au Règlement Financier – Modèle de Convention de Subvention TCSP

| |
|--|
| <p align="center">Programme Investissements d'Avenir Convention de Subvention d'Investissement Transports collectifs en site propre</p> |
|--|

Vu le Règlement (CE) n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, et abrogeant les règlements (CEE) n°1191/69 et (CEE) n°1107/70 du Conseil, publié au Journal Officiel de l'Union européenne n° L 315 du 3.12.2007 (le **Règlement CE Transport**) ;

Vu l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010 relative au Programme d'Investissements d'Avenir,

Vu la convention du 28 septembre 2010 entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations, publiée au Journal officiel du 30 septembre 2010 (la **Convention Etat-CDC**) relative au Programme d'Investissements d'Avenir (action *Ville de Demain*) et portant création, dans les livres de la Caisse des dépôts et consignations d'un fonds, dénué de la personnalité morale, dénommé fonds *Ville de Demain* (le **Fonds**),

Vu la délibération du comité de pilotage de l'action *ville de demain*, en date du 8 décembre 2010 autorisant l'attribution d'une subvention d'investissement dans le cadre de la présente convention,

Vu la décision du Premier Ministre en date du 9 mars 2011 dont la copie figure en annexe 1 des présentes (la **Décision du Premier Ministre**),

ENTRE :

La Caisse des dépôts et consignations, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du Code monétaire et financier, dont le siège est 56, rue de Lille, 75007 Paris, agissant en son nom et pour le compte de l'Etat, en vertu de la Convention Etat-CDC, en qualité de gestionnaire du Fonds, représentée par XXXXXXXX, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée la **Caisse des Dépôts**,

ET

[Une autorité organisatrice des transports] [A compléter], représenté[e] par [•] dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée le **Bénéficiaire**,

Ci-après désignées ensemble les **Parties** et individuellement une **Partie**.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION
ARTICLE 2 – OBJET, MODALITÉS ET CALENDRIER DE REALISATION DU PROJET
ARTICLE 3 – MODALITES DE LA SUBVENTION
ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE
ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITE
ARTICLE 6 – PROPRIETE INTELLECTUELLE
ARTICLE 7 – DUREE
ARTICLE 8 – MANQUEMENTS
ARTICLE 9 – STIPULATIONS GENERALES
ANNEXE 1 - COPIE DE LA DECISION DU PREMIER MINISTRE
ANNEXE 2 - COPIE DE LA PROPOSITION RELATIVE AU PROJET ET CALENDRIER
ANNEXE 3 – DEPENSES ELIGIBLES
ANNEXE 3 BIS - ANNEXE FINANCIERE
ANNEXE 4 - INFORMATION- REPORTING

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

- (A) La collectivité [•] a été sélectionnée dans le cadre de l'appel à projets EcoCités lancé le 22 octobre 2008 par le Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer.
- (B) En application de la Convention Etat-CDC, les collectivités sélectionnées dans ce cadre sont éligibles pour présenter des actions en vue d'obtenir un financement au titre du programme des Investissements d'Avenir, dès lors que lesdites actions remplissent les critères d'éligibilité précisés dans le cahier des charges relatif à l'action *Ville de Demain* (volet 1 EcoCités) publié le 6 novembre 2010 à l'initiative de l'Etat.

- (C) Aux termes du cahier des charges susvisé, il est prévu d'allouer au maximum une enveloppe de 200 millions d'euros (200 M€) aux projets de transports en commun en site propre (TCSP) sélectionnés dans le cadre de l'appel à projets lancé par le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer le 4 mai 2010.
- (D) Le Bénéficiaire a présenté au titre de l'appel à projets susvisé un projet de transports en commun en site propre consistant en [description succincte] (le **Projet**) et s'inscrivant dans l'axe *Mobilité* d'intervention du Fonds.
- (E) Par décision en date du 9 mars 2011, le Premier Ministre a décidé, en application de l'article 2.4.1.1 de la Convention Etat-CDC, d'attribuer au Bénéficiaire une subvention d'un montant maximum de [•] euros, conformément aux termes de la présente convention.
- (F) Le comité opérationnel des financements compétent a approuvé le contenu de la présente convention.

Ainsi, la Caisse des Dépôts et le Bénéficiaire ont conclu la présente convention.

Dans la présente convention, les références à la Caisse des Dépôts sont des références à la Caisse des Dépôts agissant en son nom et pour le compte de l'Etat au travers du Fonds.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention incluant son préambule et ses annexes (la **Convention**) a pour objet de définir (i) les conditions du versement de la subvention par la Caisse des Dépôts aux fins de la réalisation du Projet (la **Subvention**) et (ii) les obligations qui sont mises à la charge du Bénéficiaire dans ce cadre.

ARTICLE 2 – OBJET, MODALITES ET CALENDRIER DE REALISATION DU PROJET

Le Projet consiste [Description du Projet]

2.1 Le tracé

[Indiquer dans le détail le tracé définitif, le nombre de stations, les pôles desservis, ...]

[Préciser notamment comment le Projet s'inscrit dans la stratégie globale de l'Ecocité concernée et souligner les éléments le rendant éligible au financement du PIA au regard notamment des éléments indiqués dans le cahier des charges publié en octobre 2010]

2.2 Le développement de l'intermodalité,

[Préciser l'ensemble des interconnexions créées et des mesures prises pour favoriser l'intermodalité avec tous les autres modes de transports]

2.3 Le niveau de service prévu,

[Préciser le niveau de service, la fréquentation envisagée, les données environnementales (tonnes de CO2 évitées, ...)]

2.4. L'évaluation socio-économique du projet.]

[Les hypothèses socio-économiques actualisées du projet devront être précisées ainsi que l'ensemble des modes de calcul retenus.]

[Le tableau ci dessous devra être complété]

| | Valeur estimée |
|--|----------------|
| Bénéfice actualisé | |
| Taux de rentabilité immédiate | |
| Taux de rentabilité interne (TRI) | |
| Valeur actualisée net (VAN) par euro investi | |

Les caractéristiques du Projet sont plus amplement détaillées en annexe 2. Cette dernière reprend le projet tel que présenté dans le cadre de l'appel à projet mentionné en préambule, ainsi que les modifications intervenues depuis.

2.5 Calendrier prévisionnel de réalisation

Les Parties conviennent que les travaux nécessaires à la réalisation du Projet doivent débiter avant le [31 décembre 2013] et être achevés au plus tard le [•]. Le calendrier prévisionnel de réalisation détaillé du Projet figure en annexe 2.

2.6 Modification du projet

Toute modification substantielle de nature à affecter l'intérêt du Projet au regard des objectifs de l'appel à projet mentionné au paragraphe (C) du préambule de la Convention portant sur les principales caractéristiques du Projet défini dans la Convention doit faire l'objet d'une information préalable de la Caisse des Dépôts et de l'Etat.

Dès lors que ces modifications substantielles ne seront pas considérées comme des manquements selon les termes de l'article 8 ci-dessous, les modifications font l'objet d'un avenant à la Convention.

ARTICLE 3 – MODALITES DE LA SUBVENTION

Sous réserve du respect des engagements du Bénéficiaire au titre de la Convention, la Caisse des Dépôts s'engage à participer au financement du Projet, au moyen des sommes constituant le Fonds, conformément aux termes du présent article.

3.1. Montant de la subvention

Le coût du Projet hors taxe est estimé à [préciser le coût global en détaillant les dépenses éligibles au financement] (le **Coût du Projet**).

Une Subvention d'un montant maximum non actualisable de XXXX € est alloué au Projet conformément au détail ci-dessous. Le taux de subvention retenu est de _XX % sur une base subventionnable de [•] HT €, telle que détaillée à l'article 3.3 ci-après.

3.2. Plan de financement prévisionnel global

Le Coût du Projet est financé (i) au moyen de la Subvention et (ii) [indiquer mode de financement du solde]. A ce titre, le Bénéficiaire déclare avoir obtenu, et/ou le cas échéant sollicité, les financements complémentaires dont le détail est le suivant : [indiquer le nom des financeurs et le montant de la subvention ou du prêt].

| | |
|---------------------------------------|--|
| Dépenses (coût global de l'opération) | Recettes globales de l'opération |
| | Subvention du fonds Ville de demain : --- M€ |
| | Subvention région |
| | Subvention département |
| | Subvention Feder |
| | ... |
| | Montant emprunt |
| | Autres ... |
| Total [HT] | Total [HT] |

3.3 Dépenses éligibles à la Subvention

Les dépenses reconnues comme éligibles à la Subvention dans le cadre du Projet et dont la liste figure à l'annexe 3 de la Convention ont été évaluées à [•] euros HT lors de l'instruction du Projet (les **Dépenses Eligibles**).

La Subvention est strictement réservée à la réalisation du Projet et plus précisément au paiement de Dépenses Eligibles, à l'exclusion de toute autre affectation, ce à quoi le Bénéficiaire s'engage.

Le montant de la Subvention dont l'emploi n'aura pas pu être justifié ou qui ne serait pas alloué au paiement de Dépenses Eligibles fera l'objet d'un reversement à la Caisse des Dépôts sur simple demande de cette dernière.

Les différentes dépenses envisagées pour la réalisation du Projet sont détaillées par le Bénéficiaire, dans une annexe financière dont la copie figure en annexe 3 bis de la Convention.

3.4 Encadrement de la Subvention

(a) Montant de la Subvention

La Subvention est versée par la Caisse des Dépôts selon les modalités prévues à l'article 3.5. Le montant total de la Subvention ne pourra pas excéder [10/35%] [A préciser en fonction du taux retenu dans la Décision du Premier Ministre] des dépenses éligibles effectivement réalisées et est plafonné à un montant total de [•] euros ([•] €), conformément à la Décision du Premier Ministre.

(b) Cofinancement

Il est rappelé qu'aux termes de la Convention Etat-CDC, le financement d'un projet par le Fonds est nécessairement partiel et s'inscrit dans le cadre d'un cofinancement avec le Bénéficiaire. A ce titre, le solde du financement nécessaire au Projet doit être directement pris en charge par le Bénéficiaire qui déclare avoir obtenu et/ou sollicité les financements complémentaires nécessaires comme indiqué à l'article 3.2 ci-dessus.

(c) Respect des règles européennes

Au regard des règles européennes en matière d'aides d'Etat, le Bénéficiaire déclare être dans l'une ou l'autre des hypothèses suivantes :

a. Répercussion du bénéfice de la Subvention à un tiers⁴

Si le Bénéficiaire répercute en tout ou partie la Subvention au [délégataire/concessionnaire] dans le cadre de la réalisation du Projet, la Subvention devra être conforme aux règles européennes en matière d'aides d'Etat.

⁴ Clause à adapter en fonction du Projet concerné.

my

En particulier, la quote-part de subvention ainsi répercutée au [délégataire/concessionnaire] constitue une compensation de service public (la « *Compensation* ») attribuée conformément aux dispositions prévues dans le cadre du Règlement CE Transport.

Le cas échéant, conformément à la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne⁵, le Bénéficiaire s'engage à respecter les quatre conditions cumulatives suivantes :

- (i) le délégataire/le concessionnaire a effectivement été chargé de l'exécution d'obligations de service public et ces obligations ont été clairement définies dans le contrat de délégation de service public/de concession ;
- (ii) les paramètres sur la base desquels est calculée la Compensation ont été préalablement établis de façon objective et transparente ;
- (iii) la Compensation ne dépasse pas ce qui est nécessaire pour couvrir tout ou partie des coûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public, en tenant compte des recettes y relatives ainsi que d'un bénéfice raisonnable pour l'exécution de ces obligations ;
- (iv) les obligations de service public ont été confiées à l'entreprise à l'issue d'une procédure d'appels d'offre conforme aux règles de la commande publique ou, en l'absence d'une telle procédure, le niveau de la Compensation repose sur une analyse des coûts qu'une entreprise moyenne bien gérée et adéquatement équipée en moyens de transport afin de pouvoir satisfaire aux exigences de service public requises, aurait encourus pour exécuter ces obligations, en tenant compte des recettes y relatives ainsi que d'un bénéfice raisonnable pour l'exécution de ces obligations.

En tout état de cause, le Bénéficiaire s'assure :

- (i) que la Compensation versée au bénéfice du [délégataire/concessionnaire] soit allouée au paiement des Dépenses Eligibles. Le niveau de Compensation dont l'emploi n'aura pas pu être justifié ou qui ne serait pas alloué au paiement de Dépenses Eligibles fait l'objet d'un reversement au Bénéficiaire assorti, le cas échéant, d'intérêts calculés selon la méthode communautaire susmentionnée, et ce, à première demande notifiée par tout moyen.
- (ii) de l'absence de surcompensation liée aux obligations de service public. Dans le cas où une surcompensation est établie, le Bénéficiaire s'engage à demander le rembourser, sans délai, le montant de la surcompensation au [délégataire/concessionnaire] à première demande notifiée par tout moyen. Ce montant restitué sera assorti, le cas échéant, d'intérêts, calculés selon la méthode communautaire⁶.

b. Cas de l'utilisation de la subvention au bénéfice exclusif du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire ne répercute pas le bénéfice de la Subvention à un opérateur dans le cadre de la réalisation du Projet et s'engage en outre à rémunérer les prestations effectuées pour les besoins du Projet au prix du marché.

Le Bénéficiaire déclare en outre que le Projet n'a pas fait l'objet d'un financement au titre d'un autre fonds mis en place par l'Etat.

3.5 Modalités de versement de la Subvention

Sous réserve du respect des engagements du Bénéficiaire au titre de la Convention, la Subvention est versée au Bénéficiaire dans les conditions suivantes :

(a) Premier versement

A la demande du Bénéficiaire, un premier versement pourra être réalisé au titre de la Subvention, après signature de la Convention, sur présentation des documents suivants :

- (i) un justificatif attestant du démarrage effectif des opérations relatives au Projet [courrier accompagné par exemple d'ordres de service des premiers travaux] ;
- (ii) le rapport prévu à l'article 4.2.3 alinéa 2 de la Convention, relatif à la prise en compte de l'accessibilité du service de transport.

Ce versement ne pourra pas excéder 20 % du montant maximum de la Subvention.

(b) Versements intermédiaires et solde

- (i) Versements intermédiaires

Chaque versement intermédiaire est effectué selon l'échéancier joint en annexe 3 bis sur présentation :

- d'un état récapitulatif détaillé des dépenses payées au titre du Projet et distinguant les Dépenses Eligibles. Cet état récapitulatif est certifié par un tiers (agent comptable, expert comptable, commissaire aux comptes ...). A défaut de présentation de cet état récapitulatif ou à la demande de la Caisse des Dépôts, le Bénéficiaire devra fournir les factures correspondantes certifiées par un tiers ;
- d'un rapport d'avancement permettant de juger du bon état d'avancement du Projet.

⁵ Voir l'arrêt CJCE « Altmark Trans GmbH », 24 juillet 2003, C-280/00

⁶ Communication 2008/C 14/02 de la Commission relative à la révision de la méthode de calcul des taux de référence et d'actualisation

Le montant total des versements intermédiaires et du premier versement est plafonné à 80% du montant maximum de la Subvention (le **Plafond**).

Chacun des versements intermédiaires sera égal au montant des Dépenses Eligibles supplémentaires engagées telles que ressortant de l'état récapitulatif intermédiaire en question, pondéré par le taux d'intervention du Fonds [à savoir 10%/35%], dans la limite du Plafond.

(ii) Versement du solde

Concernant le solde, son versement est conditionné outre la bonne exécution des engagements pris par le Bénéficiaire au titre de la Convention :

- à la mise en service du système de transport ;
- à la remise par le Bénéficiaire à la Caisse des Dépôts d'un état récapitulatif des dépenses payées depuis le début de la réalisation du projet et distinguant les Dépenses Eligibles, certifié par un tiers (agent comptable, expert comptable, commissaire aux comptes) ; à défaut de présentation de cet état récapitulatif ou à la demande de la Caisse des Dépôts, le Bénéficiaire devra fournir les factures correspondantes certifiées par un tiers ;
- à la remise par le Bénéficiaire à la Caisse des Dépôts du dernier rapport d'avancement qui devra intégrer un premier bilan de l'évaluation socio-économique du projet tel que prévu à l'article 4.2.2, ainsi que le rapport sur l'accessibilité du nouveau service décrit au dernier alinéa de l'article 4.2.3.

Le solde versé au Bénéficiaire correspond à la différence entre (i) le montant total définitif des Dépenses Eligibles relatives au Projet effectivement constatées et payées, tel que ce montant résulte de l'état récapitulatif des dépenses remis par le Maître d'Ouvrage et certifié - étant précisé que le montant pris en compte à ce titre ne pourra être supérieur au montant des Dépenses Eligibles prévisionnel figurant à l'article 3.3 ci-dessus - et (ii) les versements déjà réalisés au titre de la Subvention. En cas de différence négative, le Bénéficiaire reversera à la Caisse des Dépôts les montants trop perçus dans un délai de [60 jours calendaires] à compter de la notification qui lui sera adressée par la Caisse des Dépôts à cet effet.

Par « rapport d'avancement » on entend un compte rendu d'avancement du Projet, certifié exact par le Bénéficiaire.

(c) Réalisation des versements

L'ensemble des versements au titre de la Subvention sera effectué sur appel de fonds accompagné de tous justificatifs utiles, envoyés par le Bénéficiaire à la Caisse des Dépôts, mentionnant en référence le N° de la Convention, aux coordonnées suivantes :

Caisse des dépôts et consignations

[insérer coordonnées],

Les versements sont effectués par virements bancaires sur le compte du Bénéficiaire dont les coordonnées sont les suivantes :

[préciser les coordonnées bancaires]

(d) Suspension, restitution des versements

La Caisse des Dépôts peut être amenée à suspendre ou à demander la restitution des versements, en cas de manquement par le Bénéficiaire aux stipulations de la Convention.

3.6 Non assujettissement de la Subvention à la TVA

La Subvention qui ne représente pas la contrepartie d'une prestation de service ou la livraison d'un bien et qui ne constitue pas le complément du prix d'une telle opération ne sera pas imposable à la TVA.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

4.1 Décision du Premier Ministre

Conformément à l'article 2 de la Décision du Premier Ministre, le Bénéficiaire a remis à la signature de la Convention :

i)- un plan de financement actualisé intégrant le montant de la Subvention et les autres financements du Projet. Ce plan de financement porté à la connaissance du Comité opérationnel des financements est conforme à l'article 2 de la Décision du Premier Ministre, et de ce fait, permet la signature de cette Convention ;

ii)- les rapports, attestations ou compléments d'information demandés à l'article 2 de la Décision du Premier Ministre, à savoir : [rédiger selon les clauses citées]. Le Comité opérationnel des financements a donné un avis positif quant à la conformité avec la Décision du Premier Ministre de ces rapports, attestations ou compléments d'information fournis par le Bénéficiaire.

Ces documents sont intégrés à l'annexe 1.

En outre, conformément à l'article 2 de la Décision du Premier Ministre, le Bénéficiaire s'engage, à un démarrage effectif des travaux avant le [31 décembre 2013].

4.2 Réalisation du Projet

4.2.1 – Modes de réalisation

Le Bénéficiaire s'engage à mener à bien le Projet décrit à l'article 2 de la Convention et dans la proposition figurant en annexe 2, et ce dans le respect des stipulations de la Convention.

A ce titre, le Bénéficiaire a conclu [*dsp à préciser, etc...*]

[*Des obligations supplémentaires pourront être mises à la charge du Bénéficiaire quant à la réalisation du Projet, compte tenu de la dsp etc...*]

Le Bénéficiaire assure le suivi et le contrôle de la mise en œuvre du Projet et des opérations qui en relèvent ainsi que des missions menées [*par le délégataire/ concessionnaire/autre*]. Ces activités sont réalisées dans le respect des présentes, de la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat, notamment les obligations visées à l'article 3.4, des dispositions légales et réglementaires nationales applicables, et notamment les obligations énoncées aux articles 4.2.2 et 4.2.3.

Le Bénéficiaire déclare avoir respecté, s'agissant de ses relations avec le [*délégataire/ concessionnaire/autre*], l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires qui sont applicables, notamment lors de sa sélection.

4.2.2 – Evaluation socio-économique du Projet

La décision de réalisation du Projet est fondée, en application des articles L1511-1 à L1511-5 du Code des Transports, sur l'efficacité économique et sociale de l'opération qui a fait l'objet d'une évaluation préalable comportant un bilan prévisionnel des avantages et inconvénients entraînés par sa mise en service (décret 84-617 du 17 juillet 1984 pris pour l'application de l'article 14 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 relatif aux grands projets d'infrastructures, aux grands choix technologiques et aux schémas directeurs d'infrastructures en matière de transports intérieurs).

Pour le versement du solde de la Subvention, le Bénéficiaire devra remettre, avec le rapport d'avancement, un premier bilan de l'évaluation socio-économique du projet. Un second bilan sera établi deux ans après la mise en service du Projet et au plus tard cinq ans après ; le dossier de bilan sera mis à la disposition du public.

Le Bénéficiaire présente, dans un délai maximum de six mois à compter de la date de signature de la Convention, le dispositif à mettre en place pour réaliser l'évaluation visée au présent article, conformément à la méthodologie élaborée par le Centre d'études sur les réseaux; les transports, l'urbanisme, et les constructions publiques (CERTU).

Ce dispositif prévoit la réalisation d'enquêtes visant à estimer le report modal et l'induction de trafic.

4.2.3. – Prise en compte de l'accessibilité des services de transport

L'article L1126-6 du Code des transports prévoit que « l'octroi des aides publiques favorisant le développement des systèmes de transport est subordonné à la prise en compte de l'accessibilité ».

Le Bénéficiaire remet, en présentant le premier appel de fonds au titre de la Convention, un rapport définissant les dispositions retenues pour assurer l'accessibilité du nouveau service de transport.

Pour le dernier appel de fonds présenté en vue du versement du solde de la subvention, le Bénéficiaire remet un rapport présentant les dispositions mises en place pour assurer l'accessibilité du nouveau service de transport dans le respect de la réglementation.

4.3 Gestion de la Subvention⁷

Le Bénéficiaire s'engage à mobiliser tous moyens nécessaires pour assurer la bonne gestion de la Subvention dans le respect des présentes et de la réglementation européenne et des dispositions nationales applicables.

Le Bénéficiaire notamment assume sous sa responsabilité la gestion de la Subvention qui lui est versée et à ce titre collecte les pièces justificatives correspondantes, s'assure de l'engagement et du paiement effectif des autres modes de financements mobilisés sur le Projet et collecte les pièces justificatives correspondantes, assure, par une séparation adéquate au sein de sa comptabilité, une traçabilité des flux financiers (entrées et sorties) liés à la gestion de la Subvention conformément à l'article 4.5 ci-après.

4.4 Obligation d'information

Le Bénéficiaire prend acte des termes de la Convention Etat-CDC et s'engage en conséquence à collaborer avec la Caisse des Dépôts afin de permettre à cette dernière de remplir sa mission d'information à l'égard de l'Etat, sa mission d'évaluation et son obligation de suivi des projets financés dans le cadre des Investissements d'Avenir et, le cas échéant, afin de répondre aux exigences de la Commission européenne. Le Bénéficiaire prend le même engagement à l'égard de l'ensemble des comités mis en place dans le cadre de l'action *Ville de Demain*.

A ce titre le Bénéficiaire s'engage à communiquer à première demande et dans les plus brefs délais toute information ou document que la Caisse des Dépôts pourrait solliciter dans ce cadre.

Le Bénéficiaire s'engage en outre à informer la Caisse des Dépôts dès qu'il a connaissance de tout événement pouvant affecter le bon déroulement du Projet ou la bonne exécution de la Convention et à proposer un plan d'action destiné à y remédier.

⁷ NB : à adapter en fonction des contrats passés entre le bénéficiaire et les prestataires en charge de la réalisation du Projet.

Enfin, le Bénéficiaire s'engage à autoriser pour la Caisse des Dépôts ou toute personne ou organisme désigné par elle, l'accès aux sites sur lesquels le Projet est réalisé, la consultation de tout document relatif au Projet, des échanges avec [délégataires, entreprises intervenant dans la réalisation du Projet].

En outre, des obligations d'informations périodiques sont mises à la charge du bénéficiaire qui les accepte, et dont les modalités figurent en annexe 4 de la Convention.

4.5 Obligations comptables liées à la Subvention

Le Bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité dans laquelle figurent tous les éléments nécessaires à l'évaluation précise des Dépenses Eligibles et des emplois de la Subvention effectués à raison de la Convention (factures externes ou documents analytiques internes).

Les Dépenses Eligibles doivent être ventilées selon les postes comptables (au sens du plan comptable général) figurant dans l'annexe financière (annexe 3 bis) et certifiées exactes par le commissaire au compte, agent comptable ou équivalent [A discuter/adapter en fonction de la nature du Bénéficiaire].

[Par ailleurs, à l'issue du Projet, le Bénéficiaire s'engage à fournir à la Caisse des Dépôts, tous documents et justificatifs ayant pour objet la description des opérations comptables qui attestent de la conformité de l'utilisation de la Subvention, conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000.]⁸

4.6 Objectifs et évaluation

Le Bénéficiaire prend acte des objectifs fixés à la Caisse des Dépôts en application de la Convention Etat-CDC et s'engage pour ce qui le concerne à respecter les indicateurs de performance suivants précisés à l'annexe 4 de la Convention :

Le Bénéficiaire accepte en outre expressément que la réalisation du Projet puisse donner lieu à un contrôle et à une évaluation par la Caisse des Dépôts ou par tout organisme de contrôle désigné par elle ou autorisé aux termes de la Convention Etat-CDC.

4.7 Responsabilité

Le Bénéficiaire est seul responsable de l'exécution du Projet et de l'ensemble des opérations y afférentes. La Caisse des Dépôts ne pourra être tenue responsable de tout acte ou manquement contractuel commis à raison de la réalisation du Projet ou de l'utilisation de la Subvention par le Bénéficiaire. Le Bénéficiaire garantit la Caisse des Dépôts contre tout recours et conséquences pécuniaires dudit recours provenant d'un tiers, en ce compris le [délégataire/concessionnaire/autre], à raison de la réalisation du Projet. A ce titre, le Bénéficiaire s'oblige à souscrire à toute police d'assurance nécessaire à raison du Projet.

ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITE

Sous réserve de ce qui est admis expressément aux termes des présentes et sauf disposition contraire de la loi ou demandes de toute autorité administrative ou judiciaire compétente, le Bénéficiaire s'engage tant pour lui-même que pour ses employés, représentants ou conseils, à veiller au respect de la confidentialité des stipulations de la Convention ainsi que des informations et documents, de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports qui lui ont été communiqués ou dont il aura eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention.

La présente obligation de confidentialité s'appliquera pendant toute la durée de la Convention et demeurera en vigueur pendant une durée de deux (2) ans à compter de l'arrivée du terme de la Convention pour quelque cause que ce soit.

Le Bénéficiaire prend acte des obligations de communication d'information mises à la charge de la Caisse des Dépôts en application de la Convention Etat-CDC et notamment à l'égard de toute commission parlementaire compétente.

ARTICLE 6 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

6.1 – Communication

Le Bénéficiaire s'oblige à soumettre, dans un délai minimal de 30 (trente) jours [à adapter par la Direction régionale selon la durée du projet] avant sa divulgation au public, à l'autorisation préalable et écrite de la Caisse des Dépôts, le contenu de tout projet de publication ou d'action de communication écrite ou orale, relative au soutien de la Caisse des Dépôts pour la réalisation du Projet.

La Caisse des Dépôts pourra, pendant ce délai, demander des modifications, s'opposer ou demander à ce que son soutien pour la réalisation du Projet soit mentionné.

Dans ce dernier cas, le soutien de la Caisse des Dépôts pour le compte de l'État sera mentionné *sous la forme suivante* : « Ce projet a été réalisé dans le cadre du Programme Investissements d'Avenir, action Ville de Demain, la Caisse des Dépôts étant le gestionnaire de l'action Ville de Demain pour le compte de l'Etat »

Il sera demandé au Bénéficiaire de faire état du soutien du Programme d'Investissements d'Avenir-Ville de Demain sur les chantiers du Projet, sous forme de panneaux incluant le montant de l'aide et le logo du PIA, ainsi que le logo de la Caisse des dépôts. Un modèle lui sera communiqué.

6.2 – Propriété intellectuelle

Il est entendu entre les Parties que le bénéficiaire reste titulaire des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats du Projet mais octroie à la Caisse des Dépôts un droit d'utilisation tel que défini ci-après. A ce titre, le Bénéficiaire cède à titre gratuit et non exclusif, à la Caisse des Dépôts, le droit de reproduire, représenter, adapter et diffuser, pour une exploitation à titre gratuit et à des fins de communication interne et externe, les résultats du Projet notamment les rapports, bilans, supports de communication et tout document réalisé dans le cadre de

⁸ Paragraphe à maintenir si le Bénéficiaire est une personne privée.

la Convention, sur tout support et par tout procédé connus ou inconnus au jour de la signature de la Convention, et ce, au fur et à mesure de leur réalisation, pour tout public, pour le monde entier et pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle.

Le Bénéficiaire déclare être titulaire des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la présente cession et, garantit obtenir l'ensemble des autorisations et cessions de droits nécessaires notamment auprès de son personnel, et éventuels sous-traitants et partenaires et respecter les lois et règlements en vigueur, aux fins d'exécution de cet article.

ARTICLE 7 – DUREE

La Convention prend effet à compter de la date de sa signature et restera en vigueur jusqu'à la remise du second bilan de l'évaluation socio-économique visé au 4.2.2, sous réserve des stipulations 4.6 (Objectifs et évaluation), 5 (Confidentialité) et 6 (Propriété intellectuelle) et des stipulations relatives à l'obligation de restitution de la Subvention, qui produiront leurs effets pour la durée des droits et obligations en cause, quelle que soit la cause de terminaison de la Convention.

ARTICLE 8 – MANQUEMENTS

8.1 Cas de manquement

Constitue un manquement au sens de la Convention (un *Manquement*) :

- (viii) toute modification substantielle du Projet, tant dans ses aspects techniques que financiers, qui après analyse par la Caisse des Dépôts et avis du Comité opérationnel des financements, est de nature à remettre en cause les conditions d'octroi de la Subvention, en particulier la non-obtention des financements complémentaires listés à l'article 2 de la convention ;
- (ix) non respect du calendrier de réalisation du Projet précisé à l'article 2 de la Convention ;
- (x) la cessation de la réalisation ou constatation notamment au vu des comptes-rendus intermédiaires de la non réalisation du Projet conformément aux termes de l'annexe 2 ;
- (xi) non respect des obligations visées à l'article 4.5 ;
- (xii) non respect des clauses de l'article 2 de la Décision du Premier Ministre ;
- (xiii) allocation de tout ou partie de la Subvention à des dépenses non éligibles ;
- (xiv) la non transmission à bonne date des documents et informations requis en application de la Convention (notamment en application de l'annexe 4)
- (xv) non respect par le Bénéficiaire d'une de ses autres obligations au titre de la Convention ;
- (xvi) non respect des stipulations de l'article 3.4. (c).

8.2 Conséquence de la survenance d'un Manquement

En cas de survenance d'un Manquement, la Caisse des Dépôts pourra :

- (iv) suspendre, sans délai et sans notification préalable au Bénéficiaire, le versement de tout ou partie de la Subvention ; et /ou
- (v) résilier la Convention à l'expiration d'un délai de trente (30) jours calendaires suivant notification de résiliation adressée au Bénéficiaire par lettre recommandée avec avis de réception ; et/ou
- (vi) demander la restitution de tout ou partie des montants versés au titre de la Subvention à l'expiration d'un délai de trente (30) jours calendaires suivant notification adressée au Bénéficiaire par lettre recommandée avec avis de réception .

Le Bénéficiaire sera en droit de présenter toute observation qu'il estime utile à la Caisse des Dépôts suite à ladite notification et pourra prendre, dans la mesure du possible, toutes les mesures visant à remédier au Manquement. Si au terme du délai de trente (30) jours susvisé, le Bénéficiaire a été en mesure de remédier au Manquement sans préjudice aucun pour l'Etat et la Caisse des Dépôts, cette dernière pourra renoncer par écrit à la résiliation ou à la demande de restitution de tout ou partie de la Subvention.

En cas de résiliation pour force majeure, il sera alors fait application *mutatis mutandis* des alinéas précédents.

En cas de résiliation de la Convention, la Subvention sera liquidée en fonction des engagements effectivement réalisés à cette date. Le cas échéant, le Bénéficiaire sera tenu au reversement des sommes indûment perçues.

Aucune indemnité ne pourra être demandée par le Bénéficiaire à la Caisse des Dépôts et/ou à l'Etat du fait d'une résiliation de la Convention.

Dans tous les cas de cessation de la Convention, le Bénéficiaire devra remettre à la Caisse des Dépôts, dans les huit (8) jours suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et sans formalité particulière, tous les documents fournis par la Caisse des Dépôts et que le Bénéficiaire détiendrait au titre de la Convention.

Tous les frais engagés par la Caisse des Dépôts pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 9 – STIPULATIONS GENERALES

9.1 – Notifications

Toute notification requise en vertu de la Convention devra être en forme écrite et sera valablement effectuée si elle est envoyée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par télécopie confirmée le jour même par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à l'adresse suivante :

Pour la Caisse des Dépôts :

☐

Pour le Bénéficiaire:

☐

Tout changement d'adresse par une Partie sera notifié à l'autre Partie dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrables à compter de la date dudit changement d'adresse. Les notifications par lettre recommandée seront considérées avoir été reçues à la date de première présentation de la lettre recommandée telle qu'indiquée sur l'avis de réception. Les notifications par télécopie confirmée par lettre recommandée seront considérées avoir été reçues à la date de première présentation de la lettre recommandée telle qu'indiquée sur l'avis de réception.

9.2 – Cession des droits et obligations

Le Bénéficiaire ne peut transférer sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention.

La Caisse des Dépôts peut quant à elle librement transférer ses droits et obligations au titre de la Convention.

9.3 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision administrative ou judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

9.4 Intégralité de la Convention

Les Parties reconnaissent que la Convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à toute offre, disposition ou accord antérieurs, écrits ou verbaux.

9.5 Modification de la Convention

Aucune modification de la Convention, quelle qu'en soit la forme, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

9.6 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

9.7 Juridiction

Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort des juridictions de Paris.

Fait en deux exemplaires,

À [•], le [•],

En Présence de M. le Préfet de [•]

Pour la Caisse des Dépôts

Pour le Bénéficiaire

~

**ANNEXE 1 A LA CONVENTION TCSP
DECISION N°[•] DU PREMIER MINISTRE**

~

**ANNEXE 2 A LA CONVENTION TCSP
COPIE DE LA PROPOSITION REMISE DANS LE CADRE DE L'APPEL A PROJETS ET CALENDRIER RELATIF AU
PROJET**

Mettre deux annexes :

- une sur le projet détaillé (appel à projet et modifications intervenus depuis)
- une sur le calendrier prévisionnel ;

**ANNEXE 3 A LA CONVENTION TSCP
DEPENSES ELIGIBLES**

| Dépenses non éligibles | Dépenses éligibles |
|--|--|
| <p>I Etudes d'avant-projet/projet</p> <p>Les études au stade de l'avant projet et du projet.</p> <p>Les études antérieures, de type études préalables, études d'insertion, schémas directeurs, etc., souvent très nombreuses, très variées, et réalisées sur une longue période, en régie ou par des bureaux privés ou publics.</p> <p>II Maîtrise d'ouvrage</p> <p>Comprend tous les frais, et toutes les études, engagés au titre de la maîtrise d'ouvrage, tels que : assistance technique, architecturale, paysagère, juridique..., assurances, communication, concertation, enquêtes publiques, fouilles archéologiques, études topographiques, de bruit, de sol, indemnités de gêne aux riverains pendant les travaux ou de préjudice commercial. L'assistance architecturale visée ici concerne les concours d'architecture, et les autres études confiées à des architectes avant les travaux.</p> <p>III Maîtrise d'œuvre de travaux</p> <p>Comprend les missions d'ingénierie normalisées pour la conduite des travaux, ainsi que l'assistance architecturale pendant les travaux.</p> <p>IV Acquisitions foncières et libération des emprises</p> <p>Comprend les acquisitions foncières proprement dites, les démolitions, les modifications et reconstructions d'immeubles, les clôtures, les relogements, les indemnités d'éviction, et autres.</p> <p>Ne comprend pas les indemnités des riverains dues à la gêne pendant les travaux, voir rubrique 2, Maîtrise d'ouvrage.</p> | <p>V Déviations de réseaux</p> <p><i>Comprend les coûts de déviations de réseaux de concessionnaires imputables à l'opération, qu'ils soient financés par l'autorité organisatrice ou d'une autre façon.</i></p> <p>VI Travaux préparatoires</p> <p><i>Comprend tous les travaux préparatoires à la réalisation du chantier sur le domaine public, tels que : ouvrages provisoires, déviations de voirie, installations de chantier, etc. Ne comprend pas les réaménagements de voirie définitifs, compris dans la rubrique 11, Voirie et espaces publics.</i></p> <p>VII Ouvrages d'art</p> <p><i>Comprend les ouvrages, en ligne, de génie civil et de gros œuvre, comme les ponts, les tunnels, les murs de soutènement, les confortements ou modifications d'ouvrages d'art existants.</i></p> <p><i>Ne comprend pas le génie civil des stations aériennes ou souterraines, voir rubrique 14-1 : infrastructures des stations.</i></p> <p>VIII Plate-forme</p> <p><i>Comprend les travaux de l'assise du site propre limités à la largeur de l'emprise réservée, c'est à dire les travaux nécessaires à la réalisation des terrassements, de la couche de forme, de la couche de base pour un site propre de surface, et de la couche de soubassement pour un tronçon en ouvrage - servant d'assise à la voie ferrée (tramway ou métro) ou à la couche de roulement (mode routier) - ainsi que du drainage et de la multibulaire.</i></p> <p><i>Ne concerne pas la voie proprement dite, le revêtement et les couches de roulement qui font partie de la rubrique 9 : Voie spécifique des systèmes ferrés et guidés, et de la rubrique 10 : Revêtement du site propre.</i></p> |

XI Voirie (hors site propre) et espaces publics

Il s'agit du gros - œuvre nécessaire à la reconstitution de l'espace public conformément à sa destination, entre le site propre (y compris les stations et leurs accès) et les façades des rues empruntées par le TCSP (hors équipements de superstructure) : terrassements, chaussées, trottoirs, revêtements.

IX Voie spécifique des systèmes ferrés et guidés

Comprend la pose et de la fourniture de la voie spécifiquement adaptée aux modes ferrés ou du système de guidage pour les modes routiers.

C'est à dire : traverses, rails, systèmes d'attaches, de liaisons, et antibruit, ou ensemble du système de guidage sur voirie.

Ne concerne pas le remplissage éventuel entre les rails et le revêtement, qui font partie de la rubrique 10 : Revêtement du site propre.

X Revêtement du site propre

Pour les autobus et autres modes routiers roulant sur chaussée classique, il s'agit de la couche de roulement, et des séparateurs ou bordures.

Pour les tramways et métros, il s'agit éventuellement du remplissage entre les rails, du revêtement superficiel, et des séparateurs ou bordures.

XII Equipements urbains

Comprend l'ensemble des équipements de superstructure, implantés le long de la ligne : mobilier urbain, plantations, éclairage, garde-corps.

Ne comprend pas les équipements propres au mode de transport collectif, aux stations et à la signalisation, inclus dans les rubriques 14, 15, 16 et 17.

XIII Signalisation

Comprend les signalisations horizontales, verticales, de jalonnement, et tricolores pour la circulation routière, y compris le matériel de régulation des feux.

Ne comprend pas le système de priorité aux feux d'un tramway ou d'un mode guidé et sa signalisation de type ferroviaire qui relèvent de la rubrique 16 : Courants faibles et PCC.

XIV Stations

A) Infrastructures des stations

Il s'agit du génie civil, gros œuvre et second œuvre des stations aériennes et souterraines, y compris pour les stations au sol des tramways et des modes routiers (quais et soubassements) et celles liées au transport fluvial (aménagement de quais maritimes...).

B) Equipement des stations, dont équipements destinés aux vélos (arceaux...), dont appointements.

Comprend les coûts liés au mobilier des stations, abris, bancs, barrières, éclairage, panneaux d'information fixes, équipements destinés au stationnement des vélos, ainsi que les escalators, ascenseurs, ventilation, équipements de sécurité et de secours, dans les stations aériennes ou enterrées, et des essais correspondants.

Ne comprend pas les installations et mobiliers nécessaires aux systèmes de SAE, SAI, courants faibles, exploitation, distribution et oblitération des titres de transport, abordés dans la rubrique 16 : Courants faibles et PCC.

XV Alimentation en énergie de traction

Comprend l'ensemble des installations nécessaires à la distribution de l'énergie aux véhicules à traction électrique : sous-stations (y compris le local et sauf intégration au dépôt), fourniture et pose du réseau de distribution, de la ligne aérienne, système de contrôle...

Ne comprend pas le PCC, abordé dans la rubrique 16 : Courants faibles et PCC.

| | |
|--|---|
| <p>XVIII Matériel roulant</p> <p>Outre les véhicules eux-mêmes, ce poste comprend les frais d'essais et de mise en service du matériel, ainsi que la formation des personnels.</p> <p>XIX Opérations induites</p> <p><i>Pôles d'échanges, parcs relais, aménagements destinés aux circulations des vélos : bande cyclable, parking vélos.</i> Ces opérations constituent des actions d'accompagnement. Non nécessaires au fonctionnement du TCSP proprement dit, non imputables à une démarche qualité globale le long de la ligne, elles répondent par contre aux logiques suivantes :</p> <p>1 - Opérations de voirie et de stationnement Restitution de certaines fonctions et de certains usages qui dépassent le cadre du simple réaménagement de voirie de façade à façade (voie nouvelle ou réaménagement de voie pour la circulation des voitures en dehors des emprises des voies empruntées par le site propre, <i>parc de stationnement souterrain, parcs relais, bandes ou pistes cyclables, etc.</i>),</p> <p>2 - Opérations architecturales et urbaines Traitement architectural ou urbain d'un lieu présentant des caractéristiques particulières (place, quai, monument, espace vert, traversée d'un quartier ANRU...),</p> <p>3 - Opérations de transport collectif Les créations ou modifications de gares ne sont pas éligibles.</p> | <p>XVI Courants faibles et PCC</p> <p><i>Comprend l'ensemble des systèmes de contrôle et d'exploitation de la ligne de TCSP : automatismes, SAE, SAI, distribution et oblitération des titres de transport, signalisation et commandes spécifiques (style ferroviaire), poste de commande centralisé correspondant, hors bâtiment si intégré au dépôt, ..., et des essais correspondants.</i></p> <p>XVII Dépôts</p> <p><i>Compte tenu de la diversité des situations rencontrées, il est retenu de regrouper dans cette rubrique l'ensemble des coûts liés à la réalisation du dépôt et des infrastructures et équipements nécessaires à ses accès.</i> <i>Ainsi, tous les coûts des postes mentionnés ci-dessus, liés à la partie de la ligne hors exploitation voyageur, sont à prendre en considération dans ce cadre.</i></p> <p>XIX Opérations induites</p> <p><i>Sont éligibles les parcs de stationnement souterrains, parcs relais, bandes ou pistes cyclables, etc.</i></p> <p><i>Sont éligibles les opérations d'interconnexion de lignes de transports collectifs ou favorisant l'intermodalité transports collectifs/modes doux, (pôles d'échange, parc vélos gardiennés...).</i></p> <p><i>Une description assez précise de chaque opération est nécessaire pour éclairer la décomposition par poste, mais seul le coût total de chaque type d'opération (hors coûts imputables aux autres rubriques) est significatif comme indicateur des coûts d'investissements.</i></p> |
|--|---|

~

ANNEXE 3 BIS A LA CONVENTION TCSP
ANNEXE FINANCIERE ET ECHEANCIER PREVISIONNEL DE VERSEMENT

[A compléter]

ANNEXE 4 A LA CONVENTION TCSP INFORMATION-REPORTING

Outre les rapports d'avancement liés aux versements de la subvention (article 3.5), le Bénéficiaire s'engage à fournir les éléments ci-dessous selon la périodicité prévue :

4-1 Indicateurs opérationnels

Il est créé pour 2011 par le MEDDTL un indicateur permettant de mesurer l'avancement des projets d'infrastructures de transports collectifs menés par les collectivités et soutenus financièrement par l'Etat. L'objectif est d'optimiser les financements de l'Etat et de s'assurer que les opérations subventionnées par l'Etat connaissent bien l'avancement prévu et annoncé lors de la signature des conventions de financement.

L'indicateur mesure le taux d'avancement de chaque opération puis en fait la moyenne régionale. A partir du tableau détaillé par opération, il est défini une cible par opération, puis régionale. En compte-rendu, l'avancement de chaque opération est évalué et est comparé à la cible fixée lors du dialogue de gestion.

Pour mesurer l'avancement d'une opération, il a été défini 9 jalons identiques pour chaque opération, le franchissement de chaque jalon étant valorisé par un pourcentage d'avancement. La somme des pourcentages de l'ensemble des jalons franchis pour une opération donne l'avancement cible pour l'opération puis la cible régionale en calculant la moyenne sur l'ensemble des opérations du BOP.L es jalons définis sont les suivants avec leur poids respectif.

La cible sera calculée à l'aide du tableau suivant. Afin d'avoir une vision pluriannuelle du déroulement des opérations un tableau similaire au précédent sera renseigné en faisant figurer les années où chaque jalon de chaque opération sera franchi.

Le Bénéficiaire s'engage à fournir les indications nécessaires à l'établissement du tableau ci-dessous :

| Opérations | Situation au 31/12/2011 (= 1 si jalon atteint au 31/12/2011, 0 si non) | | | | | | | | | |
|---|--|-----------------------------------|--------------|------------------|-----|------------------------|-----------------------|------------------------|-----------------|-----------------|
| | Avancement de la procédure | | | | | Avancement des travaux | | | | |
| | Lancement des études | Schéma de Concertation / principe | débat public | Enquête publique | DUP | Début travaux | Premier tiers travaux | Deuxième tiers travaux | Mise en service | Total opération |
| | 10% | 10% | | 10% | 10% | 10% | 5% | 10% | 10% | 25% |
| Opération 1 | 1 | 1 | | 1 | 1 | | | | | 40% |
| Opération 2 | 1 | 1 | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | | 65% |
| Opération 3 | 1 | 1 | | | | | | | | 20% |
| Opération 4 | 1 | | | | | | | | | 10% |
| Opération 5 | 1 | 1 | | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 100% |
| Indicateur régional pour l'ensemble des opérations de transports collectifs | | | | | | | | | | 47% |

4-2 Indicateurs de performance

Le Bénéficiaire devra fournir des indicateurs de performance lié à l'installation du nouveau système de transport collectif en site propre.

Ces indicateurs, à définir précisément avec l'appui du CERTU et du MEDDTL, porteront sur :

- l'accroissement de l'investissement des collectivités locales liées au Grenelle,
- l'amélioration du fonctionnement du territoire au regard du développement durable,
- la promotion des modes de déplacement décarbonés et l'évolution de la mobilité. Ces indicateurs seront intégrés à l'évaluation socio-économique du projet prévue en application du décret 84-617 du 17 juillet 1984 (article 4.1.2 de la Convention).

Le Bénéficiaire s'engage à collaborer avec la Caisse des Dépôts afin de renseigner selon une périodicité et des modalités à déterminer, éventuellement sur outil informatique, ces indicateurs de performance.

La Caisse des Dépôts fera évoluer ces indicateurs en fonction des besoins d'évaluation de l'action Ville de Demain, sous réserve d'en informer le Bénéficiaire préalablement à la modification envisagée.

ANNEXE 2 au Règlement Financier – Modèles de Convention de Subvention de Dépenses d'ingénierie en application de protocoles de réservation

A. Bénéficiaire signataire du protocole

**Programme Investissements d'Avenir
Ville de Demain
Convention de subvention de dépenses d'ingénierie**

CONVENTION N° []

Vu l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010 relative au programme d'investissements d'avenir (le « **Programme d'Investissements d'Avenir** »),

Vu la convention du 28 septembre 2010 entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations (la « **Convention Etat-CDC** ») relative au Programme d'Investissements d'Avenir (action *Ville de Demain*) et portant création, dans les livres de la Caisse des dépôts et consignations d'un fonds, dénué de la personnalité morale, dénommé fonds *Ville de Demain* (le « **Fonds** »),

Vu la délibération du comité opérationnel des financements de l'action *Ville de Demain* (le « **Comité** »), en date du [•] 2011 concernant l'EcoCité [•], autorisant l'attribution de subventions d'ingénierie dans le cadre de la présente convention,

ENTRE :

La Caisse des dépôts et consignations, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du Code monétaire et financier, dont le siège est 56, rue de Lille, 75007 Paris, agissant en son nom et pour le compte de l'Etat, en vertu de la Convention Etat-CDC, en qualité de gestionnaire du Fonds, représentée par [•], dument habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée la « **Caisse des Dépôts** »,

ET

[•]⁹, représenté[e] par [•], en vertu d'une délibération du [organe délibérant], en date du [•], dument habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée le « **Bénéficiaire** »,

Ci-après désignées ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

- (A) Le Bénéficiaire a été sélectionné dans le cadre de l'appel à projets EcoCités lancé le 22 octobre 2008 par le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer.
- (B) En application de la Convention Etat-CDC, les collectivités sélectionnées dans le cadre de l'appel à projets susmentionné sont éligibles pour présenter leurs actions en vue d'obtenir un financement dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir, dès lors que lesdites actions remplissent les critères d'éligibilité précisés dans le cahier des charges relatif à l'action *Ville de Demain* (volet 1 EcoCités) publié le 6 novembre 2010 à l'initiative de l'Etat.
- (C) Aux termes de la Convention Etat-CDC, le Fonds peut cofinancer des missions d'expertise ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage ainsi que des études pré-opérationnelles ou opérationnelles permettant de mettre au point les actions qui seront présentées par les collectivités. Dans ce cadre, le comité de pilotage de l'action *Ville de Demain* a décidé le 8 octobre 2010 (i) de réserver sur les fonds alloués à l'action *Ville de Demain*, pour chacune des EcoCités sélectionnées au titre de l'appel à projets EcoCités, une enveloppe maximum de 300.000 € et (ii) d'autoriser, dans l'attente de la signature des conventions locales visées à l'article 7 de la Convention Etat-CDC, la signature de conventions ayant pour objet l'octroi de subventions d'ingénierie.
- (D) Au regard de la demande présentée par le Bénéficiaire et [du/des] cahier[s] des charges communiqué[s] dont une copie figure en annexe de la présente convention (le[s] « **Cahier[s] des Charges** »)¹⁰, par délibération en date [•] 2011, le Comité a autorisé l'octroi de subventions d'ingénierie au Bénéficiaire afin de financer partiellement la réalisation des Prestations (telles que définies à l'article 2 ci-après).

⁹ NB : le bénéficiaire est l'entité coordinatrice de l'écocité sélectionnée dans le cadre de l'AAP écocité et qui est également signataire du protocole de réservation de subvention. Dans tous les autres cas, le modèle tripartite doit être utilisé.

¹⁰ Selon que le Bénéficiaire a présenté un ou plusieurs cahiers des charges, il convient de mettre au singulier ou au pluriel le terme et d'harmoniser tout le document.

(E) Ainsi, la Caisse des Dépôts et le Bénéficiaire ont conclu la présente convention.

Dans la présente convention, les références à la Caisse des Dépôts sont des références à la Caisse des Dépôts agissant en son nom et pour le compte de l'Etat au travers du Fonds.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention incluant ses annexes et son préambule (la « **Convention** ») a pour objet de (i) définir les conditions de la subvention de la Caisse des Dépôts aux fins du financement partiel des Prestations (telles que définies à l'article 2 ci-après), (ii) définir dans ce cadre les obligations à la charge du Bénéficiaire, et (iii) prévoir les modalités de suivi de la réalisation des Prestations.

Il est rappelé que les subventions allouées au titre des Prestations ne préjugent pas d'un financement ultérieur des actions qui seront présentées par le Bénéficiaire dans le cadre de l'action Ville de Demain.

ARTICLE 2 – OBJET DES PRESTATIONS

Les prestations (ci-après les « **Prestations** ») consistent *[en la réalisation d'une ou plusieurs études consacrées à/ d'une expertise/ en une assistance à maîtrise d'ouvrage/ Description en quelques lignes des Prestations¹¹]*, telles que plus amplement décrites au sein [du/des] Cahier[s] des Charges.

La réalisation des Prestations sera confiée au[x] prestataire[s] désigné[s] ci-après (le[s] « **Prestataire[s]**¹² ») :

[•]¹³.

Le[s] Prestataire[s] [a été/ont été] sélectionné[s] par le Bénéficiaire dans le respect des règles légales et réglementaires applicables à la commande publique.

Le[s] Prestataire[s] [sera/seront] rémunéré[s] par le Bénéficiaire au prix du marché.

En aucun cas, la Caisse des Dépôts ne pourra être tenue d'une quelconque contribution au paiement [du/des] Prestataire[s], ni en être solidairement tenue au paiement, ni être considérée comme garante, à un quelconque titre du paiement de toute somme au[x] Prestataire[s].

Le Bénéficiaire s'engage à conclure toute convention utile pour la réalisation des Prestations dans le respect des termes de la Convention.

Les Prestations devront être lancées dans un délai de douze (12) mois à compter de la signature de la Convention¹⁴.

Conformément à l'annexe 3 du cahier des charges de l'action Ville de Demain, le Bénéficiaire a l'obligation d'intégrer dans les missions qu'il confiera au[x] Prestataire[s], la production d'une note de synthèse de fin de prestation (la « **Note de Synthèse** ») qui devra comprendre les éléments suivants pour la prestation concernée :

- les résultats principaux des Prestations,
- les difficultés identifiées dans la mise en œuvre du projet (juridiques, réglementaires, financières, technologiques),
- les enseignements sur les méthodes de travail à développer,
- les éléments reproductibles du projet.

L'ensemble de ces éléments sera transmis au directeur régional de la Caisse des Dépôts avec copie au préfet de région.

ARTICLE 3 - MODALITES DE LA SUBVENTION

Sous réserve du respect des engagements du Bénéficiaire tels que décrits à la Convention, la Caisse des Dépôts s'engage à participer au financement des Prestations, au moyen des sommes constituant le Fonds, aux fins de leur réalisation, conformément aux termes du présent article (la « **Subvention** »).

a) Dépenses éligibles à la Subvention

Les dépenses reconnues comme éligibles à la Subvention dans le cadre des Prestations sont celles visées au[x] Cahier[s] des Charges (les « **Dépenses Eligibles** »).

b) Montant de la Subvention.

Le coût des Prestations, tel que validé par le Comité (le « **Coût des Prestations** »), est fixé à : *[préciser le coût (en chiffre et en lettres) de chaque étude et/ou AMO et le total en indiquant s'il s'agit d'un montant HT ou TTC¹⁵]*

La quotité de subvention étant fixée à [10-35%] du Coût des Prestations (HT ou TTC)¹⁶ par le Comité, le montant maximum de la subvention est fixé à un montant total de [•] euros ([•] €)¹⁷ [réparti comme suit :

¹¹ NB : le terme prestations visent l'ingénierie (études, AMO ...) et non les actions que l'ingénierie permet de mettre au point.

¹² Il convient selon le cas de mettre au singulier ou au pluriel le terme et d'harmoniser tout le document.

¹³ Indiquer dénomination sociale, adresse, numéro RCS du ou des prestataires.

¹⁴ Cf annexe 3 du cahier des charges Ville de demain-volet 1.

¹⁵ NB : le coût des prestations est le montant HT ou TTC indiqué dans la décision du Comité. Il convient de vous assurer que le montant indiqué dans cette convention correspond bien (notamment concernant l'indication du HT ou du TTC).

¹⁶ En fonction de la décision du comité telle que précisée à l'alinéa précédent.

¹⁷ Indiquer le montant maximum en chiffre et en lettres. La subvention n'étant pas soumise à la TVA en l'absence de contrepartie au sens des règles de la TVA, il convient de ne rien préciser après l'indication du montant des sommes versées (ni HT, ni TTC).

[•]¹⁸.

c) Modalités de versement de la Subvention

La Subvention sera versée au Bénéficiaire par la Caisse des Dépôts dans les conditions suivantes :

- un premier versement, après la signature de la Convention, égale à 50% de la Subvention, sur appel de fonds du Bénéficiaire ;
- [le solde représentant 50% de la Subvention sera versé, sans préjudice des procédures de suspension ou de résiliation prévues aux présentes, sur appel de fonds du Bénéficiaire, sous réserve de la remise par le Bénéficiaire à la Caisse des Dépôts de la Note de Synthèse relative aux Prestations accompagnée de toute pièce justifiant de l'emploi des sommes appelées.]¹⁹

/OU/

[le solde représentant 50% de la Subvention sera versé, sur appels de fonds du Bénéficiaire en plusieurs tranches, chacune correspond au solde relatif à une Prestation. Sans préjudice des procédures de suspension ou de résiliation prévues aux présentes, le versement de la totalité du solde relatif à une Prestation est subordonné à la remise par le Bénéficiaire à la Caisse des Dépôts de la Note de Synthèse relative à ladite Prestation accompagnée de toute pièce justifiant de l'emploi des sommes appelées.]²⁰

L'ensemble des versements est effectué sur appel de fonds envoyé par le Bénéficiaire à la Caisse des Dépôts, mentionnant en référence le N° de la Convention, aux coordonnées suivantes :

Caisse des dépôts et consignations

[insérer coordonnées],

Les versements sont effectués par virements bancaires sur le compte du Bénéficiaire dont les coordonnées sont les suivantes :

[préciser les coordonnées bancaires]

d) Utilisation de la Subvention

La Subvention visée ci-dessus est strictement réservée à la réalisation des Prestations, à l'exclusion de toute autre affectation.

En cas de non-respect de cette obligation, le montant de la Subvention dont l'emploi n'aura pu être justifié, fera l'objet d'un reversement à la Caisse des Dépôts sur simple demande de cette dernière.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS

a) Maîtrise d'ouvrage

Le Bénéficiaire est le maître d'ouvrage des Prestations. Il assure l'ensemble des activités de mise en œuvre de celles-ci et des opérations qui en relèvent. Ces activités sont réalisées dans le respect de la Convention, [du/des] Cahier[s] des Charges, de la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat et des dispositions nationales.

b) Obligation d'information

Le Bénéficiaire prend acte des termes de la Convention Etat-CDC et s'engage en conséquence à collaborer avec la Caisse des Dépôts afin de permettre à cette dernière de remplir sa mission d'information à l'égard de l'Etat, sa mission d'évaluation et son obligation de suivi des projets financés dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir.

Le Bénéficiaire s'engage en outre à informer la Caisse des Dépôts dès qu'il a connaissance de tout événement pouvant affecter le bon déroulement des Prestations et notamment la bonne exécution de la Convention.

Le Bénéficiaire s'engage également à fournir à la Caisse des Dépôts toute information et tout document permettant de rendre compte précisément du déroulement des Prestations. La Caisse des Dépôts peut présenter toute demande en ce sens, le Bénéficiaire s'engageant à y répondre à première demande et dans un délai raisonnable au moyen de toute information, document et explication nécessaire à parfaitement éclairer la Caisse des Dépôts.

c) Responsabilité

Dans le cadre de la Convention, le Bénéficiaire est seul responsable de l'exécution des Prestations et de l'ensemble des travaux y afférents. La Caisse des Dépôts ne pourra être tenue responsable de tout acte ou manquement contractuel commis à raison de la réalisation des Prestations. Le Bénéficiaire garantit la Caisse des Dépôts contre tout recours et conséquences pécuniaires dudit recours provenant d'un tiers, en ce compris le[s] Prestataire[s] chargé[s] de réaliser les Prestations.

ARTICLE 5 – SUIVI DE L'AVANCEMENT ET DE LA REALISATION DES PRESTATIONS

Le Bénéficiaire et la Caisse des Dépôts s'engagent à collaborer de bonne foi et à communiquer entre eux autant que nécessaire afin de s'assurer de la bonne réalisation des Prestations conformément aux termes de la Convention.

¹⁸ Distinguer selon les Prestations concernées dès lors que plusieurs Prestations.

¹⁹ Paragraphe à maintenir dans l'hypothèse où une seule Prestation est financée.

²⁰ Paragraphe à maintenir dans l'hypothèse où plusieurs Prestations sont financées.

Le Bénéficiaire accepte expressément que les modalités de réalisation des Prestations puissent donner lieu à un contrôle et à une évaluation par la Caisse des Dépôts ou par tout organisme de contrôle désigné par elle. A ce titre, il s'engage à fournir à la Caisse des Dépôts toute information demandée par cette dernière.

A ce titre, le Bénéficiaire s'engage également à fournir à la Caisse des Dépôts les supports résultant de la réalisation des Prestations, à savoir notamment la Note de Synthèse et [les rapports, les bilans, analyses, études ... A compléter] et autorise expressément la Caisse des Dépôts à les reproduire, représenter, adapter, et diffuser aux personnes ayant vocation à en connaître pour la mise en œuvre, l'évaluation et le contrôle de l'action Ville de Demain, et ce à titre gratuit, au fur et à mesure de leur réalisation, et pour une exploitation à titre gratuit, sur tout support, par tout moyen, et pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle y afférents²¹. Le Bénéficiaire déclare être titulaire des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la présente autorisation et, garantit obtenir l'ensemble des autorisations et cessions de droits nécessaires aux fins d'exécution de cet article. Il est entendu entre les Parties que le Bénéficiaire reste titulaire des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats des Prestations.

ARTICLE 6 – CONFIDENTIALITE²²

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents, de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports (les « Informations Confidentielles »), qui lui auront été communiqués ou dont il aurait eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve de ceux dont les Parties auront convenu expressément qu'ils peuvent être diffusés.

Sont exclues de cet engagement :

- les informations qui seraient déjà dans le domaine public ou celles notoirement connues au moment de leur communication,
- les informations que la loi ou la réglementation oblige à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité s'appliquera pendant toute la durée de la Convention et demeurera en vigueur pendant une durée de deux (2) ans à compter de l'arrivée du terme de la Convention pour quelque cause que ce soit.

Aux fins de réalisation des Prestations, les Parties conviennent que ces Informations Confidentielles pourront être transmises au[x] Prestataire[s] sous réserve que [celui-ci/ceux-ci] [conclât/concluent] un engagement de confidentialité dans une forme préalablement approuvée par les Parties, et dans la stricte limite nécessaire à la réalisation des Prestations.

La Caisse des Dépôts s'engage à ne transmettre les Informations Confidentielles qui lui auront été communiquées lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, qu'aux personnes ayant à en connaître dans le cadre de la mise en œuvre, l'évaluation et le contrôle du Programme d'Investissements d'Avenir. A ce titre, le Bénéficiaire prend acte des obligations de communication d'information mises à la charge de la Caisse des Dépôts en application de la Convention Etat-CDC et notamment à l'égard de toute commission parlementaire compétente.

ARTICLE 7 – COMMUNICATION²³

Le Bénéficiaire s'oblige à soumettre, dans un délai minimal de 30 (trente) jours avant sa divulgation au public, à l'autorisation préalable et écrite de la Caisse des Dépôts, le contenu de tout projet de publication ou d'action de communication écrite ou orale relative aux Prestations ou au présent partenariat.

La Caisse des Dépôts pourra, pendant ce délai, demander des modifications, s'opposer ou demander à ce que le soutien qu'elle verse pour le compte de l'État soit mentionné.

Dans ce dernier cas, le soutien de la Caisse des Dépôts pour le compte de l'État sera mentionné sous la forme suivante : « Cette étude a été réalisée dans le cadre du Programme Investissement d'Avenir, action Ville de Demain, La Caisse des Dépôts étant le gestionnaire de l'action Ville de Demain pour le compte de l'Etat » / ou sous une forme préalablement déterminée d'un commun accord entre les Parties.

ARTICLE 8 - CALENDRIER DE REALISATION DES PRESTATIONS

Conformément au[x] Cahier[s] des Charges, les études et travaux nécessaires à la réalisation des Prestations devront débuter au plus tard le [] et être achevés au plus tard le []²⁴.

ARTICLE 9 - DUREE

La Convention prend effet à compter de la date de sa signature et restera en vigueur jusqu'à la date intervenant [] jours calendaires après la date de versement du solde de la Subvention conformément à l'article 3c), sous réserve des stipulations des articles 3d), 4, 5 et 6, qui produiront leurs effets pour la durée des droits et obligations en cause, quelle que soit la cause de terminaison de la Convention.

ARTICLE 10 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La Caisse des Dépôts sera en droit de résilier la Convention en cas de non respect [du /de l'un des] Cahier[s] des Charges et/ou de manquement par le Bénéficiaire à l'une de ses obligations au titre de la Convention (un « Manquement »).

²¹ Durée pouvant être réduite en fonction de l'opportunité mais qui devra tenir compte de la durée des obligations de la CDC en sa qualité de gestionnaire de l'action VDD.

²² La CDC ne peut prendre d'engagement de confidentialité en raison des obligations de transmission d'information qui sont à sa charge au titre du PIA. Le dernier paragraphe vise toutefois à rassurer les bénéficiaires en limitant la diffusion d'information à ce qui est nécessaire dans le cadre du PIA. En outre, le personnel de la CDC est tenu à titre général à une obligation de confidentialité sur les informations sensibles.

²³ Cette clause peut être adaptée au cas par cas sous réserve de ce qui a été arrêté avec le CGI concernant la politique de communication au titre du PIA et de la clause 8 de la Convention Etat-CDC.

²⁴ Distinguer le cas échéant quand les différentes Prestations n'ont pas la même durée.

En cas de Manquement, la Convention pourra être résiliée par la Caisse des Dépôts, sans indemnité, à l'expiration d'un délai de trente (30) jours calendaires suivant notification de résiliation adressée au Bénéficiaire par lettre recommandée avec avis de réception.

Le Bénéficiaire sera en droit de présenter toute observation qu'il estime utile à la Caisse des Dépôts suite à ladite notification et pourra prendre, dans la mesure du possible, toutes les mesures visant à remédier au Manquement. Si au terme du délai de trente (30) jours susvisé, le Bénéficiaire a été en mesure de remédier au Manquement sans préjudice aucun pour l'Etat et la Caisse des Dépôts, cette dernière pourra renoncer par écrit à la résiliation.

La Convention pourra également être résiliée en cas de force majeure telle que qualifiée par les juridictions. Il sera alors fait application *mutatis mutandis* de l'alinéa précédent.

En cas de résiliation de la Convention, la Subvention due au Bénéficiaire à la date d'effet de la résiliation sera liquidée en fonction des engagements effectivement réalisés à cette date. Le cas échéant, il sera tenu au reversement des sommes indûment perçues.

Aucune indemnité ne pourra être demandée par le Bénéficiaire à la Caisse des Dépôts et/ou à l'Etat du fait d'une résiliation de la Convention.

ARTICLE 11 – STIPULATIONS GENERALES

11.1 Modification de la Convention

Aucune modification de la Convention, quelle qu'en soit la forme, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

11.2 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision administrative ou judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

11.3 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

11.4 Election de domicile

Pour l'exécution de la Convention, les Parties font élection de domicile à l'adresse figurant en tête des présentes.

11.5 Juridictions compétentes

Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort des juridictions de Paris.

11.6 Notifications

Toute notification requise en vertu des présentes devra être en forme écrite et sera valablement effectuée si elle est envoyée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par télécopie confirmée le jour même par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à l'adresse suivante :

Pour la Caisse des Dépôts :

[]

Pour le Bénéficiaire:

[]

Tout changement d'adresse sera notifié à l'autre Partie dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrables à compter de la date dudit changement d'adresse. Les notifications par lettre recommandée seront considérées avoir été reçues à la date de première présentation de la lettre recommandée telle qu'indiquée sur l'avis de réception. Les notifications par télécopie confirmée par lettre recommandée seront considérées avoir été reçues à la date de première présentation de la lettre recommandée telle qu'indiquée sur l'avis de réception.

Fait en deux exemplaires,

À [], le [],

Pour la Caisse des Dépôts

Pour le Bénéficiaire

ANNEXE 2 au Règlement Financier – Modèles de Convention de Subvention de Dépenses d'ingénierie en application de protocoles de réservation

B. Bénéficiaire non signataire du protocole

| |
|---|
| Programme Investissements d'Avenir Ville de Demain Convention de subvention de dépenses d'ingénierie |
|---|

CONVENTION N° []

Vu l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010 relative au programme d'investissements d'avenir (le « **Programme d'Investissements d'Avenir** »),

Vu la convention du 28 septembre 2010 entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations (la « **Convention Etat-CDC** ») relative au Programme d'Investissements d'Avenir (action *Ville de Demain*) et portant création, dans les livres de la Caisse des dépôts et consignations d'un fonds, dénué de la personnalité morale, dénommé fonds *Ville de Demain* (le « **Fonds** »),

Vu la délibération du comité opérationnel des financements de l'action *Ville de Demain* (le « **Comité** »), en date du [•] 2011 autorisant l'attribution de subventions d'ingénierie dans le cadre de la présente convention,

ENTRE :

La Caisse des dépôts et consignations, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du Code monétaire et financier, dont le siège est 56, rue de Lille, 75007 Paris, agissant en son nom et pour le compte de l'Etat, en vertu de la Convention Etat-CDC, en qualité de gestionnaire du Fonds, représentée par [•], dument habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée la « **Caisse des Dépôts** »,

ET

[•], société [•] au capital de [•] euros, dont le siège social est sis [•], immatriculée au registre du commerce et des sociétés de [•] sous le numéro [•], représentée par [•], dument habilité à l'effet des présentes.] OU [entité publique bénéficiaire]

Ci-après dénommée le « **Bénéficiaire** »,

ET

[•]²⁵, représenté[e] par [•], en vertu d'une délibération du (organe délibérant), en date du [•], dument habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée le « **Partenaire Public** »,]

Ci-après désignées ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

[En présence de²⁶ :

[•], représenté[e] par [•], en vertu d'une délibération du [organe délibérant], en date du [•], dument habilité à l'effet des présentes, en sa qualité d'entité coordinatrice de l'Ecocité [•].]

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

- (A) L'Ecocité [•] a été sélectionnée dans le cadre de l'appel à projets EcoCités lancé le 22 octobre 2008 par le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer.
- (B) En application de la Convention Etat-CDC, [•] en sa qualité d'entité coordinatrice de l'Ecocité [•] est éligible pour présenter des actions en vue d'obtenir un financement dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir, dès lors que lesdites actions remplissent les critères d'éligibilité précisés dans le cahier des charges relatif à l'action *Ville de Demain* (volet 1 EcoCités) publié le 6 novembre 2010 à l'initiative de l'Etat.
- (C) Aux termes de la Convention Etat-CDC, le Fonds peut cofinancer des missions d'expertise ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage ainsi que des études pré-opérationnelles ou opérationnelles permettant de mettre au point les actions qui seront présentées par les

²⁵ NB : Mentionner l'entité coordinatrice de l'écocité sélectionnée dans le cadre de l'AAP écocité et qui est également signataire du protocole de réservation de subvention. En effet, il a été convenu lors de la mise en place des protocoles que l'entité coordinatrice serait cosignataire des conventions de subvention quand bien même la subvention est consentie à un maître d'ouvrage tiers. En effet l'entité coordinatrice est le seul signataire du protocole ; elle présente les actions de l'écocité au financement du PIA et elle doit donc être concernée par les subventions consenties à des tiers qui eux n'ont pas été sélectionnés au titre de l'AAP.

Dans l'hypothèse où l'entité coordinatrice refuse d'être partie à la convention au motif qu'une autre entité publique est impliquée sur l'action pour laquelle l'ingénierie est nécessaire (hypothèse 2), il convient de prévoir que la convention de subvention est signée « en présence de l'entité coordinatrice » (et de modifier les comparutions et la page de signature en conséquence) et de mentionner l'entité publique (autre que l'entité coordinatrice) impliquée sur le projet comme étant le Partenaire Public.

²⁶ Mention à maintenir uniquement dans l'hypothèse 2 (cf note de bas de page n°1).

entités coordinatrices des Ecocités sélectionnées. Dans ce cadre, le comité de pilotage de l'action *Ville de Demain* a décidé le 8 octobre 2010 (i) de réserver sur les fonds alloués à l'action *Ville de Demain*, pour chacune des Ecocités sélectionnées au titre de l'appel à projets EcoQuartiers, une enveloppe maximum de 300.000 € et (ii) d'autoriser, dans l'attente de la signature des conventions locales visées à l'article 7 de la Convention Etat-CDC, la signature de conventions ayant pour objet l'octroi de subventions d'ingénierie.

- (D) [...] en sa qualité d'entité coordinatrice de l'Ecocité [...] étudie la possibilité de présenter certaines actions afin de bénéficier du financement du Fonds, au titre desquelles figure [description de la ou des 'actions'] ([l'/les] « **Action[s]** »), [cette/ces] Action[s] étant réalisée[s] par le Bénéficiaire en qualité de maître d'ouvrage [en partenariat avec le Partenaire Public]²⁷. Afin de s'assurer de [la cohérence et la faisabilité économique] [A adapter au regard de l'étude/expertise/assistance à MO concernée] de [l'Action/des Actions], [...] en sa qualité d'entité coordinatrice de l'Ecocité [...] a sollicité pour le compte du Bénéficiaire l'octroi d'une subvention destinée au financement partiel de [description des études/expertises/AMO envisagées] (les « **Prestations** »).
- (E) Au regard [du/des] cahier[s] des charges communiqué[s] dont une copie figure en annexe de la présente convention (le[s] « **Cahier[s] des Charges** »)²⁸, par délibération en date [...] 2011, le Comité a autorisé l'octroi de subventions d'ingénierie au Bénéficiaire afin de financer partiellement la réalisation des Prestations.

Ainsi, la Caisse des Dépôts, le Bénéficiaire et le Partenaire Public ont conclu la présente convention [en présence de [...]] en sa qualité d'entité coordinatrice de l'Ecocité [...]²⁹.

Dans la présente convention, les références à la Caisse des Dépôts sont des références à la Caisse des Dépôts agissant en son nom et pour le compte de l'Etat au travers du Fonds.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1 – Objet de la Convention

La présente convention incluant ses annexes et son préambule (la « **Convention** ») a pour objet de (i) définir les conditions de la subvention de la Caisse des Dépôts aux fins du financement partiel des Prestations (telles que définies à l'article 2 ci-après), (ii) définir dans ce cadre les obligations à la charge du Bénéficiaire et du Partenaire Public, et (iii) prévoir les modalités de suivi de réalisation des Prestations.

Il est rappelé que les subventions allouées au titre des Prestations ne préjugent pas d'un financement ultérieur des actions qui seront présentées par le Bénéficiaire dans le cadre de l'action *Ville de Demain*.

Article 2 – Objet des Prestations

Les prestations (ci-après les « **Prestations** ») consistent [en la réalisation d'une ou plusieurs études consacrées à une expertise/ en une assistance à maîtrise d'ouvrage/ Description en quelques lignes des Prestations³⁰], telles que plus amplement décrites au sein [du/des] Cahier[s] des Charges.

La réalisation des Prestations sera confiée au[x] prestataire[s] désigné[s] ci-après (le[s] « **Prestataire[s]** ») :

[...] [dénomination sociale, adresse, numéro RCS].

Le[s] Prestataire[s] [sera/seront] rémunéré[s] par le Bénéficiaire au prix du marché.

En aucun cas, la Caisse des Dépôts ne pourra être tenue d'une quelconque contribution au paiement [du/des] Prestataire[s], ni en être solidairement tenue au paiement, ni être considérée comme garante, à un quelconque titre du paiement de toute somme au[x] Prestataire[s].

[Le[s] Prestataire[s] [a/ont] été sélectionné[s] par le Bénéficiaire dans le respect des règles légales et réglementaires applicables à la commande publique.³¹]

Le Bénéficiaire s'engage à conclure toute convention utile pour la réalisation des Prestations dans le respect des termes de la Convention

Les Prestations devront être lancées dans un délai de douze (12) mois à compter de la signature³².

Conformément à l'annexe 3 du cahier des charges de l'action *Ville de Demain*, le Bénéficiaire a l'obligation d'intégrer dans les missions qu'il confiera au[x] Prestataire[s], la production d'une note de synthèse de fin de prestation (la « **Note de Synthèse** ») qui devra comprendre les éléments suivants pour la prestation concernée :

- les résultats principaux des Prestations,
- les difficultés identifiées dans la mise en œuvre du projet (juridiques, réglementaires, financières, technologiques),
- les enseignements sur les méthodes de travail à développer,
- les éléments reproductibles du projet.

L'ensemble de ces éléments sera transmis au directeur régional de la Caisse des Dépôts avec copie au préfet de région.

²⁷ Cette mention ne doit être conservée que dans l'hypothèse 2.

²⁸ Selon que le Bénéficiaire a présenté un ou plusieurs cahiers des charges, il convient de mettre au singulier ou au pluriel le terme et d'harmoniser tout le document.

²⁹ Cette mention ne doit être conservée que dans l'hypothèse 2.

³⁰ NB : le terme prestations visent l'ingénierie (études, AMO ...) et non les actions que l'ingénierie permet de mettre au point.

³¹ Mention à maintenir si le Bénéficiaire est une personne publique.

³² Cf annexe 3 du cahier des charges *Ville de demain*-volet 1.

Le coût des Prestations sera financé (i) au moyen de la Subvention (telle que définie ci-après) et (ii) [indiquer mode de financement du solde].

Article 3 - Modalités de la Subvention

Sous réserve du respect des engagements du Bénéficiaire et du Partenaire Public tels que décrits dans la Convention, la Caisse des Dépôts s'engage à participer au financement des Prestations, au moyen des sommes constituant le Fonds, aux fins de leur réalisation, conformément aux termes du présent article (la « **Subvention** »).

a) Dépenses éligibles à la Subvention.

Les dépenses reconnues comme éligibles à la Subvention dans le cadre des Prestations sont celles visées au[x] Cahier[s] des Charges (les « **Dépenses Éligibles** »).

b) Montant de la Subvention

Le coût des Prestations, tel que validé par le Comité (le « **Coût des Prestations** »), est fixé à : [préciser le coût (en chiffre et en lettres) de chaque étude et/ou AMO et le total en indiquant s'il s'agit d'un montant HT ou TTC³³]

La quotité de Subvention étant fixé à [10-35%] du Coût des Prestations (HT ou TTC)³⁴ par le Comité, le montant maximum de la subvention est fixé à un montant total de [•] euros ([•] €)³⁵ [réparti comme suit :

[•]³⁶]

[³⁷Le versement de la Subvention au Bénéficiaire est compatible avec [le Règlement (CE) n°1998/2006 du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides *de minimis*³⁸, publié au Journal Officiel de l'Union européenne n° L 379 du 28/12/2006]

OU

[l'article 24 du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité, publié au Journal Officiel de l'Union européenne n° L 214 du 9/08/2008³⁹].

A ce titre, le Bénéficiaire s'assurera du respect des conditions exigées par ledit règlement.

En particulier, le Bénéficiaire déclare :

- (i) ne pas être en difficulté au sens des lignes directrices communautaires concernant les aides d'Etat au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté⁴⁰ ;
- (ii) ne pas faire l'objet d'une injonction de récupération suivant une décision antérieure de la Commission européenne déclarant des aides illégales et incompatibles avec le marché intérieur.
- (iii) [clause à intégrer si aide de minimis] que la subvention allouée par la présente Convention cumulée à d'autres aides *de minimis* reçues par le Bénéficiaire au cours des deux précédents exercices fiscaux et de l'exercice fiscal en cours ne dépasse pas le plafond de 200.000 euros⁴¹.

[clause à intégrer si aide exemptée] que la subvention allouée par la présente Convention cumulée à d'autres subventions reçues ou sollicitées par le Bénéficiaire pour couvrir les mêmes dépenses éligibles ne dépassent pas le plafond d'intensité d'aides publiques tels qu'indiqué à l'article 24 du Règlement CE précité⁴².]

³³ NB : le coût des prestations est le montant HT ou TTC indiqué dans la décision du Comité. Il convient de vous assurer que le montant indiqué dans cette convention correspond bien (notamment concernant l'indication du HT ou du TTC).

³⁴ En fonction de la décision du comité telle que précisée à l'alinéa précédent.

³⁵ Indiquer le montant maximum en chiffre et en lettres. La subvention n'étant pas soumise à la TVA en l'absence de contrepartie au sens des règles de la TVA, il convient de ne rien préciser après l'indication du montant des sommes versées (ni HT, ni TTC).

³⁶ Distinguer selon les Prestations concernées dès lors que plusieurs Prestations.

³⁷ Les clauses « aides d'Etat » s'appliquent dès lors que le Bénéficiaire exerce une activité économique et peuvent donc trouver application dans certaines hypothèses même lorsque le Bénéficiaire est une personne de droit public.

³⁸ Afin d'être justifiée au regard de la réglementation aides d'Etat, il conviendra de s'assurer que l'étude en question est liée à (i) des investissements permettant aux entreprises d'aller au-delà des normes communautaires ou d'augmenter le niveau de protection de l'environnement en l'absence de normes communautaires ou (ii) des investissements dans les économies d'énergie ou (iii) des investissements dans la promotion de l'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables.

³⁹ Afin d'être justifiée au regard de la réglementation aides d'Etat, il conviendra de s'assurer que l'étude en question est liée à (i) des investissements permettant aux entreprises d'aller au-delà des normes communautaires ou d'augmenter le niveau de protection de l'environnement en l'absence de normes communautaires ou (ii) des investissements dans les économies d'énergie ou (iii) des investissements dans la promotion de l'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables.

⁴⁰ JO C 244 du 1.10.2004 – [merci de nous communiquer le K-bis et certificat de non faillite du Bénéficiaire]

⁴¹ Nous recommandons fortement d'exiger du Bénéficiaire, avant la signature de la Convention (le cas échéant, avant le versement de la Subvention), une déclaration sur support papier ou sous forme électronique transmise à la CDC relative aux autres aides de minimis qu'il a reçues au cours des deux précédents exercices fiscaux et de l'exercice fiscal en cours. En effet, aux termes de l'article 3 du règlement de minimis, le dispensateur de l'aide « n'accorde la nouvelle aide de minimis qu'après avoir vérifié qu'elle ne porte pas le montant total des aides de minimis perçues par l'entreprise dans cet Etat membre au cours de la période couvrant l'exercice fiscal concerné et les deux exercices précédents au-delà du plafond fixé à l'article 2, paragraphe 2 (i.e. 200.000 euros par entreprise et sur 3 ans »).

c) Modalités de versement de la Subvention

La Subvention sera versée au Bénéficiaire par la Caisse des Dépôts dans les conditions suivantes.

- un premier versement, après la signature de la Convention, égale à 50% de la Subvention, sur appel de fonds du Bénéficiaire ;
- [le solde représentant 50% de la Subvention sera versé sans préjudice des procédures de suspension ou de résiliation prévues aux présentes, sur appel de fonds du Bénéficiaire, sous réserve de la remise par le Bénéficiaire à la Caisse des Dépôts de la Note de Synthèse relative aux Prestations accompagnée de toute pièce justifiant de l'emploi des sommes appelées.]⁴³

/OU/

[le solde représentant 50% de la Subvention sera versé, sur appels de fonds du Bénéficiaire en plusieurs tranches, chacune correspond au solde relatif à une Prestation. Sans préjudice des procédures de suspension ou de résiliation prévues aux présentes, le versement de la totalité du solde relatif à une Prestation est subordonné à la remise par le Bénéficiaire à la Caisse des Dépôts de la Note de Synthèse relative à ladite Prestation accompagnée de toute pièce justifiant de l'emploi des sommes appelées.]⁴⁴

L'ensemble des versements est effectué sur appel de fonds envoyé par le Bénéficiaire à la Caisse des Dépôts, mentionnant en référence le N° de la Convention, aux coordonnées suivantes :

Caisse des dépôts et consignations
[insérer coordonnées],

Les versements sont effectués par virements bancaires sur le compte du Bénéficiaire dont les coordonnées sont les suivantes :
[préciser les coordonnées bancaires]

d) Utilisation de la Subvention

La Subvention visée ci-dessus est strictement réservée à la réalisation des Prestations, à l'exclusion de toute autre affectation.

En cas de non-respect de cette obligation, le montant de la Subvention dont l'emploi n'aura pu être justifié, fera l'objet d'un reversement à la Caisse des Dépôts sur simple demande de cette dernière.

Article 4 - Engagements

4.1 – Engagements du Bénéficiaire

a) Maîtrise d'ouvrage

Le Bénéficiaire est le maître d'ouvrage des Prestations. .

Le Bénéficiaire assure l'ensemble des activités de mise en œuvre des Prestations et des opérations qui en relèvent. Ces activités sont réalisées dans le respect de la Convention, [du/des] Cahier[s] des Charges, de la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat et des dispositions nationales.

b) Obligation d'information

Le Bénéficiaire prend acte des termes de la Convention Etat-CDC et s'engage en conséquence à collaborer avec la Caisse des Dépôts afin de permettre à cette dernière de remplir sa mission d'information à l'égard de l'Etat, sa mission d'évaluation et son obligation de suivi des projets financés dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir.

Le Bénéficiaire s'engage en outre à informer la Caisse des Dépôts dès qu'il a connaissance de tout événement pouvant affecter le bon déroulement des Prestations et notamment la bonne exécution de la Convention.

Le Bénéficiaire s'engage également à fournir à la Caisse des Dépôts toute information et tout document permettant de rendre compte précisément du déroulement des Prestations. La Caisse des Dépôts peut présenter toute demande en ce sens, le Bénéficiaire s'engageant à y répondre à première demande et dans un délai raisonnable au moyen de toute information, document et explication nécessaire à parfaitement éclairer la Caisse des Dépôts.

[Par ailleurs, à l'issue du Projet, le Bénéficiaire s'engage à fournir à la Caisse des Dépôts, tous documents et justificatifs ayant pour objet la description des opérations comptables qui attestent de la conformité de l'utilisation de la Subvention, conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000.]⁴⁵

c) Responsabilité

Dans le cadre de la Convention, le Bénéficiaire est seul responsable de l'exécution des Prestations et de l'ensemble des travaux y afférents. Ni la Caisse des Dépôts, ni le Partenaire Public ne pourront être tenus responsables de tout acte ou manquement contractuel commis à raison de la réalisation des Prestations par le Bénéficiaire. Le Bénéficiaire garantit la Caisse des Dépôts et le Partenaire Public contre tout recours et

⁴² Lorsque l'aide est versée à une grande entreprise au sens de la Recommandation CE de 2003, l'intensité de l'aide ne doit pas dépasser 50% des coûts admissibles (qui sont les coûts de l'étude). Lorsque l'entreprise est une moyenne entreprise, cette intensité est majorée de 10 points de pourcentage et lorsque l'entreprise est une petite entreprise, l'intensité est majorée de 20 points. .

⁴³ Paragraphe à maintenir dans l'hypothèse où une seule Prestation est financée.

⁴⁴ Paragraphe à maintenir dans l'hypothèse où plusieurs Prestations sont financées.

⁴⁵ Paragraphe à maintenir si le Bénéficiaire est une personne privée.

conséquences pécuniaires dudit recours provenant d'un tiers, en ce compris le(s) Prestataire(s), à raison de la réalisation des Prestations. A ce titre, le Bénéficiaire s'oblige à souscrire à toute police d'assurance nécessaire à raison des Prestations.

4.2 – Déclarations et engagements du Partenaire Public

Le Partenaire Public déclare avoir respecté, s'agissant de ses relations avec le Bénéficiaire, l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires qui sont applicables.

Le Partenaire Public déclare que les Prestations s'inscrivent dans le cadre [de l'Action/ des Actions] qui [sera/seront] [présentée/présentées] dans le cadre du Programme des Investissements d'Avenir. Il s'engage en conséquence à suivre la réalisation des Prestations et à contrôler le respect par le Bénéficiaire des conditions et engagements prévus par la Convention.

ARTICLE 5 – SUIVI DE L'AVANCEMENT ET DE LA REALISATION DES PRESTATIONS

Le Partenaire Public, le Bénéficiaire et la Caisse des Dépôts s'engagent à collaborer de bonne foi et à communiquer entre eux autant que nécessaire afin de s'assurer de la bonne réalisation des Prestations conformément aux termes de la Convention.

Le Bénéficiaire accepte expressément que les modalités de réalisation des Prestations puissent donner lieu à un contrôle et à une évaluation par la Caisse des Dépôts ou par tout organisme de contrôle désigné par elle. A ce titre, il s'engage à fournir à la Caisse des Dépôts toute information demandée par cette dernière.

A ce titre, le Bénéficiaire s'engage également à fournir à la Caisse des Dépôts les supports résultant de la réalisation des Prestations, à savoir notamment la Note de Synthèse et [les rapports, les bilans, analyses, études ... A compléter] et autorise expressément la Caisse des Dépôts à les reproduire, représenter, adapter, et diffuser aux personnes ayant vocation à en connaître pour la mise en œuvre, l'évaluation et le contrôle de l'action Ville de Demain, et ce à titre gratuit, au fur et à mesure de leur réalisation, et pour une exploitation à titre gratuit, sur tout support, par tout moyen, et pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle y afférents⁴⁶. Le Bénéficiaire déclare être titulaire des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la présente autorisation et, garantit obtenir l'ensemble des autorisations et cessions de droits nécessaires aux fins d'exécution de cet article. Il est entendu entre les Parties que le Bénéficiaire reste titulaire des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats des Prestations.

Article 6 – Confidentialité⁴⁷

Le Bénéficiaire et le Partenaire Public s'engagent, chacun pour ce qui le concerne, à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents, de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports (les « Informations Confidentielles »), qui leur auront été communiqués ou dont ils auront eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve de ceux dont ils auront convenu expressément qu'ils peuvent être diffusés.

Sont exclues de cet engagement :

- les informations qui seraient déjà dans le domaine public ou celles notoirement connues au moment de leur communication,
- les informations que la loi ou la réglementation oblige à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité s'appliquera pendant toute la durée de la Convention et demeurera en vigueur pendant une durée de deux (2) ans à compter de l'arrivée du terme de la Convention pour quelque cause que ce soit.

Aux fins de réalisation des Prestations, les Parties conviennent que ces Informations Confidentielles pourront être transmises au[x] Prestataire[s] sous réserve que [celui-ci/ceux-ci] [conclût/concluent] un engagement de confidentialité dans une forme préalablement approuvée par les Parties, et dans la stricte limite nécessaire à la réalisation des Prestations.

La Caisse des Dépôts s'engage à ne transmettre les Informations Confidentielles qui lui auront été communiquées lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, qu'aux personnes ayant à en connaître dans le cadre de la mise en œuvre, l'évaluation et le contrôle du Programme d'Investissements d'Avenir. A ce titre, le Bénéficiaire prend acte des obligations de communication d'information mises à la charge de la Caisse des Dépôts en application de la Convention Etat-CDC et notamment à l'égard de toute commission parlementaire compétente.

Article 7 – Communication⁴⁸

Le Bénéficiaire et le Partenaire Public s'obligent à soumettre, dans un délai minimal de 30 (trente) jours avant sa divulgation au public, à l'autorisation préalable et écrite de la Caisse des Dépôts, le contenu de tout projet de publication ou d'action de communication écrite ou orale, relative aux Prestations ou au présent partenariat.

La Caisse des Dépôts pourra, pendant ce délai, demander des modifications, s'opposer ou demander à ce que le soutien qu'elle verse pour le compte de l'État soit mentionné.

Dans ce dernier cas, le soutien de la Caisse des Dépôts pour le compte de l'État sera mentionné sous la forme suivante : « Cette étude a été réalisée dans le cadre du Programme Investissement d'Avenir, action Ville de Demain, la Caisse des Dépôts étant le gestionnaire de l'action Ville de Demain pour le compte de l'Etat » / ou sous une forme préalablement déterminée d'un commun accord entre les Parties.

Article 8 - Calendrier de réalisation des Prestations

⁴⁶ Durée pouvant être réduite en fonction de l'opportunité mais qui devra tenir compte de la durée des obligations de la CDC en sa qualité de gestionnaire de l'action VDD.

⁴⁷ La CDC ne peut prendre d'engagement de confidentialité en raison des obligations de transmission d'information qui sont à sa charge au titre du PIA. Le dernier paragraphe vise toutefois à rassurer les bénéficiaires en limitant la diffusion d'information à ce qui est nécessaire dans le cadre du PIA. En outre, le personnel de la CDC est tenu à titre général à une obligation de confidentialité sur les informations sensibles.

⁴⁸ Cette clause peut être adaptée au cas par cas sous réserve de ce qui a été arrêté avec le CGI concernant la politique de communication au titre du PIA et de la clause 8 de la Convention Etat-CDC.

Conformément au[x] Cahier[s] des Charges, les études et travaux nécessaires à la réalisation des Prestations devront débiter au plus tard le [] et être achevés au plus tard le [].⁴⁹

Article 9 - Durée

La Convention prend effet à compter de la date de sa signature et restera en vigueur jusqu'à la date intervenant [] jours calendaires après la date de versement du solde de la Subvention conformément à l'article 3c), sous réserve des stipulations des articles 3d), 4, 5 et 6, qui produiront leurs effets pour la durée des droits et obligations en cause, quelle que soit la cause de terminaison de la Convention.

Article 10 - Résiliation de la Convention

La Caisse des Dépôts sera en droit de résilier la Convention en cas de non respect [du/des] Cahier[s] des Charges et/ou de manquement par le Bénéficiaire ou le Partenaire Public à l'une de leurs obligations au titre de la présente Convention (un « **Manquement** »).

En cas de Manquement, la Convention pourra être résiliée par la Caisse des Dépôts, sans indemnité, à l'expiration d'un délai de trente (30) jours calendaires suivant notification de résiliation adressée au Bénéficiaire et au Partenaire Public par lettre recommandée avec avis de réception.

Le Bénéficiaire et le Partenaire Public seront en droit de présenter toute observation qu'ils estiment utile à la Caisse des Dépôts suite à ladite notification et pourront prendre, dans la mesure du possible, toutes les mesures visant à remédier au Manquement. Si au terme du délai de trente (30) jours susvisé, le Bénéficiaire ou selon le cas le Partenaire Public a été en mesure de remédier au Manquement sans préjudice aucun pour l'Etat et la Caisse des Dépôts, cette dernière pourra renoncer par écrit à la résiliation.

La Convention pourra également être résiliée en cas de force majeure telle que qualifiée par les juridictions. Il sera alors fait application *mutatis mutandis* de l'alinéa précédent.

En cas de résiliation de la Convention, la Subvention due au Bénéficiaire à la date d'effet de la résiliation sera liquidée en fonction des engagements effectivement réalisés à cette date. Le cas échéant, le Bénéficiaire sera tenu au reversement des sommes indûment perçues.

Aucune indemnité ne pourra être demandée par le Bénéficiaire ou le Partenaire Public à la Caisse des Dépôts et/ou à l'Etat du fait d'une résiliation de la Convention.

Article 11 – Stipulations générales

11.1 – Notifications

Toute notification requise en vertu des présentes devra être en forme écrite et sera valablement effectuée si elle est envoyée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par télécopie confirmée le jour même par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à l'adresse suivante :

Pour la Caisse des Dépôts :

[]

Pour le Bénéficiaire:

[]

Pour le Partenaire Public:

[]]

Tout changement d'adresse sera notifié aux autres parties dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrables à compter de la date dudit changement d'adresse. Les notifications par lettre recommandée seront considérées avoir été reçues à la date de première présentation de la lettre recommandée telle qu'indiquée sur l'avis de réception. Les notifications par télécopie confirmée par lettre recommandée seront considérées avoir été reçues à la date de première présentation de la lettre recommandée telle qu'indiquée sur l'avis de réception.

11.2 Modification de la Convention

Aucune modification de la Convention, quelle qu'en soit la forme, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

11.3 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la présente Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision administrative ou judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

11.4 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

⁴⁹ Distinguer le cas échéant quand les différentes Prestations n'ont pas la même durée.

11.5 Election de domicile

Pour l'exécution de la Convention, les Parties font élection de domicile à l'adresse figurant en tête des présentes.

11.6 Juridictions compétentes

Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort des juridictions de Paris.

Fait en trois⁵⁰ exemplaires,

À [], le [],

Pour la Caisse des Dépôts

Pour le Partenaire Public

Pour le Bénéficiaire

[En présence de [•]]⁵¹

⁵⁰ 4 exemplaires si hypothèse 2

⁵¹ Si hypothèse 2.

ANNEXE 3 au Règlement Financier – Subventions – conditions préalables

I CONDITIONS PREALABLES A LA SIGNATURE PAR UN MAITRE D'OUVRAGE D'UNE CONVENTION LOCALE OU SELON LE CAS D'UNE LETTRE D'ADHESION

1. s'agissant de personne de droit privé, une présentation du Maître d'Ouvrage accompagnée le cas échéant de tout document permettant d'attester de son existence et de sa solidité financière (ex : extrait K-Bis, bilans et comptes de résultats des 3 derniers exercices échus, certificat de non-faillite, statuts) ;
2. une copie certifiée conforme par un représentant habilité des autorisations sociales ou autres autorisations requises pour conclure les Documents de Financements et exécuter ses obligations à ce titre ainsi que des pouvoirs de toute personne signant ces documents en son nom et pour son compte ;
3. une Fiche Action dûment complétée ;
4. le cas échéant, les compléments demandés à l'article 2 de la Décision du Premier Ministre.

S'agissant de la vérification de la conformité à la réglementation européenne, dès lors que ces documents et informations n'auraient pas déjà été communiqués à la Caisse des Dépôts :

5. le dossier de demande de subvention ;
6. la Fiche Action comprenant : une présentation détaillée de l'Action, des objectifs de l'Action et des résultats attendus, le lieu, la durée, le calendrier et les modalités de l'Action, un estimatif détaillé des Dépenses Eligibles de l'opération, avec le cas échéant la présentation du scénario contrefactuel, la déclaration relative aux autres aides que le bénéficiaire aurait éventuellement sollicitées pour la même Action de la part des collectivités territoriales, de l'Union européenne et le cas échéant tout autre organisme public, un plan de financement de l'Action précisant l'origine et le montant des soutiens financiers ;
7. toute autre information utile.

La CDC se réserve le droit de demander au Maître d'Ouvrage tout document qu'il estimera utile aux fins d'examiner la compatibilité de l'aide vis-à-vis du Régime d'aides d'Etat applicable.

II. CONDITIONS PREALABLES A L'AJUSTEMENT DU MONTANT DE SUBVENTION

L'examen de toute demande d'ajustement du montant maximum d'une subvention est subordonné à la remise par le Maître d'Ouvrage à la Caisse des Dépôts des documents suivants :

1. un courrier indiquant l'évolution de la subvention demandée et le plan de financement de la fiche technique actualisé ;
2. une présentation actualisée du descriptif de l'Action, des objectifs poursuivis, et des résultats attendus,
3. un estimatif détaillé actualisé des coûts admissibles de l'opération, avec le cas échéant la présentation du scénario contrefactuel permettant de justifier l'ajustement du montant de la subvention au regard notamment du Régime d'aides d'Etat applicable,
4. un plan de financement actualisé de l'Action.

III. CONDITIONS PREALABLES AUX VERSEMENTS D'UNE SUBVENTION PAR LA CAISSE DES DEPOTS A UN MAITRE D'OUVRAGE AU TITRE D'UN PROJET D'INGENIERIE

A. Conditions préalables au premier versement au titre de la subvention

Le premier versement au titre d'un Projet d'Ingénierie est conditionné à la remise préalable par le Maître d'Ouvrage à la Caisse des Dépôts :

- d'un appel de fonds signé par un représentant habilité du Maître d'Ouvrage ;
- du cahier des charges du Projet d'Ingénierie (ou tout document équivalent) ;
- le cas échéant, si non fourni à la signature de la Convention Locale ou lors de la signature de la Lettre d'Adhésion, des compléments demandés à l'article 2 de la décision du Premier Ministre ;
- d'un justificatif attestant du démarrage effectif du Projet d'Ingénierie et identifiant le Prestataire retenu par le Maître d'Ouvrage ;
- des renseignements administratifs et financiers nécessaires au versement (dont coordonnées bancaires du Maître d'Ouvrage) ;
- le cas échéant, des documents attestant de la conformité de la Subvention avec le Régime d'aides d'Etat SA.33916 précité.

B. Conditions préalables au versement du solde de la subvention

Concernant le solde de la subvention, ou de la partie de la subvention allouée à un projet d'Ingénierie, son versement est conditionné à la remise par le Maître d'Ouvrage à la Caisse des Dépôts ;

- d'un appel de fonds signé par le Maître d'Ouvrage ;
- de la Note de Synthèse visée à l'Article 4.3 de la Convention ;
- des pièces justificatives de l'emploi des sommes appelées ;
- du plan de financement définitif du Projet d'Ingénierie et d'un état des versements effectués par les cofinanceurs publics et privés du Projet d'Ingénierie.

IV. CONDITIONS PREALABLES AUX VERSEMENTS D'UNE SUBVENTION PAR LA CAISSE DES DEPOTS A UN MAITRE D'OUVRAGE AU TITRE D'UN PROJET D'INVESTISSEMENT SUBVENTIONNE

A. Conditions préalables au premier versement au titre de la subvention

Le premier versement est conditionné à la remise préalable par le Maître d'Ouvrage à la Caisse des Dépôts :

- d'un appel de fonds signé par le Maître d'Ouvrage ;
- de la justification du commencement de réalisation du Projet d'Investissement Subventionné concerné en transmettant à la Caisse des Dépôts un ordre de service ;
- le cas échéant, si non fourni préalablement la signature de la Lettre d'Adhésion, des compléments demandés à l'article 2 de la décision du Premier Ministre ;
- des renseignements administratifs et financiers nécessaires au versement de l'aide (dont coordonnées bancaires du Maître d'Ouvrage) ;
- de la décision d'autorisation de la subvention de la Commission européenne en cas de dépassement du seuil de notification individuelle telle que prévue par le Régime d'aides d'Etat applicable.

B. Conditions préalables aux versements intermédiaires

Les versements intermédiaires sont conditionnés à la remise par le Maître d'Ouvrage à la Caisse des Dépôts ;

- d'un appel de fonds signé par le Maître d'Ouvrage ;
- d'un état récapitulatif détaillé des dépenses payées objet de l'appel de fonds signé par un représentant habilité du Maître d'Ouvrage portant sur la période débutant au précédent

appel de fonds et se terminant à la date du nouvel appel de fonds ; cet état récapitulatif sera certifié selon le cas par un commissaire aux comptes, un expert comptable ou un agent comptable ;

- à la demande de la Caisse des Dépôts, des factures correspondantes certifiées selon le cas par un commissaire aux comptes, un expert comptable ou un agent comptable ;
- du rapport d'avancement de l'Action présentant : le descriptif des travaux réalisés, le niveau de réalisation de chacune des tâches prévues dans la fiche Action, les éventuelles différences constatées par rapport à la fiche Action et/ou l'Annexe financière, les éventuelles difficultés rencontrées.

C. Conditions préalables au versement du solde de la Subvention

Concernant le solde, son paiement est conditionné à la remise par le Maître d'Ouvrage à la Caisse des Dépôts :

- d'un document attestant de l'achèvement du Projet d'Investissement Subventionné ;
- d'un état récapitulatif détaillé des dépenses payées depuis le début de la réalisation du Projet d'Investissement Subventionné, détaillant notamment les dépenses éligibles, certifié selon le cas par un commissaire aux comptes, un expert comptable ou un agent comptable ;
- à la demande de la Caisse des Dépôts, des factures correspondantes certifiées selon le cas par un commissaire aux comptes, un expert comptable ou un agent comptable ;
- du plan de financement définitif du Projet et d'un état des versements effectués par les cofinanceurs du Projet ;
- du rapport final présentant : le descriptif des travaux réalisés, les éventuelles différences constatées par rapport à la fiche Action et/ou l'Annexe financière, les éventuelles difficultés rencontrées, les enseignements sur les méthodes de travail, les éléments reproductibles du projet.

ANNEXE 4 – DESCRIPTION DU PROJET GLOBAL DE L'ECOCITE

[A compléter]